



Cofinancé par
l'Union européenne

Région Centre-Val de Loire

Mise en œuvre de l'observatoire déchets - économie circulaire en région Centre-Val de Loire

Economie circulaire

Rapport final – données 2021



Octobre 2022

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, a transféré la compétence de planification des déchets non dangereux et des déchets du Bâtiment et des Travaux Publics, des Conseils départementaux aux Conseils régionaux.

Dans le cadre de cette nouvelle compétence, le Conseil Régional du Centre-Val de Loire a élaboré un volet Déchet et un volet Economie circulaire, tous deux annexés au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET).

Lors de l'élaboration du SRADDET, le constat a été fait que de nombreuses données étaient manquantes ou incomplètes pour réaliser un suivi et une observation optimale des thématiques Déchets Economie circulaire en région Centre-Val de Loire.

Ainsi, l'un des objectifs prioritaires de ce plan est de mettre en place un outil d'observation régionale des déchets et de l'économie circulaire, afin de développer la connaissance et de partager les données sur ces thématiques.

L'observatoire a également vocation à être un outil de pilotage régional : il permettra, entre autres missions, de suivre les indicateurs définis dans les actions du SRADDET.

Ce rapport présente :

- La mise à jour des initiatives régionales d'économie circulaire réalisée dans le cadre du volet Economie Circulaire du SRADDET,
- Une liste d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs sur les trois axes et les sept piliers de l'économie circulaire, co-construits avec la Région, l'ADEME et la DREAL.
- Les valeurs 2021 des indicateurs relatifs à l'offre des acteurs économiques, ainsi que d'indicateurs globaux sur les démarches d'économie circulaire.

Réalisation de l'étude

Laurence HAEUSLER, IN NUMERI – Hugo PERRICHON, IN NUMERI

Jean Baptiste LE MENN, AGYRE – Aurelia COQUENTIL, GINGER DELEO

Table des matières

LISTE DES FIGURES	4
LISTE DES TABLEAUX	6
I Contexte	8
I.1 Définition de l'économie circulaire	8
I.2 Présentation du contexte régional	8
I.3 L'Observatoire Déchets-Economie Circulaire	9
I.4 Objectifs de l'étude	11
II Recensement des initiatives	12
II.1 Objectif du recensement des initiatives	12
II.2 Méthodologie du recensement des initiatives	13
II.2.1. Sources d'informations	13
II.2.2. Biais et limites de la méthodologie	15
II.2.3. Requestionnement des initiatives inscrites dans le volet Economie Circulaire du SRADDET	16
II.3 Bilan régional des initiatives	16
II.3.1. Evolution des initiatives d'économie circulaire	17
II.3.2. Les initiatives par département	18
II.3.3. Les secteurs d'activité des initiatives	21
II.3.4. Types d'acteurs porteurs des initiatives	26
II.4 Présentation détaillée des initiatives par pilier de l'économie circulaire	28
II.4.1. L'approvisionnement durable	28
II.4.2. L'éco-conception	31
II.4.3. L'écologie industrielle et territoriale	33
II.4.4. L'économie de la fonctionnalité	35
II.4.5. La consommation responsable	37
II.4.6. L'allongement de la durée d'usage	38
II.4.7. Le recyclage	39
II.5 Synthèse du recensement des initiatives	41
III Les indicateurs d'économie circulaire	43
III.1 Mise à jour des travaux de préfiguration	43
III.2 Liste des indicateurs d'économie circulaire	44
III.3 Les indicateurs de l'offre des acteurs économiques	45
III.3.1. Pilier extraction/exploitation et achats durables	47
III.3.2. Ecologie industrielle et territoriale (EIT)	55
III.3.3. Economie de la fonctionnalité et de la coopération	67
III.3.4. Eco-conception	73
III.3.5. Allongement de la durée d'usage	80
III.3.6. Indicateurs tous piliers	82
III.4 Synthèse des indicateurs de l'offre des acteurs économiques	90
III.4.1. Des premiers travaux concluants	90

III.4.2. L'économie circulaire en marche en région Centre-Val de Loire	90
ANNEXES	94
1. Annexe A : Glossaire	94
2. Annexe B : Initiatives en lien avec l'approvisionnement durable.....	95
3. Annexe C : Initiatives en lien avec l'éco-conception.....	103
4. Annexe D : Initiatives en lien avec l'écologie industrielle et territoriale	111
5. Annexe E : Initiatives en lien avec l'économie de la fonctionnalité	115
6. Annexe F : Initiatives en lien avec la consommation responsable	117
7. Annexe G : Initiatives en lien avec allongement de la durée d'usage	123
8. Annexe H : Initiatives en lien avec le recyclage et la valorisation des déchets	128
9. Annexe I : Compte rendu de l'enquête auprès des entreprises.....	134
10. Annexe J : Compte-rendu de l'enquête auprès des collectivités territoriales	139
11. Annexe K : Tableaux de l'enquête entreprise.....	141
12. Annexe L : Tableaux de l'enquête collectivités territoriales	143

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Les 7 piliers de l'Économie Circulaire	8
Figure 2. Approche méthodologique pour l'élaboration de l'état des lieux de l'économie circulaire	15
Figure 3. Diagramme présentant la répartition par pilier des initiatives économie circulaire réalisées en Centre Val de Loire en 2021.....	17
Figure 4. Evolution chronologique du nombre d'initiatives économie circulaire lancé dans la région Centre-Val de Loire jusqu'en 2021.....	18
Figure 5. Répartition des initiatives en région Centre-Val de Loire en 2021	19
Figure 6. Répartition des initiatives par pilier et par département en 2021.....	20
Figure 7. Diagramme présentant la répartition par secteur des initiatives économie circulaire réalisées en RCVL en 2021	22
Figure 8. Répartition des initiatives par catégorie de porteurs de projets en 2021.....	27
Figure 9. Histogramme présentant la répartition des initiatives économie circulaire par catégories d'acteurs en RCVL en 2021	28
Figure 10. Répartition des initiatives propres à l'approvisionnement durable en région Centre-Val-de-Loire en 2021.....	29
Figure 11. Répartition des initiatives propres à l'écoconception en région Centre-Val-de-Loire en 2021	31
Figure 12. Répartition des initiatives propres à l'écologie industrielle et territoriale en région Centre-Val-de-Loire en 2021	33
Figure 13. Répartition des initiatives propres à l'économie de la fonctionnalité en région Centre-Val-de-Loire en 2021.....	35
Figure 14. Répartition des initiatives propres à la consommation responsable en région Centre-Val de Loire en 2021	37
Figure 15. Répartition des initiatives propres à l'allongement de la durée d'usage en région Centre-Val-de-Loire en 2021	38
Figure 16. Répartition des initiatives propres au recyclage en région Centre-Val-de-Loire en 2021	39
Figure 17. Politiques d'achat responsable des EPCI	49
Figure 18. Pourcentage d'établissements industriels utilisant des matériaux recyclés dans le processus de fabrication, selon le secteur d'activité	50
Figure 19. Pourcentages d'établissements utilisant des matériaux recyclés dans le processus de fabrication, selon la taille de l'entreprise	51
Figure 20. Raisons pour lesquelles les matériaux recyclés ne sont pas utilisés dans la fabrication	51
Figure 21. Pourcentages d'industries utilisant des matières locales dans le processus de fabrication, selon le secteur d'activité	53
Figure 22. Pourcentages d'industries utilisant des matières locales dans le processus de fabrication, selon la taille de l'établissement.....	54
Figure 23. Raisons pour lesquelles les entreprises n'utilisent pas de matières premières et secondaires locales	54
Figure 24. Localisation des sept zones expérimentales d'EIT de 2018 à 2021	57
Figure 25. Avez-vous mis en place ou participé à une ou plusieurs démarches favorisant la coopération et/ou la mutualisation inter-entreprises (EIT) ?	57
Figure 26. Les démarches d'EIT sur l'ensemble des départements français	58
Figure 27. Synergies de mutualisation dans les démarches d'EIT du bilan d'action Centre-Val de Loire 2020-2021	60
Figure 28. Comparaison entre les établissements suivis dans les démarches d'EIT animées par la CCI et les établissements de la région Centre Val de Loire	60
Figure 29. Taux de mutualisation / échanges avec les entreprises voisines	62
Figure 30. Echanges/mutualisations entre voisins et nouvelles activités	64
Figure 31. Nombre de collectivités avec un service de location de vélos ou trottinette réalisé ou envisagé	70
Figure 32. Nombre d'EPCI qui ont recours à un service remplaçant un achat.....	71
Figure 33. Pourcentage d'établissement ayant fait une ACV, selon la taille de l'entreprise.....	74
Figure 34. Raisons pour lesquelles les entreprises n'ont pas réalisé d'analyse de cycle de vie.....	75
Figure 35. Nombre de titulaires français d'un ecolabel respectant des critères de circularité.....	77
Figure 36. Démarches d'éco-conception engagées par les établissements industriels	79
Figure 37. Pourcentage d'entreprises qui proposent des pièces détachées au-delà de 10 ans, par secteur d'activité.....	81
Figure 39. Taux d'engagement des entreprises dans une démarche d'économie circulaire.....	85

Figure 40. Bilan des entreprises sur leurs démarches d'économie circulaire	86
Figure 41. Nombre d'établissements scolaires ayant un label E3D en Centre-Val de Loire (2021)	88

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Répartition par pilier des initiatives économie circulaire réalisées en Centre-Val-de Loire en 2021	17
Tableau 2. Répartition géographique des initiatives économie circulaire réalisées en RCVL en 2021	19
Tableau 3. Répartition par secteur des initiatives économie circulaire réalisées en RCVL en 2021	21
Tableau 4. Présentation des acteurs porteurs d'initiatives d'économie circulaire en RCVL en 2021	27
Tableau 5. Exemple d'initiative en lien avec l'approvisionnement durable	30
Tableau 6. Exemple d'initiative en lien avec l'écoconception en 2021	31
Tableau 7. Exemple d'initiative en lien avec l'écologie industrielle et territoriale	34
Tableau 8. Exemple d'initiative en lien avec l'économie de la fonctionnalité	36
Tableau 9. Exemple d'initiative en lien avec la consommation responsable	37
Tableau 10. Exemple d'initiative en lien avec la durée d'usage	38
Tableau 11. Exemple d'initiative en lien avec le recyclage	40
Tableau 12..... Taux d'utilisation de matériaux recyclés par les entreprises de travaux publics répondantes à l'enquête.....	52
Tableau 13. Taux d'incorporation de Matières Premières de Recyclage dans la production ou fabrication en France en 2019	52
Tableau 14. ETP/an potentiel grâce à la coopération inter-entreprises	63
Tableau 15. Bénéfices des démarches d'EIT animées par la CCI	65
Tableau 16. Bénéfices générés par la coopération interentreprise	66
Tableau 17. Taux de réalisation d'une ACV selon le secteur d'activité	75
Tableau 18. Nombre d'entreprises titulaires d'Ecolabel en région Centre Val de Loire	77
Tableau 19. Fréquence des démarches d'éco-conception selon le secteur d'activité et le type de démarche (% d'entreprises).....	79
Tableau 20. Mise en place de démarches d'économie circulaire selon l'existence de chargés de missions dédiés	84
Tableau 21. Valeur des indicateurs relatifs à l'offre des acteurs économiques	92
Tableau 22. Résumé du plan de sondage : nombre d'établissements de l'échantillon.....	134
Tableau 23. Plan de sondage pour les établissements de l'industrie	135
Tableau 24. Plan de sondage pour les établissements de commerce de détail.....	135
Tableau 25. Taux de réponse pour les établissements de l'industrie	136
Tableau 26. Taux de réponse pour les établissements de commerce	136
Tableau 27. Pondérations pour les établissements de l'industrie	137
Tableau 28. Pondérations pour les établissements de commerce	137
Tableau 29. Intervalles de confiance pour des proportions d'entreprise	138
Tableau 30. Taux de réponses de l'enquête auprès des EPCI.....	140
Tableau 31. Intégration de matières premières secondaires dans le processus de fabrication, selon le secteur d'activité	141
Tableau 32. Intégration de matières premières secondaires dans le processus de fabrication, selon la tranche d'effectif	141
Tableau 33. Intégration de matières premières secondaires dans le processus de fabrication, selon la catégorie d'entreprise	141
Tableau 34. Intégration de matières premières secondaires dans le processus de fabrication, selon l'appartenance à un groupe.....	141
Tableau 35. Utilisation de matières premières ou secondaires locales, selon le secteur d'activité.....	142
Tableau 36. Utilisation de matières premières ou secondaires locales, selon la tranche d'effectif	142
Tableau 37. Utilisation de matières premières ou secondaires locales, selon la catégorie d'entreprise.....	142
Tableau 38. Utilisation de matières premières ou secondaires locales, selon l'appartenance à un groupe	142
Tableau 39. Entreprises qui ont mis en place une analyse de cycle de vie pour au moins un de leurs produits, selon la catégorie d'entreprise	142
Tableau 40. Démarches d'écologie industrielle et territoriale des entreprises.....	143
Tableau 41. Démarches d'écologie industrielle et territoriale des collectivités	143

I Contexte

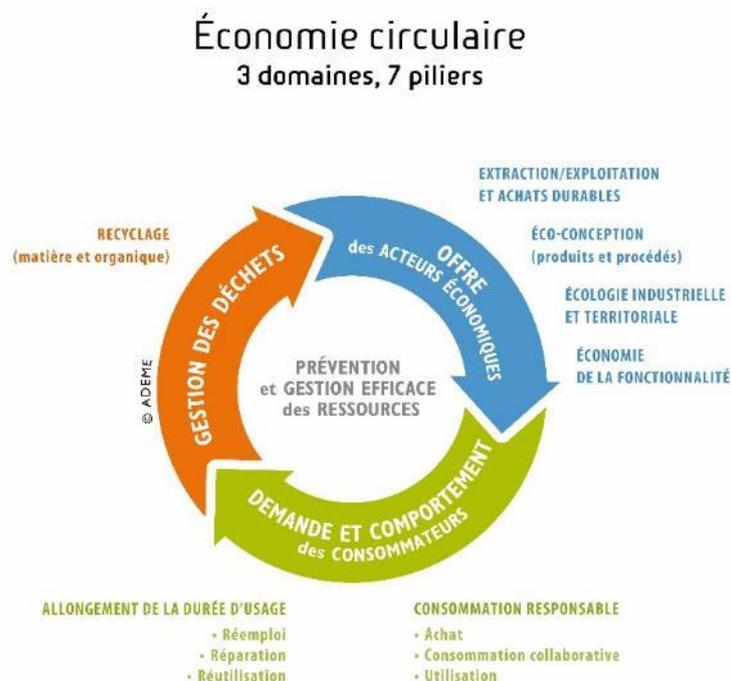
I.1 Définition de l'économie circulaire

L'Économie Circulaire a pour ambition première de rendre la société, dans son ensemble, moins polluante et plus sobre dans l'utilisation des ressources tout en poursuivant un objectif de croissance économique et de création d'emplois.

L'ADEME définit l'Économie Circulaire comme un système permettant de « limiter le gaspillage des ressources et l'impact environnemental en augmentant l'efficacité à tous les stades de l'économie des produits »¹ et distingue sept piliers pour caractériser les actions relatives à l'Économie Circulaire, structurés en trois domaines :

- La production et l'offre de biens et de services ;
- La consommation au travers de la demande et du comportement du consommateur (économique ou citoyen) ;
- La gestion des déchets avec le recours prioritaire au recyclage .

Figure 1. Les 7 piliers de l'Économie Circulaire



Source ADEME, juin 2017²

I.2 Présentation du contexte régional

L'échelle régionale constitue une échelle cohérente et légitime pour l'impulsion de démarches d'Économie Circulaire depuis la loi NOTRe qui confère aux Conseils Régionaux la compétence de planifier la gestion et la prévention des déchets sur tout son territoire. Ces derniers sont dorénavant chargés d'élaborer un « Plan régional de prévention et de gestion des déchets » (PRPGD) qui doit par ailleurs spécifiquement inclure « un plan

¹ Source ADEME : Fiche technique de l'Économie Circulaire (2014)

² Le pilier Extraction/exploitation et achats durables était précédemment nommé approvisionnement durable.

régional d'actions d'économie circulaire ».

Le volet Economie Circulaire, inscrit dans les premiers travaux d'élaboration du PRPGD-PRAEC avant d'être intégré au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), a été engagé fin 2016. Les objectifs du volet économie circulaire sont :

- D'élaborer un outil évolutif permettant de structurer et d'accélérer le déploiement de l'Economie Circulaire en région Centre-Val de Loire ;
- D'entrer en résonance avec les autres politiques portées par la Région (notamment le développement économique et l'aménagement du territoire) ;
- De viser l'ensemble des cibles de l'Economie Circulaire pour une vision partagée de l'Economie Circulaire en région Centre-Val de Loire.

La Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a renforcé le rôle des Régions en matière économique. Le Schéma Régional de Développement Économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) de la Région Centre-Val de Loire 2016-2021 a impulsé des orientations économiques qui ont orienté le territoire vers la transition écologique, énergétique et numérique, plaçant l'Economie Circulaire au cœur de la transformation des filières économiques.

Dans son élaboration et sa mise en œuvre, le volet Economie Circulaire du SRADDET doit être articulé avec le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP), autour d'une meilleure identification des besoins en compétences attendues, ainsi que les évolutions de l'emploi dans le secteur de l'Economie Circulaire. Les besoins exprimés pourront alimenter les travaux d'élaboration des cartes de formations professionnelles (initiales et continues).

Le volet Economie Circulaire du SRADDET de la Région Centre-Val de Loire a été coconstruit avec les acteurs régionaux sur la base d'un diagnostic de l'Economie Circulaire en région. Ce premier exercice vise à consolider des initiatives existantes, à faire émerger de nouvelles initiatives et à amorcer une dynamique régionale globale autour de l'Economie Circulaire.

Par ailleurs ce plan constitue une feuille de route à l'intention de l'ensemble des acteurs régionaux. Ainsi, si certaines actions du volet Economie Circulaire du SRADDET relèvent de manière privilégiée du Conseil régional, d'autres doivent être réalisées en partenariat et/ou pilotées par des partenaires institutionnels, socio-économiques ou associatifs du Conseil régional.

I.3 L'Observatoire Déchets-Economie Circulaire

La mise en place de cet observatoire correspond à une règle inscrite au SRADDET (règle 41). Il permet d'acquérir de la connaissance et de guider les orientations politiques au sujet de l'amélioration et de la planification de la gestion des déchets de la Région pour accompagner au mieux les territoires, avec un travail de prospective et une réflexion régionale globale.

Cet observatoire est mis en place depuis 2020 et s'axe sur les thématiques prioritaires définies avec l'ADEME :

- Déchets Ménagers et Assimilés (DMA),
- Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP),
- Déchets d'Activités économiques (DAE),
- Déchets Dangereux (DD)
- Economie Circulaire (EC).

Pour chacune des thématiques, les indicateurs définis permettent d’opérer un suivi régulier des flux et des dynamiques régionales. Les analyses qui en sont faites nourrissent les stratégies d’intervention régionales.

Les **actions définies**, dans le cadre de l’observatoire, sont les suivantes :

- Produire de la connaissance en collectant, stockant et exploitant des données précises, fiables et homogènes sur les déchets et l’économie circulaire (flux de déchets, quantités, valorisation, installations, coûts, initiatives d’économie circulaire, ressources) ;
- Suivre des indicateurs (Plan Déchets, rapport environnemental) afin de pouvoir faire une analyse annuelle sur l’atteinte des objectifs (LTECV - Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte, SRADDET...) et d’aider à la décision des politiques publiques ;
- Diffuser ces données analysées à chaque niveau d’acteur, en apportant une information adaptée aux cibles ;
- Animer le réseau d’acteurs régionaux pour pérenniser la dynamique régionale initiée lors de l’élaboration du Plan Déchets régional et impliquer chaque acteur, à son niveau de compétence.
- Faire de l’observatoire Déchets-Economie circulaire un outil opérationnel de pilotage des actions régionales en matière de prévention, de gestion des déchets et d’économie circulaire, partagé avec les acteurs des déchets et de l’économie circulaire en région

Concernant l’économie circulaire, une première enquête relative à l’axe « Acteurs économiques » est réalisée en 2021 dont le présent rapport fait état. A partir de 2024, une enquête biannuelle sera réalisée sur l’ensemble des piliers et sera enrichie d’un travail de fonds avec les principaux acteurs et partenaires de la Région.

Une planification des enquêtes est prévue jusqu’en 2027 :

Enquêtes	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Déchets Ménagers et Assimilés							
Déchets du bâtiments et des travaux publics							
Déchets d'activités économiques							
Déchets dangereux							
Economie Circulaire							

En plus des premières études prévues en 2021, l’étude « Ma région zéro Déchets 2050 » a été réalisée en 2021-2022, avec pour objet de se projeter dans le futur et d’imaginer le portrait de la région Centre-Val de Loire devenue une « région zéro déchet » en 2050. Cet exercice est un outil au service du changement, qui doit aider la Région à définir les politiques publiques prioritaires à mener et à soutenir sur son territoire, pour tendre vers l’idéal du zéro déchet en 2050. Il doit également pousser à la réflexion et encourager tout un chacun (citoyens, élus locaux, professionnels...) à s’engager dans cette trajectoire et à

agir.

I.4 Objectifs de l'étude

La présente étude dédiée à l'économie circulaire se concentre sur l'axe de l'offre des acteurs économiques. Elle comprend :

- Un recensement des initiatives d'économie circulaire existantes en région Centre-Val de Loire,
- Une mise à jour de la liste des indicateurs de suivi de l'économie circulaire proposée dans le volet Economie Circulaire du SRADDET,
- Des fiches d'analyse pour chaque indicateur lié à l'offre des acteurs économiques,
- Le renseignement des indicateurs sur l'axe « offre » et certains indicateurs généraux.

Le présent rapport présente :

- En chapitre II, le recensement des initiatives d'économie circulaire en région Centre-Val de Loire.
- En chapitre III, la liste des indicateurs d'économie circulaire retenus, ainsi que les fiches renseignées des indicateurs d'économie circulaire liés à l'offre des acteurs économiques.
- En annexe, la liste complète des initiatives et les comptes-rendus des deux enquêtes, auprès des collectivités locales et des entreprises.

II Recensement des initiatives

II.1 Objectif du recensement des initiatives

Un premier état des lieux avait été réalisé dans le cadre du volet Economie Circulaire du SRADDET en 2019, recensant 233 initiatives dans la région. Ce premier travail de recensement, qui n'avait pas vocation à être exhaustif, a permis de mettre en lumière des initiatives sur tous les piliers de l'EC, permettant de faire émerger des tendances et des dynamiques sur tout le territoire régional.

Ces informations ont été classées par pilier, localisation et secteur d'activité. Cette segmentation par pilier permet de structurer la réflexion tout en gardant à l'esprit que les thématiques ne sont pas hermétiques entre elles, une action pouvant toucher plusieurs piliers différents.

Une mise à jour de cet état des lieux a été réalisée entre juillet 2021 et janvier 2022. Ce travail avait pour objectif :

- D'améliorer ce recensement en optimisant la première méthodologie utilisée ;
- De requestionner les piliers et secteurs auxquels étaient affiliées ces initiatives et de mieux définir les actions qui ont été mises en place ;
- D'ajouter une date de mise en place de l'initiative ainsi que son statut (encore en cours ou terminé).

Le recensement a pour objectif de renforcer la vision de la Région sur les actions déjà en place et d'identifier les besoins du territoire pour accompagner les acteurs régionaux. Ce diagnostic permettra de visualiser les évolutions sur le territoire régional et d'identifier les éventuelles initiatives pouvant profiter à d'autres acteurs locaux.

Ce recensement s'effectue sur l'ensemble des trois domaines et les sept piliers de l'économie circulaire (cf. Définition de l'économie circulaire), à savoir :

- L'offre des acteurs économiques :
 - o Extraction/exploitation et achats durables,
 - o Eco-conception,
 - o Ecologie Industrielle et Territoriale,
 - o Economie de la fonctionnalité ;
- La demande et comportement des consommateurs :
 - o Consommation responsable,
 - o Allongement de la durée d'usage ;
- La gestion des déchets : recyclage.

Le travail de recensement, réalisé fin 2021 et début 2022, vise à recenser les initiatives présentes en 2021.

A l'image du premier recensement, sont exclues :

- Les initiatives liées à la valorisation énergétique des déchets (exemple incinération avec récupération d'énergie, production de Combustibles Solides de Récupération- CSR...) car elles ne permettent pas dans la plupart des cas de conserver la matière (opérations destructives de la matière),
- Les initiatives liées au développement des énergies renouvelables (EnR) type photovoltaïque, éolien, hydraulique... bien que permettant la substitution de ressources non renouvelables (combustibles fossiles notamment) par des ressources

renouvelables (vent, eau, rayonnement...), la thématique des EnR étant un sujet à part entière,

- Les initiatives de développement de circuits courts énergétiques sauf lorsque ces initiatives se font à l'échelle d'une zone d'activité/ d'un site et font partie d'une démarche d'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT) ;
- Les initiatives de rénovation énergétique considérant qu'elles sont trop éloignées du périmètre et portées par des politiques spécifiques.

Une analyse par pilier est présentée dans les paragraphes qui suivent. Cette analyse est structurée d'une manière homogène pour tous les piliers de l'économie circulaire avec :

- La **définition et le périmètre** du pilier économie circulaire étudié ;
- La **cartographie** des initiatives recensées par pilier ;
- Un **diagnostic synthétique** constitué de l'état des lieux des initiatives en région et d'exemples d'initiatives sur ce pilier ;
- Les **messages clés** de l'analyse du pilier.

II.2 Méthodologie du recensement des initiatives

II.2.1. Sources d'informations

Une méthodologie a été définie et optimisée par la concertation entre Agyre, In Numeri, Ginger Deleo et la Région Centre Val de Loire, la DREAL et l'ADEME, dans l'objectif de procéder à un recensement non exhaustif mais suffisamment représentatif des initiatives mises en place dans la région.

Celle-ci a comporté les phases suivantes :

- Reprise des initiatives du volet Economie Circulaire du SRADDET, qui ont été mises à jour (activité, poursuite éventuelle, date de mise en place, définition, etc.), complétées, requestionnées et modifiées au besoin ;
- Vérification de la poursuite des initiatives déjà recensées dans le volet Economie Circulaire du SRADDET : activité sur les sites internet, échanges téléphoniques ou mail avec les porteurs de projets ;
- Vérification de l'existence des associations et des entreprises;
- Compilation des données des sites d'intérêt suivants recensant également des initiatives régionales d'économie circulaire :
 - o La base de données d'Envirobat Centre³, centre de ressource sur la qualité environnementale du bâtiment en région Centre-Val de Loire, et recensant l'ensemble des projets en région Centre-Val de Loire en lien avec l'écoconception, l'économie circulaire, le biosourcé, etc. Cette base de données est capitalisée par l'association,
 - o Le centre de ressources sur les Projets Alimentaires Territoriaux en région Centre Val de Loire (PAT CVL⁴), dont les données sont collectées par InPACT Centre⁵ et Resolis⁶ dans le cadre d'un marché public pour le Conseil Régional Centre Val de Loire,

³ <https://www.envirobatcentre.com/centre-de-ressources/les-projets>

⁴ www.pat-cvl.fr

⁵ Pôle régional d'associations de développement agricole et rural. InPACT Centre (Initiatives Pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale en région Centre – Val de Loire) regroupe 10 associations et réseaux régionaux

⁶ RESOLIS est une association loi 1901 qui a pour mission de repérer, capitaliser et promouvoir les pratiques de terrain innovantes à visée sociale.

- Le réseau Oxygène⁷, décrit comme le lab des initiatives en Centre-Val de Loire et porté par la Région Centre-Val de Loire,
- OPTIGEDE⁸, le Centre de ressources national économie circulaire et déchets piloté par l'ADEME,
- L'annuaire national des AMAP⁹ (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), destiné à favoriser l'agriculture paysanne et biologique,
- La liste des coalitions apparaissant sur le site de la COP Centre Val de Loire¹⁰ ;
- Entretiens bilatéraux conduits avec les acteurs-clés du territoire :
 - Le Cluster Nékoé, premier cluster spécialisé dans l'innovation par les services et travaillant sur les sujets d'économie de la fonctionnalité,
 - Les chambres consulaires : Chambre régionale des Métiers et de l'Artisanat (CRMA) régionale et départementales, Chambre régionale de commerce et d'industrie (CRCI), Chambre Régionale de l'Agriculture,
 - Les Conseils départementaux afin de connaître les initiatives portées par eux ou en cours sur leurs territoires respectifs,
 - InPACT 37, membre d'InPACT Centre,
 - La CAPEB¹¹ Centre Val-de-Loire, syndicat patronal représentant l'artisanat du bâtiment ;
- Recensement par mots clefs des 7 piliers de l'économie circulaire et par département, via les articles de presse¹², blogs et diverses recherches web.

Afin de différencier les initiatives ou projets encore en cours de ceux terminés, une colonne a été ajoutée à la base de données, indiquant le statut de ces actions. Il a notamment été fait le choix de considérer :

- « Actives » (« A ») les initiatives correspondant aux bâtiments construits, la communication étant bien souvent faite une fois les ouvrages livrés ;
- « Terminées/finalisées » (« F ») les initiatives dont le statut n'est pas disponible sur internet et dont les contacts par mail et téléphone, et les relances n'ont pas donné suite.

⁷ www.reseau-oxygene.fr/les-initiatives

⁸ <https://www.optigede.ademe.fr>

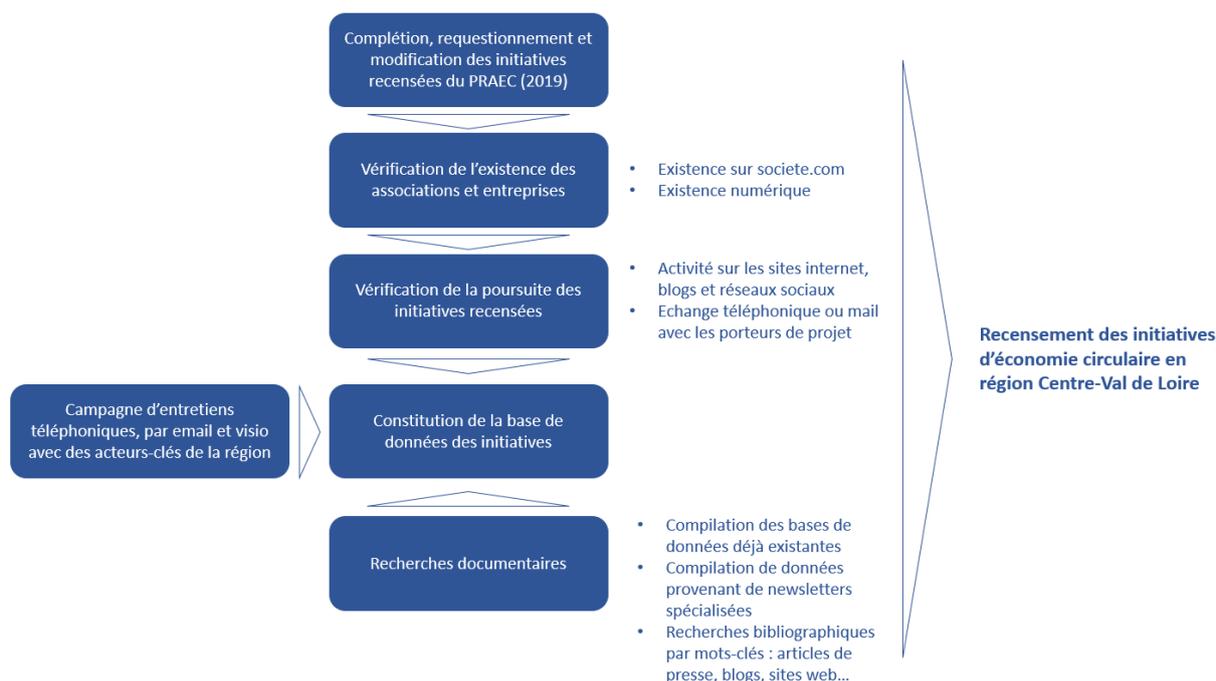
⁹ <http://www.reseau-amap.org/recherche-amap.php>

¹⁰ <https://cop.centre-valdeloire.fr/coalitions/>

¹¹ Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment

¹² <https://www.lemoniteur.fr/>, <https://www.lesechos.fr/>, <https://www.lanouvellerepublique.fr/>, etc.

Figure 2. Approche méthodologique pour l'élaboration de l'état des lieux de l'économie circulaire



II.2.2. Biais et limites de la méthodologie

Cette méthodologie comporte un certain nombre de biais et de limites, parmi lesquels :

- Une prédominance :
 - Des AMAP, la liste exhaustive provenant notamment de l'annuaire national des AMAP et du centre de ressources sur les PAT CVL, représentant le nombre d'initiatives dans le pilier de l'extraction/exploitation et de l'achat durable, et le secteur de l'alimentation,
 - Des bâtiments écoconçus, du fait de l'utilisation de la base de données d'Envirobat Centre, recensant l'ensemble des projets de construction, notamment biosourcés, en région Centre-Val de Loire. Ce panorama étant réalisé par de multiples acteurs, la liste est exhaustive, impactant ainsi les taux liés au pilier de l'écoconception et au secteur du BTP ;
- Une sous-évaluation du nombre d'initiatives en lien avec l'économie de fonctionnalité, qui s'explique par la complexité et la méconnaissance de ce concept qui est donc peu mis en avant et pratiqué par les acteurs économiques.
- Un recensement des initiatives d'économie circulaire basé sur le déclaratif de la part de ceux qui la pratiquent, il est donc étroitement lié à la communication volontaire faite par les porteurs/les bénéficiaires/les médias.
- Un recensement sur une thématique comme l'économie circulaire est difficile à fiabiliser, notamment du fait que certains interlocuteurs, appliquant parfois des actions en lien avec ce concept, ont une connaissance vague de ce modèle et du vocabulaire qui y est lié, et ne peuvent parfois pas corroborer leurs engagements par des faits concrets.

L'intérêt principal de ce recensement sera surtout de le comparer avec des résultats ultérieurs sur les mêmes questions pour mesurer la dynamique régionale sur l'économie circulaire.

II.2.3. *Questionnement des initiatives inscrites dans le volet Economie Circulaire du SRADDET*

II.2.3.1 Suppressions d'initiatives

Un certain nombre de suppressions ont été effectuées dans la liste des initiatives apparaissant dans le volet Economie Circulaire du SRADDET, pour les raisons suivantes :

- Existence de doublons ;
- Initiatives sans réel lien avec l'économie circulaire. Par exemple, un certain nombre d'organismes étaient indiqués comme accompagnés par Nékoé mais correspondaient à des offres de services et non à la mise en place d'une véritable économie de fonctionnalité ;
- Porteurs et initiatives inexistantes sur internet, que ce soit sur societe.com, les réseaux sociaux ou leur site internet ;
- Pertinence jugée insuffisante : actions ne rentrant pas dans le cadre d'une réelle initiative, ne faisant par exemple que répondre à la réglementation en vigueur.

II.2.3.2 Modifications

La mise à jour des initiatives a également entraîné des modifications :

- Amélioration d'un certain nombre de description des initiatives ;
- Changement de nom de commune ;
- Rétablissement de la bonne indication du département ;
- Modification de pilier si celui-ci n'a pas été jugé comme correctement fléché ;
- Remaniement de secteurs d'activités/filières afin de procéder à une analyse plus adaptée au besoin de la Région.

II.3 Bilan régional des initiatives

En 2021, **382 initiatives d'économie circulaire** ont été identifiées en région Centre-Val de Loire. Une initiative circulaire est une action volontaire, ne résultant donc pas de l'application de la réglementation, qui a été mise en place dans l'objectif de :

- Réduire la quantité de ressources vierges consommées,
- Revaloriser les ressources,
- Intensifier l'usage et allonger la vie des produits.

Elle s'inscrit dans un ou plusieurs piliers de l'économie circulaire tels que définis par l'ADEME et peut être un produit, un service, une symbiose, une stratégie d'affaire.

Le diagramme ci-dessous classe toutes les initiatives recensées dans la région dans chaque pilier de l'économie circulaire (tel que définis par l'ADEME).

Figure 3. Diagramme présentant la répartition par pilier des initiatives économie circulaire réalisées en Centre Val de Loire en 2021

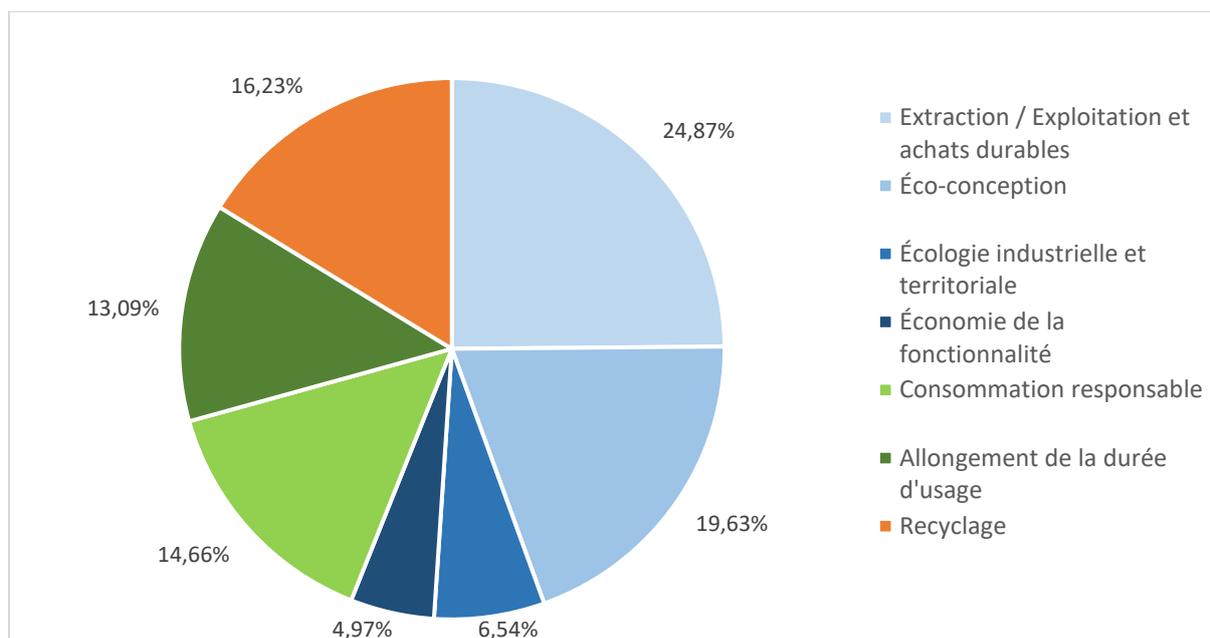


Tableau 1. **Répartition par pilier des initiatives économie circulaire réalisées en Centre-Val-de Loire en 2021**

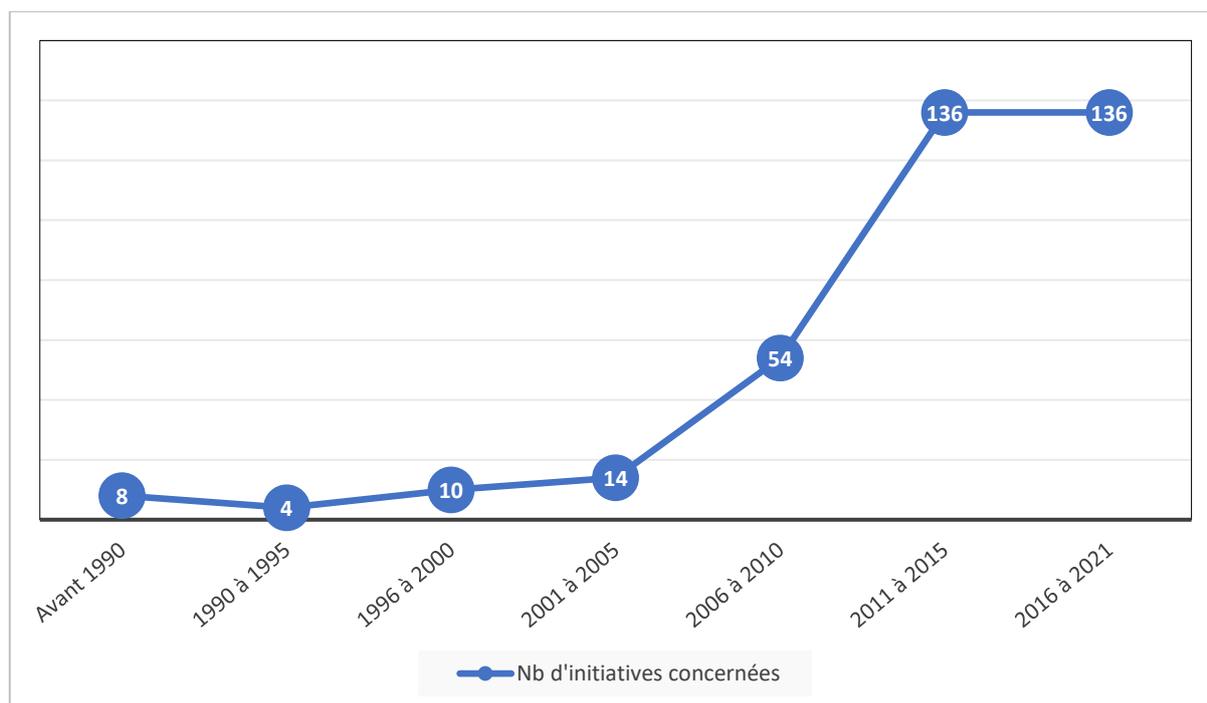
Pilier concerné	Nombres d'initiatives associées	Pourcentage
Extraction / Exploitation et achats durables	95	24,87 %
Éco-conception	75	19,63 %
Écologie industrielle et territoriale	25	6,54 %
Économie de la fonctionnalité	19	4,97 %
Consommation responsable	56	14,66 %
Allongement de la durée d'usage	50	13,09 %
Recyclage	62	16,23 %
Total	382	100 %

Une prédominance des initiatives liées à l'extraction, l'exploitation et les achats durables, et à l'éco-conception est constaté. D'autres part, le nombre d'initiatives liées aux piliers de l'écologie industrielle et territoriale et de l'économie de la fonctionnalité est plus faible. Une analyse détaillée de ces chiffres est présentée dans le chapitre II.4.

II.3.1. Evolution des initiatives d'économie circulaire

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du nombre d'initiatives d'économie circulaire qui ont été mise en place depuis 30 ans.

Figure 4. Evolution chronologique du nombre d'initiatives économie circulaire lancé dans la région Centre-Val de Loire jusqu'en 2021¹³



Une augmentation du nombre d'initiatives est constatée à partir de 2007, suite au Grenelle de l'environnement. Mais c'est à partir de 2014-2015 que les projets ont pris un réel essor, années de promulgation de la Loi sur la Transition Ecologique pour la Croissance Verte et de la loi NOTRe qui confère la compétence planification des déchets aux régions, ainsi que de l'appel à projets économie circulaire qui en a découlé. Le nombre d'initiatives engagées en région a ainsi plus que doublé sur la période 2011-2015 par rapport à 2006-2010. Cela est cohérent avec la médiatisation et le développement de l'économie circulaire en France et à l'international, offrant au grand public une sensibilisation plus forte sur ces thématiques...

II.3.2. Les initiatives par département

Entre 27 et 107 initiatives d'EC ont été recensées suivant les départements. Le nombre d'initiatives est assez nettement corrélé au nombre d'habitants.

Deux mises en perspective sont proposées afin d'identifier les territoires les plus moteurs sur ces démarches :

- la comparaison entre le nombre de projets recensés sur chacun des départements avec leur population,
- la comparaison entre le nombre de projets recensés et le nombre d'emplois départementaux ¹⁴.

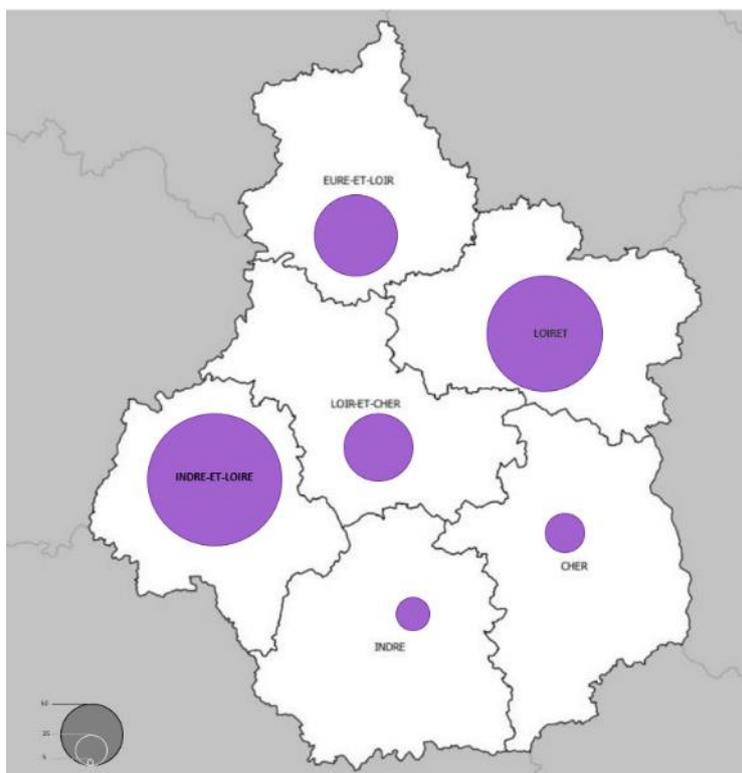
¹³ Les dates qui ont été considérées pour ce recensement sont : Pour les projets : date de lancement ; Pour les bâtiments : date de livraison ; Pour les organismes avec une activité étroitement liée à l'économie circulaire : date de création (ex : AMAP, Institut Territoires Circulaires...).

¹⁴ Source Insee 2021

Tableau 2. **Répartition géographique des initiatives économie circulaire réalisées en RCVL en 2021**

Localisation	Nombre d'initiatives	Population 2018 (INSEE)	Ratios initiatives/10000 habitants	Emploi 2021 (en milliers) (INSEE)	Ratios initiatives/1000 emplois
Cher (18)	32	303 408	1,1	98,8	0,32
Eure-et-Loir (28)	66	431 997	1,5	136,1	0,49
Indre (36)	27	220 595	1,2	72,8	0,37
Indre-et-Loire (37)	107	607 760	1,8	233,0	0,46
Loir-et-Cher (41)	55	330 248	1,7	115,2	0,48
Loiret (45)	93	678 845	1,4	264,0	0,35
Région	382	2 572 853	1,5	920,0	0,42

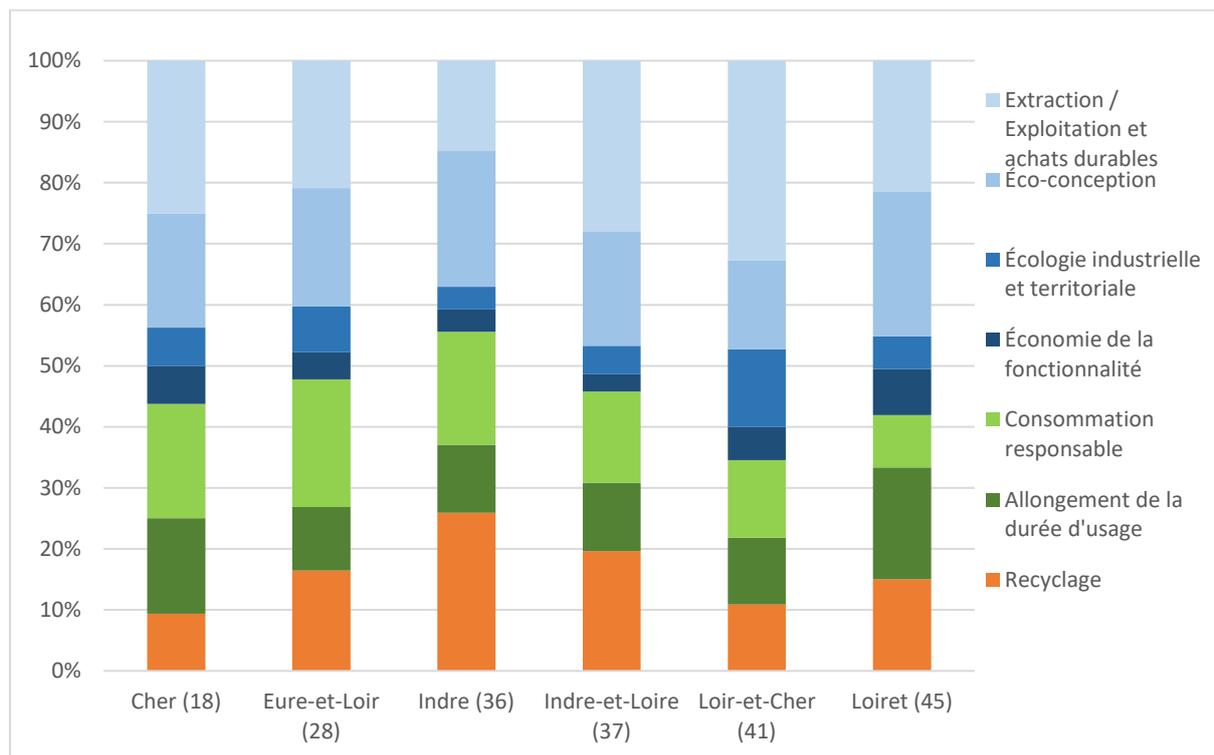
Figure 5. Répartition des initiatives en région Centre-Val de Loire en 2021



Le nombre d'initiatives est globalement proportionnel au nombre d'emplois locaux et à la population présente dans le département. Deux départements se distinguent cependant par un nombre d'initiatives recensées inférieur au ratio moyen observé (10 actions/80 000 hab.), à savoir le Cher et l'Indre. Deux hypothèses pourraient expliquer ce constat :

- Les acteurs locaux ont pu être moins moteurs sur les initiatives en lien avec l'économie circulaire ;
- La communication sur les actions engagées sur ces territoires a pu être moins importante.

Figure 6. Répartition des initiatives par pilier et par département en 2021



Comme l'illustre la figure ci-dessus, une prédominance des actions en lien avec l'extraction/exploitation et achats durables (approvisionnement durable) est constatée dans les départements du Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire (respectivement 33 % et 28 %).

Les initiatives relatives aux piliers de l'éco-conception et la consommation responsable sont les plus nombreuses dans tous les départements. Le Cher, l'Eure-et-Loir et l'Indre semblent particulièrement moteurs sur le pilier de la consommation responsable, notamment par le biais d'actions engagées par les syndicats compétents déchets : mise en place de composteurs, démarches zéro déchet, actions de sensibilisation contre le gaspillage alimentaire en milieu scolaire...

Des démarches d'écologie industrielle et territoriale ont été initiées ces dernières années sur les différents départements grâce aux actions mises en place par la CCI et la CMA de 2018 à 2020. Cette expérimentation est déployée sur sept zones d'activité pilotes et vise à améliorer de la compétitivité des entreprises, à favoriser les synergies entre entreprises d'une même zone d'activité et le partage d'expériences entre les acteurs économiques de la région Centre-Val de Loire tout en permettant l'émergence de projets structurants pour les entreprises, en cohérence avec la politique régionale et nationale.

Les piliers de l'EFC et de l'allongement de la durée d'usage sont d'autre part

particulièrement représentés dans le Loiret grâce aux actions des associations et des acteurs publics, ainsi que de Nékoé dont le périmètre d'action s'étend sur toute la région.

Enfin, ce graphique met en évidence l'engagement des acteurs de l'Indre sur le pilier du recyclage, notamment par le biais des associations : association AGIR (textile), association Ose Recyclage (bois)... A contrario, le Cher et le Loir-et-Cher semblent prioriser leurs actions autour des deux premiers piliers.

II.3.3. Les secteurs d'activité des initiatives

Afin de permettre à la Région de prioriser ses actions sur certains secteurs en particulier, un classement par secteur d'activité a été effectué pour l'ensemble des initiatives. Ces secteurs sont en lien avec la nature de l'initiative et non pas avec le secteur d'activité du porteur. Exemple : la création d'une ressourcerie au sein d'une déchèterie sera associée au pilier : allongement de la durée d'usage (et non pas au secteur du recyclage/gestion des déchets).

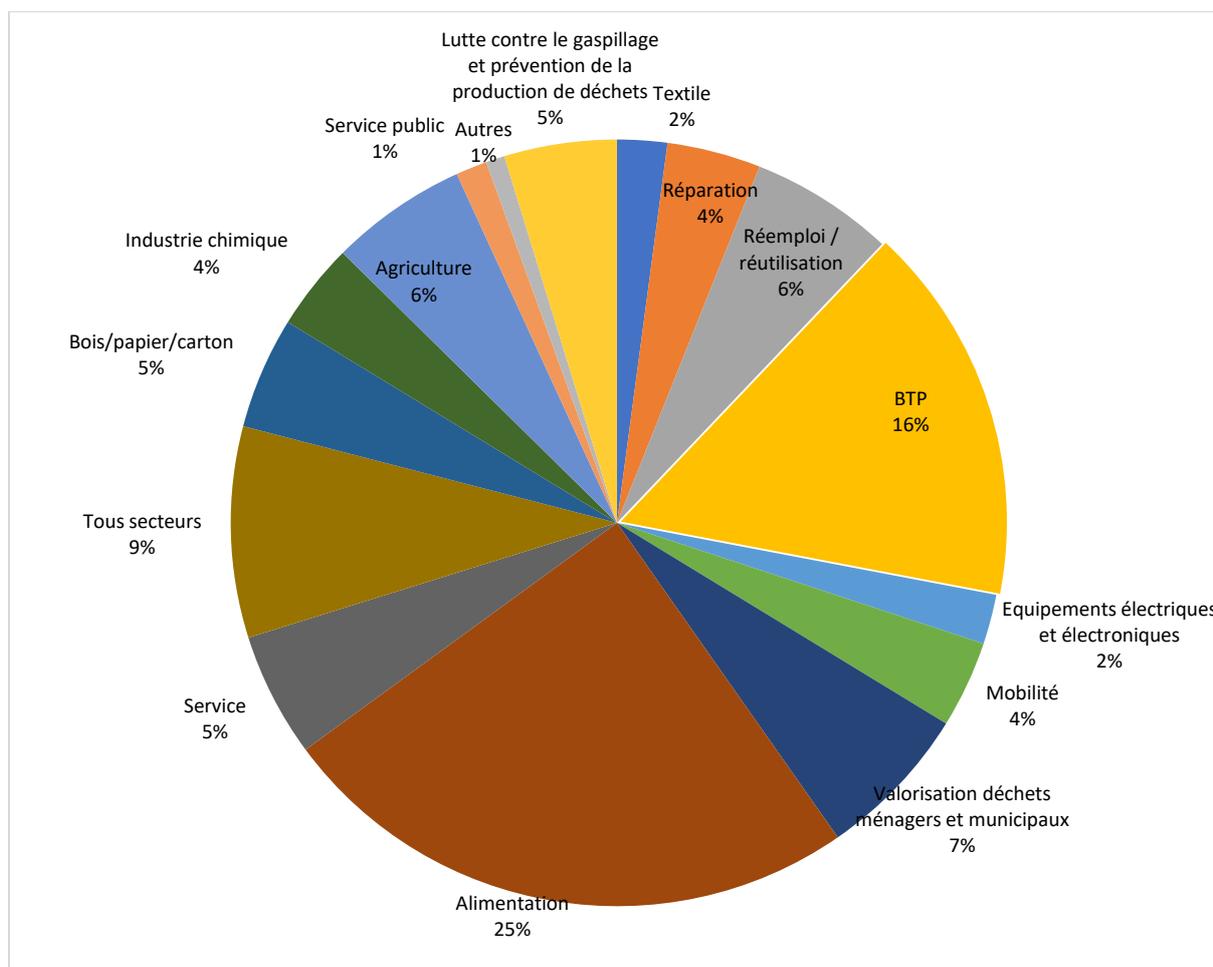
Dans le cas où une initiative pouvait être affiliée à plusieurs secteurs, un choix a été proposé. Par exemple, la location de véhicules a été affiliée à « mobilité » et non à « service ».

Ci-dessous est indiqué le nombre d'initiatives affiliées par secteur.

Tableau 3. **Répartition par secteur des initiatives économie circulaire réalisées en RCVL en 2021**

Secteur	Nombre d'initiatives
Alimentation	94
BTP	61
Tous secteurs	34
Valorisation déchets ménagers et municipaux	25
Réemploi / réutilisation	24
Agriculture	22
Service	20
Bois/papier/carton	18
Prévention au gaspillage et à la production de déchets	18
Réparation	13
Mobilité	15
Industrie chimique	14
Textile	8
Equipements électriques et électroniques	8
Service public	5
Autres	3
Total	382

Figure 7. Diagramme présentant la répartition par secteur des initiatives économie circulaire réalisées en RCVL en 2021



Sont décrits ci-dessous les secteurs choisis pour catégoriser les initiatives.

- **Alimentation**

Initiatives en lien avec la transformation des produits alimentaires, leur commercialisation et à la prévention des déchets qui y est liée. Exemples : AMAP, approvisionnement en circuit court, lutte contre le gaspillage alimentaire.

On constate une prédominance des initiatives liées au secteur de l'alimentation (25 % des initiatives), du fait des biais déjà évoqués et du recensement des AMAP (au nombre de 64). En effet, ce recensement se base en partie sur le précédent recensement réalisé dans le cadre du volet Economie Circulaire du SRADDET, où le secteur de l'alimentation, de l'agroalimentaire et de la restauration représentait 29 % des 233 initiatives.

- **Bâtiment et travaux publics**

Ce secteur regroupe les activités de conception et de construction du bâtiment et des travaux publics, ainsi que les activités annexes. Exemples : valorisation de déblais de chantiers, construction de bâtiments éco-labellisés.

Sur le territoire régional, il existe des réseaux d'acteurs travaillant sur l'usage des matériaux biosourcés dans le bâtiment (Envirobat Centre, Alter'Energie, Bati Durable, Approche Paille, les Palissons...). On observe une modification progressive dans les pratiques des maîtres d'ouvrage influencés par la présence de ces différents acteurs, mais

également du fait de l'évolution de la réglementation : application de la loi AGEC, mise en place de la RE2020 encourageant l'approvisionnement en produits biosourcés, etc. On constate ainsi une prédominance des initiatives liées au secteur du BTP (16 %), du fait du recensement des bâtiments écoconçus référencés sur Envirobat Centre, mais aussi grâce à l'engagement d'acteurs sur des thématiques de recyclage et d'approvisionnement durable : développement de plateformes de recyclage de béton, publication de guide des éco-matériaux... L'évolution du contexte environnemental, réglementaire (notamment avec l'application à venir de la REP pour les Produits et Matériaux de Construction du secteur du Bâtiment) et normatif ont pour conséquence d'encourager ces initiatives, et notamment la mutualisation de flux entre chantiers, le réemploi et la valorisation des déchets du BTP.

- **Valorisation déchets ménagers et municipaux**

Initiatives en lien avec la gestion durable des déchets ménagers et assimilés : recyclage, valorisation thermique, optimisation des systèmes de collecte. Exemples : augmentation de la valorisation matière grâce au démantèlement sur site, mutualisation d'un système de compactage diminuant les trajets.

Ces initiatives représentent 7 % du total des initiatives et sont majoritairement portées par les communautés de communes et les syndicats de traitement des ordures ménagères dans le cadre de leur activité.

- **Réemploi / réutilisation de biens domestiques courants (hors DEEE)**

Le réemploi est l'opération par laquelle un produit est donné ou vendu par son propriétaire initial à un tiers qui, a priori, lui donnera une seconde vie avec le même usage. Contrairement à la réutilisation (où il peut y avoir une modification de l'usage du produit), le produit garde son statut de produit et ne devient à aucun moment un déchet. Ce n'est donc pas un mode de traitement mais une composante de la prévention des déchets. Exemples : création d'une ressourcerie, plateforme de vente d'occasion.

Ces initiatives sont variées tant par la nature des porteurs des projets que par celle des actions mises en place : réemploi de jouets, collecte et réemploi des bouteilles en verre, bornes à livres, etc.

- **Agriculture**

Initiatives issues du domaine agricole : maraichage, exploitations... Exemples : démarche engagée pour une production biologique, projets de méthanisation...

La région est caractérisée par une agriculture intensive principalement tournée vers les grandes exploitations céréalières, mais cette production est peu transformée en région, et la valeur ajoutée n'est que partiellement conservée sur le territoire. Le secteur agricole présente aujourd'hui des initiatives principalement dans les domaines du recyclage, notamment des biodéchets via la méthanisation, avec au total 18 des 22 initiatives recensées sur la région. La conversion des exploitations agricoles en agriculture biologique, illustrée notamment par la multiplication des AMAP mises en place, est associée au secteur de l'alimentation.

- **Services/usage**

Initiatives en lien avec la prestation de service, tout particulièrement la mise à disposition d'une prestation technique ou intellectuelle. Exemples : site d'échange de matériels et services entre étudiants, location de jouets.

Majoritairement portés par des acteurs privés et des associations, ces services sont

principalement associés aux piliers de l'économie de la fonctionnalité et de la consommation responsable. Ils représentent 5 % des initiatives totales. Le travail de sensibilisation réalisé par Nékoé vise par ailleurs à développer ces activités.

- **Bois/papier/carton**

Initiatives en lien avec la transformation et le commerce des produits et des déchets issus du bois et de la cellulose. Exemples : papeterie, transformation de palettes pour l'ameublement.

La présence de l'Office National des Forêts et de l'association Arbocentre permet de structurer la filière bois, de fédérer des entreprises de cette filière vers un développement économique durable, appuyé par les conseils des Chambres d'Agriculture. La filière d'éco-conception et du recyclage des produits biosourcés est plutôt performante en région, avec des acteurs comme Swiss Krono (panneaux et dalles de particules), Burban Palette (réparation de palettes usagées) ou encore l'association Ose Recyclage (recyclage de déchets papier et des déchets d'équipements d'ameublement). L'augmentation du prix du bois et des difficultés d'approvisionnement entraînent un contexte qui encouragera ce type de démarches.

- **Prévention au gaspillage et à la production de déchets**

Actions de sensibilisation effectuées dans l'objectif de réduire la production de déchets et d'éviter le gaspillage. Exemples : mise en place des Eco-défis en partenariat avec la CMA 28.

Ces initiatives, intégrées au pilier de la consommation responsable, représentent 5 % des initiatives totales et sont portées par des acteurs publics (Conseil régional ou départemental, COMCOM, Agglomération...) et les syndicats de traitement des déchets ménagers dans le cadre de leurs activités.

- **Réparation**

Initiatives qui permettent et/ou encouragent la remise en fonction d'un bien plutôt que son remplacement. Activité majoritairement à destination des particuliers (hors automobiles et cycles motorisés). Ces initiatives sont étroitement liées au pilier de l'allongement de la durée d'usage, regroupant le réemploi, la réutilisation et la réparation. Exemples : atelier réparation au sein d'une ressourcerie, sensibilisation du public sur le volet réparation, promotion des métiers de la réparation : faciliter le passage à l'acte.

Le développement des ressourceries et de repair cafés sur le territoire et les actions portées par des acteurs publics mais également privés, permettent de sensibiliser et de faciliter le passage à l'acte des particuliers pour la réparation de leurs biens domestiques, notamment grâce à l'annuaire des « Répar'acteurs » recensant et labellisant les artisans de la réparation.

- **Mobilité**

Initiatives en lien avec la mobilité, et tout particulièrement l'automobile et les vélos. Exemples : mise en place d'un système d'autopartage, réparation et revente de vélos d'occasion.

Le secteur de la mobilité représente 4 % des initiatives. La mobilité douce et la mutualisation des véhicules sont largement représentées, encourageant ainsi la réduction de l'impact carbone lié au secteur du transport. Ces actions touchent à plusieurs piliers de

l'économie circulaire :

- Celui de l'allongement d'usage, par la réparation et le réemploi de vélo ;
- Celui de l'EIT, avec la création de la première flotte locative de vélos à Bourges ;
- De l'économie de la fonctionnalité, avec les services d'autopartage qui se développent progressivement, évitant l'achat d'un véhicule...

• **Industrie chimique**

Ce secteur regroupe entre autres la pétrochimie, la chimie phytosanitaire, l'industrie pharmaceutique, la fabrication de polymères, de cosmétiques, de peintures et l'oléochimie. Exemples : traitement des eaux de process, écoconception de produits cosmétiques.

La région est un leader mondial dans le domaine de la parfumerie/cosmétique. En effet, le premier cluster dédié à l'industrie de la parfumerie-cosmétique a été créé dans la région de Chartres, portant le nom de Cosmetic Valley, qui bénéficie d'un réseau mondial de clusters connectés au service du développement de l'innovation et des partenariats internationaux dans le domaine de la parfumerie cosmétique. Sont ainsi présentes sur ce territoire : Lancaster, Dior, Guerlain, Clarins, Shiseido ainsi que leurs sous-traitants. L'économie circulaire présente un potentiel intéressant pour le développement de ce pôle et la concentration des entreprises autour de Chartres et Orléans favorise les opportunités d'échanges et de mutualisation. On observe ainsi des initiatives qui se mettent progressivement en place, comme la création d'une plateforme mutualisée des matières premières, ou encore l'éco-conception de produits du marché.

Présentes en région Centre-Val de Loire et notamment en Eure-et-Loir, les entreprises de la filière pharmaceutique représentent un vivier d'emplois important sur le territoire : les Laboratoires Servier, Famar, Sanofi, Novo Nordisk, Ipsen Industrie, Pierre Fabre, Fareva, Merck Santé, Laboratoire Leo Pharma, Ethypharm... Des acteurs de la filière travaillent notamment sur l'amélioration du traitement de leurs eaux et à l'éco-conception de leurs process de fabrication.

Enfin l'industrie plastique est particulièrement représentée sur le territoire au niveau de ses initiatives d'économie circulaire (7 des 14 initiatives de l'industrie chimique) : éco-conception des bouteilles, recyclage des cuves... L'appel à projet Orplast de l'ADEME a permis de recenser ainsi des actions mises en place chez des petits et grands industriels relatives à l'incorporation de plastiques recyclés dans les produits ou favorisant le recyclage des plastiques.

• **Textiles**

Ensemble des activités de conception, de fabrication et de commercialisation des textiles. Exemples : recyclage du textile, réemploi en ressourcerie.

Les initiatives en lien avec ce secteur concernent majoritairement des mises en place de filière de réemploi et de recyclage portées par des associations. Par ailleurs, Patrick Hervier du syndicat Mode Centre-Val de Loire témoigne qu'après une période économique difficile de plusieurs décennies, « *la tendance s'est inversée au milieu des années 2010 pour le plus grand bénéfice de la filière textile/cuir/marochinerie* ». En 2022, on compte environ 120 entreprises pour près de 5 300 salariés sur le territoire avec une prédominance dans les départements de l'Indre et du Cher qui sont historiquement des places fortes de l'industrie textile et cuir en Centre-Val de Loire.

• **Equipements électriques et électroniques**

Initiatives en lien avec le matériel électrique et électronique et intégrant les déchets qui y sont liés. Exemples : réutilisation, réparation et recyclage des appareils électroniques

abandonnés par leurs propriétaires.

A l'image du secteur du textile, les actions en lien avec les équipements électriques et électroniques représentent 2 % des initiatives de la région et consistent au développement du réemploi et du recyclage des DEEE.

- **Aménagements urbains**

Initiatives en lien avec le service public, dont l'objectif est de satisfaire un besoin d'intérêt général. Exemples : éclairage public, mobilier urbain.

Les 5 initiatives recensées dans cette catégorie concernent l'éco-conception de mobilier urbain et l'introduction de matériaux recyclés. Par ailleurs n'apparaissent pas dans cette catégorie de nombreuses initiatives publiques liées à d'autres secteurs : mobilité, valorisation des déchets, prévention au gaspillage et à la production de déchets...

- **Formations et sensibilisation à l'économie circulaire**

Initiatives impactant plusieurs secteurs. Elles sont souvent liées au pilier de l'écologie industrielle et territoriale et à la consommation responsable. Exemples : formation et accompagnement des chefs d'entreprise à l'économie circulaire.

Celles-ci représentent 9 % des initiatives recensées. La majorité de ces dernières sont portées par la CCIR et la Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat, et consistent à sensibiliser les PME et les TPE à l'économie circulaire et au gaspillage, et à mettre en place des EIT.

- **Autres**

Initiatives n'ayant pas pu être fléchées dans d'autres secteurs. Exemple : écoconception de matériel médical. Elles représentent 1 % des initiatives recensées.

II.3.4. Types d'acteurs porteurs des initiatives

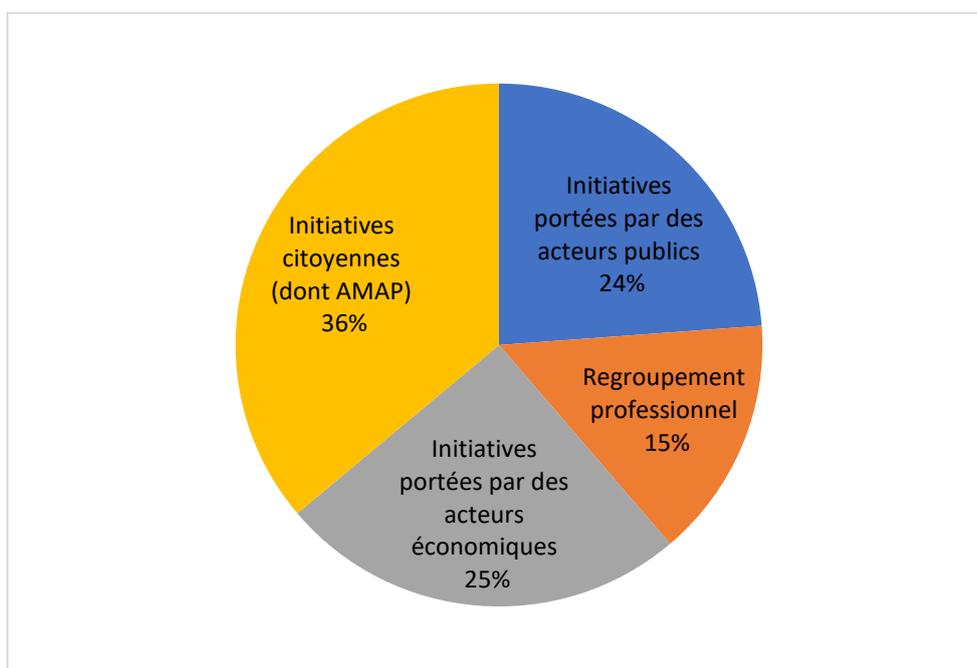
Il est nécessaire d'identifier, en plus des secteurs économiques, les différents types d'acteurs qui portent des initiatives d'économie circulaire. En effet, les travaux effectués en 2021-2022 pour l'Observatoire Déchets Economie Circulaire se concentrent sur l'axe de l'offre des acteurs économiques. Cette analyse permet ainsi compléter la vision offerte par les enquêtes qui ont été réalisées à la suite de ce recensement, le public sondé étant les collectivités et les entreprises de plus de 10 salariés (cf plans de sondages en annexe I, page 134 et annexe J page 139).

Les catégories d'acteurs présents sur le territoire ont été classés en quatre catégories : les acteurs publics, les acteurs privés, les associations professionnelles et les initiatives citoyennes.

Tableau 4. **Présentation des acteurs porteurs d'initiatives d'économie circulaire en RCVL en 2021**

Catégorie d'acteurs	Type de structure		Exemples
Initiatives portées par des acteurs publics	Agence publique	4	ADEME, DREAL...
	Collectivité	60	Conseil Régional, Conseil Départemental, Agglomération, communauté de communes, commune...
	Autre organisme public	1	Ministère des Armées...
	Syndicat des déchets	26	SMICTOM...
Initiatives portées par des acteurs économiques	Promoteur ou bailleur	11	Tours Habitat, Procvivis...
	Industriel ou grosse entreprise	19	Hermès, Lafarge...
	Artisan, TPE ou PME	54	Agyre, Embipack...
	Incubateur	1	Nékoé...
	Agriculteurs	11	GAEC, SCEA...
Regroupement professionnel	Chambre consulaire	44	CCI, CMA...
	Groupement professionnel ou fédération	13	CAPEB, fédération...
Initiatives citoyennes	Particulier	10	-
	Association	58	Cagette et fourchettes, Active...
	Régie ou assemblée	2	Régie RESPIRE...
	AMAP	68	Amapetite cagette, Terre en vie...

Figure 8. Répartition des initiatives par catégorie de porteurs de projets en 2021



Selon ces regroupements, les premiers acteurs de ces initiatives sont les citoyens. Cela s'explique par le nombre important d'AMAP, regroupements pour des achats alimentaires locaux et bien souvent bio. Les autres initiatives citoyennes sont le fait de collectifs qui vont d'entreprises de réinsertion à des associations pour des groupements d'achat ou des jardins partagés.

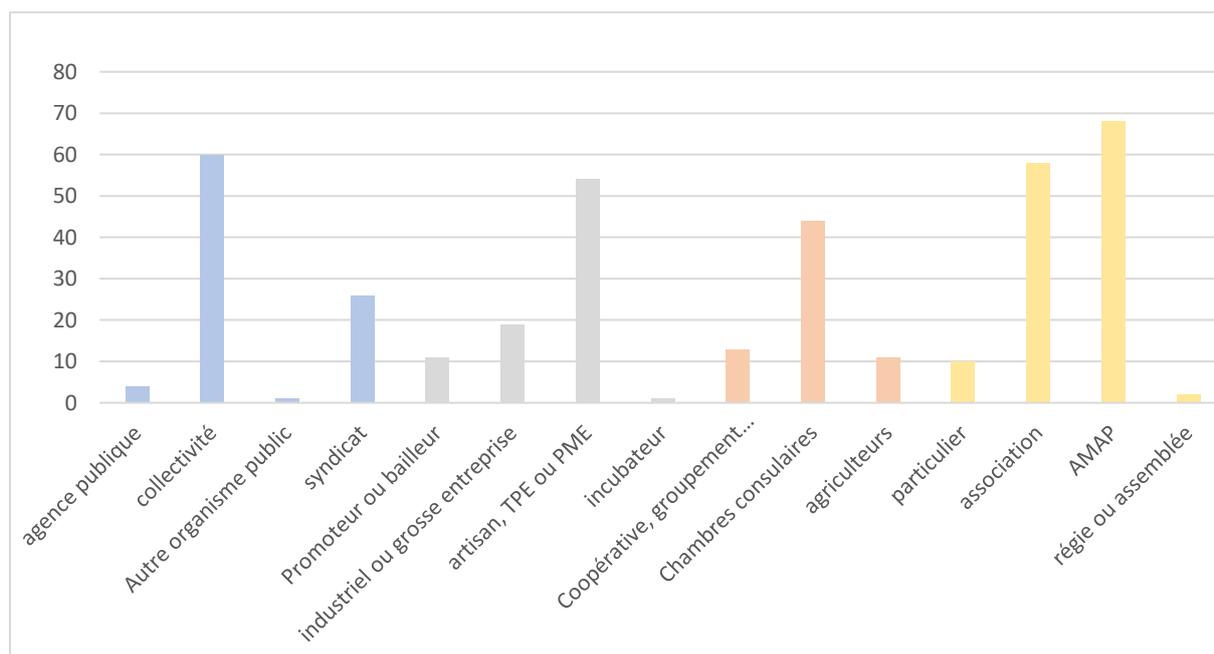
Les acteurs économiques et les acteurs publics représentent chacun un quart des initiatives recensées. Les acteurs publics sont principalement des collectivités qui ont un rôle à la fois pédagogique et incitatif.

En effet, elles mettent notamment en place des actions de sensibilisation à destination des habitants ou dans le milieu scolaire au sujet de la prévention au gaspillage et à la production de déchets et de la valorisation des déchets. Ce constat est prévisible, l'exercice de la compétence « gestion des DMA » étant attribué à l'échelon intercommunal depuis la loi NOTRe. La Région accompagne par ailleurs de nombreux projets avec d'autres acteurs locaux (CCI, CMA...) et permet la mise en place d'actions en faveur de l'économie circulaire, notamment par le biais d'Appel à Candidature (AAC), d'Appel à projet (AAP) ou d'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) : AAP ADEME/Région économie circulaire, AAC Ademe Région EIT, AMI COP...

Les acteurs économiques sont en premier lieu des artisans qui proposent des services en lien avec l'économie circulaire. Cela va de la méthanisation à l'éco-construction, ou à l'éco-conception ou plus classiquement le tri et le réemploi de produits usagés.

Les chambres consulaires sont également à l'origine de nombreuses initiatives (44), avec des programmes de sensibilisation, des formations, la réalisation de guides (guide des éco-matériaux) et des opérations de labellisation (imprim'vert).

Figure 9. Histogramme présentant la répartition des initiatives économie circulaire par catégories d'acteurs en RCVL en 2021



II.4 Présentation détaillée des initiatives par pilier de l'économie circulaire

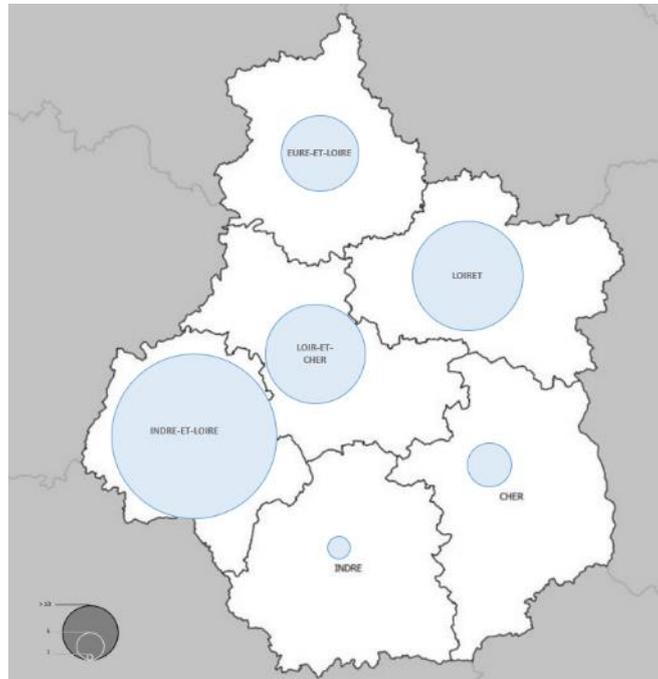
II.4.1. L'approvisionnement durable

L'**approvisionnement durable** (extraction/exploitation et achats durables) concerne le mode d'exploitation/extraction des ressources visant une exploitation efficace des ressources en limitant les rebuts d'exploitation et l'impact sur l'environnement. Il limitera notamment les impacts dans l'exploitation des matières énergétiques et minérales ou dans l'exploitation agricole et forestière tant pour les matières/énergie

renouvelables que non renouvelables. Ce pilier recouvre les éléments relatifs aux achats privés et publics (des entreprises et des collectivités).

Exemples : AMAP, approvisionnement en matériaux locaux avec une faible empreinte environnementale.

Figure 10. Répartition des initiatives propres à l'approvisionnement durable en région Centre-Val-de-Loire en 2021



Les initiatives liées à l'approvisionnement durable représentent 25 % des initiatives. La prédominance du premier pilier dans le recensement des initiatives d'économie circulaire portées en RCVL s'explique principalement par l'intégration des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) qui représentent à elles seules plus de 72 % des initiatives recensées pour ce pilier. Les données sur ces associations peuvent être par ailleurs facilement collectées par le biais de l'annuaire national des AMAP et le centre de ressources sur les PAT CVL.

Ce développement des AMAP est étroitement lié au développement de l'agriculture biologique observé depuis une dizaine d'années. Ce développement est également observé à l'échelle nationale, où la part des exploitations agricoles engagées en bio a triplé depuis 2010, passant de 4 % à 12 %¹⁵. Pour autant, l'agriculture biologique en Centre-Val de Loire ne représente que 4,3 % de la Surface Agricole Utile en 2020, contre 9,5 % en moyenne en France.

15 Source : Agence BIO / OC, Agreste / SAA 2020

Tableau 5. **Exemple d'initiative en lien avec l'approvisionnement durable**

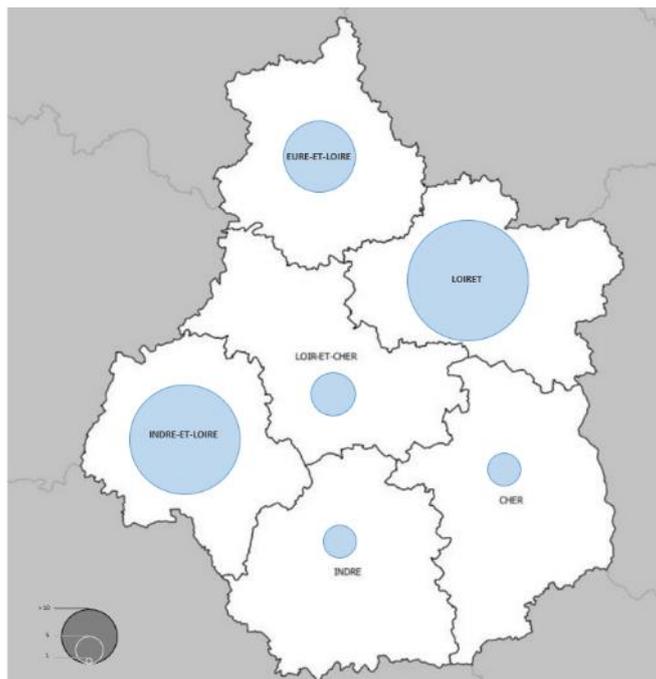
Focus sur une initiative de la région : fédérer un réseau de producteurs locaux	
Porteur du projet	Cagettes & Fourchette
Localisation	Commune de Rosnay (Indre)
<p>L'association, créée en 2017, soutient le développement de l'alimentation de proximité, en respectant l'environnement, la santé et le bien-être animal : agriculture biologique, labelisé HVE, circuit court... Le périmètre s'étend à 80 km maximum (entre Le Blanc et Châteauroux).</p> <p>La plateforme regroupe en 2019 une quarantaine de producteurs ainsi qu'une quarantaine de restaurateurs, d'associations ou de sites de restauration collective. Les adhérents s'engagent à respecter une Charte éthique ainsi que des conditions générales de ventes définissant les valeurs et objectifs de l'association, ainsi que les modalités d'accord entre les producteurs, les restaurateurs et l'association.</p>	

II.4.2. L'éco-conception

L'**écoconception** vise à limiter dès la conception, et pour toutes les étapes de la vie du produit (fabrication, distribution, utilisation, recyclage), l'impact environnemental du produit. C'est un atout pour la stratégie produit d'une entreprise.

Exemples : création d'une plateforme régionale d'accompagnement des entreprises à l'éco-conception de produits et de service, construction d'un bâtiment écolabellisé.

Figure 11. Répartition des initiatives propres à l'écoconception en région Centre-Val-de-Loire en 2021



L'importance du pilier de l'éco-conception (20 % des initiatives) est due à l'intégration des bâtiments écoconçus, comptant pour près de 40 % des initiatives en question. Ces données sont facilement collectées sur le site d'Envirobot Centre. Les motivations pour développer l'éco-conception proviennent de la volonté de réduire l'impact environnemental de l'entreprise, de l'anticipation de la réglementation, de la volonté de se différencier face au marché. Des gains pour les entreprises peuvent en ressortir, accélérant ainsi cette dynamique : économique (réduction de la quantité de matière utilisée, etc.), amélioration de l'image de l'entreprise, d'une meilleure relation avec ses fournisseurs, d'une plus grande motivation des salariés... Le travail d'accompagnement effectué par les chambres consulaires permet de développer ces initiatives, notamment la sensibilisation effectuée par les CMA.

Tableau 6. **Exemple d'initiative en lien avec l'écoconception en 2021**

Focus sur une initiative de la région : mobilier urbain recyclable à base de briques alimentaires	
Porteur du projet	Signal Concept
Localisation	Notre-Dame-d'Océ (Indre-et-Loire)

Signal Concept est spécialisé dans la fabrication et pose d'éléments signalétiques. Ce fabricant a mis en place sur le marché en 2014, une gamme de mobilier urbain SC'PACK en PolyAl (Polyéthylène et Aluminium) issus du recyclage de briques alimentaires françaises. Cette gamme 100 % Made in France, 100 % recyclé et 100 % recyclable.

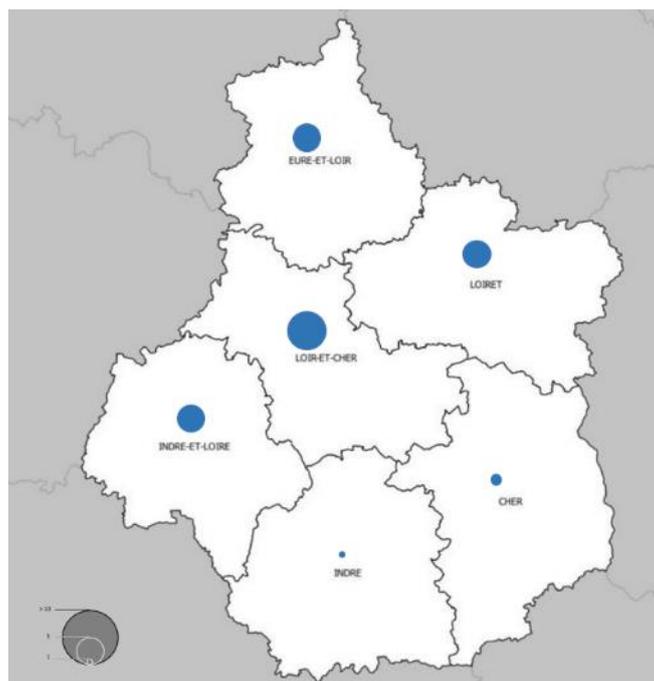


II.4.3. L'écologie industrielle et territoriale

L'écologie industrielle et territoriale, dénommée aussi symbiose industrielle, constitue un mode d'organisation inter-entreprises par des échanges de flux ou une mutualisation de besoins. L'écologie industrielle et territoriale vise à optimiser les ressources sur un territoire, qu'il s'agisse d'énergies, d'eau, de matières, de déchets mais aussi d'équipements et d'expertises, via une approche systémique.

Exemples : groupement d'entreprises afin d'optimiser la gestion des Déchets Industriels Banaux, mutualisation de services entre les entreprises.

Figure 12. Répartition des initiatives propres à l'écologie industrielle et territoriale en région Centre-Val-de-Loire en 2021



L'EIT n'est que faiblement représentée (6 % des initiatives). C'est une démarche de long-terme de coopération entre entreprises, association et acteurs publics, ce qui nécessite souvent un accompagnement afin de définir et rendre pérenne la gouvernance d'un tel projet. Ce faible déploiement peut s'expliquer par plusieurs facteurs : difficulté de la contractualisation, de rassembler les diverses compétences nécessaires et de mettre en place la gouvernance, difficulté de préparer le terrain en amont de l'installation des acteurs, difficulté à faire changer les pratiques.

Pour faciliter le développement de l'EIT, un programme régional a été développé entre 2018 et 2020 en région Centre-Val de Loire par les chambres consulaires. L'ADEME et la Région Centre-Val de Loire ont lancé en avril 2021 un Appel à Candidatures (AAC) EIT visant à accompagner des projets en phase de développement sur le territoire régional, afin de faire émerger des synergies entre entreprises et participer à leur développement économique.

Tableau 7. **Exemple d'initiative en lien avec l'écologie industrielle et territoriale**

Focus sur une initiative de la région : programme d'innovation la Nouvelle Reneicsens	
Porteur du projet	Association Valesens
Localisation	Tours (Indre et Loire)
<p>Depuis 2019, les CCI, CMA, VALESENS et RCP design global animent un groupe de réflexion réunissant collectivités territoriales, designers, artisans, entreprises industrielles, entreprises d'insertion, ressourceries, funlab, écoles, afin de faire émerger les conditions d'un programme collaboratif d'écologie industrielle territoriale pour la réutilisation valorisante des chutes et déchets des entreprises industrielles du territoire.</p> <p>Ce projet est rendu possible par une démarche partenariale entre les entreprises, les collectivités, les créatifs (designers, artisans, créateurs, artistes...) et les experts en sensoriel et en émotionnel ; mais aussi par les mutualisations et les collaborations entre les entreprises de domaines variés.</p> <p>Le programme a l'ambition territoriale d'upgrader des chutes et déchets de matériaux en filière à travers une première expérience sur les déchets du matériau cuir. Sa vocation : concevoir, fabriquer, distribuer de nouveaux objets ou de nouvelles matières emblématiques du territoire de la région Centre Val de Loire tout en réduisant l'impact environnemental</p>	
	

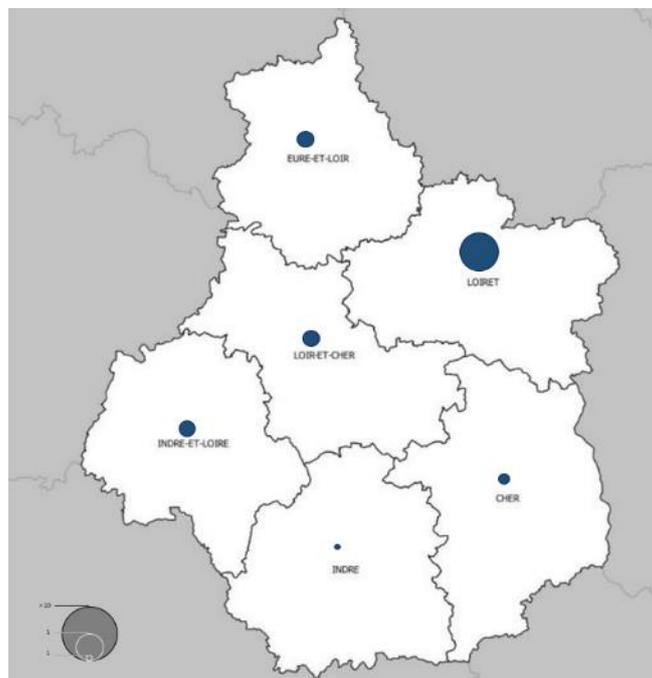
II.4.4. L'économie de la fonctionnalité

L'économie de la fonctionnalité (ou EFC pour Economie de la fonctionnalité et de la coopération) se focalise sur la performance d'usage en privilégiant l'usage à la possession. Elle tend à vendre des services liés aux produits plutôt que les produits eux-mêmes. Le Ministère de la Transition Ecologique la définit ainsi : « elle consiste à remplacer la notion de vente du bien par celle de la vente de l'usage du bien, ce qui entraîne le découplage de la valeur ajoutée et de la consommation d'énergie et de matières premières. ». Il est possible de distinguer plusieurs type d'EFC :

- EFC Entreprise : modèle économique adopté par les entreprises. L'enjeu est de parvenir à progresser vers un modèle économique de l'utile qui redéfinit ce qui produit de la valeur et la manière de la produire.
- EFC Territoire : Prise en compte des enjeux du territoire par un acteur public, privé ou citoyen pour créer une dynamique autour d'une des grandes fonctionnalités de vie (se nourrir, éduquer, se loger, se soigner) pour créer un écosystème au sein d'un bassin de vie dans une logique de coopération (où tout le monde est gagnant). Les bienfaits recherchés ne se limitent pas au bien-être économique d'une ou plusieurs entreprises mais aussi à la création de nouveaux emplois, le partage des connaissances...

Exemples : Mise à disposition de machines et des connaissances, service d'autopartage, programme COOP'Ter de l'Ademe avec l'opération des jardins de la voie romaine.

Figure 13. Répartition des initiatives propres à l'économie de la fonctionnalité en région Centre-Val-de-Loire en 2021



Un nombre limité d'actions est recensé sur le pilier de l'économie de la fonctionnalité. Comme indiqué précédemment, ce modèle économique, en rupture avec les modèles d'affaire traditionnels, est peu connu des acteurs économiques et complexe à mettre en place. En effet, l'entreprise souhaitant s'engager sur ce modèle doit changer sa stratégie en repensant son activité par rapport à l'usage de ses produits, dans une approche responsable de conception et production. Au-delà donc d'une « simple » stratégie d'entreprise, elle suppose une refonte complète du fonctionnement de l'économie. Ainsi, selon la Fondation Concorde (2011), l'émergence de l'économie de la fonctionnalité en

France suppose de la part des entreprises la combinaison d'un ensemble de qualités : un savoir-faire sur vente des services associés au bien vendu ; des produits/services facilement qualifiés et mesurés ; des coûts d'exploitation significatifs par rapport au coût d'investissements ; un marché de taille critique, pour pouvoir financer les investissements nécessaires et des produits ou services vendus que ne se situent pas au cœur du métier des clients¹⁶.

La démarche pour aller vers des modèles liés à la performance d'usage reste aujourd'hui une démarche volontariste et difficile à mettre en place. La présence de Nékoé à Orléans facilite le développement de ces initiatives : cette association de développement économique accompagne depuis 2009 les entreprises et organisations de la région dans l'émergence et la conception de services innovants, et donne une place importante à l'économie de la fonctionnalité et de la coopération, en proposant depuis 2017 des actions de sensibilisation et des formations à l'EFC.

Tableau 8. **Exemple d'initiative en lien avec l'économie de la fonctionnalité**

Focus sur une initiative de la région : plateforme de location de jeux et jouets éducatifs	
Porteur du projet	Lib & Lou
Localisation	Vierzon (Cher)
Lib&Lou propose des formules de location de jeux et jouets pour enfants. Les parents choisissent les jouets dans un catalogue comprenant plus de 700 références. En allant chercher une nouvelle commande, ils déposent les anciens jouets au point-relais.	

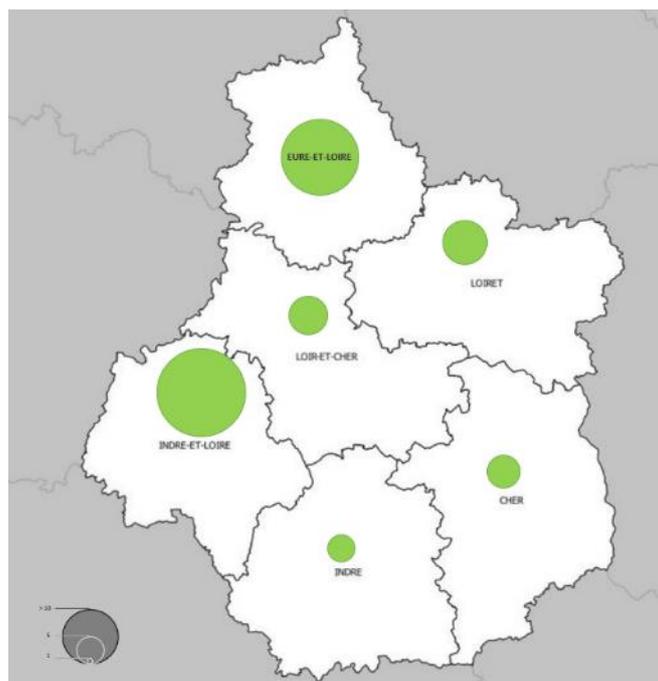
¹⁶ [Économie de la fonctionnalité. Une nouvelle synergie entre le territoire, la firme et le consommateur ? | Cairn.info](https:// Cairn.info)

II.4.5. La consommation responsable

Selon la définition de l'ADEME, la **consommation responsable** doit conduire l'acheteur, qu'il soit acteur économique (privé ou public) ou citoyen consommateur, à effectuer son choix en prenant en compte les impacts environnementaux à toutes les étapes du cycle de vie du produit (biens ou service).

Exemples : prévention au gaspillage alimentaire, mise en place d'actions visant à réduire la production de déchets, etc.

Figure 14. Répartition des initiatives propres à la consommation responsable en région Centre-Val de Loire en 2021



Avec 56 initiatives recensées (environ 15 %), les acteurs de la région semblent particulièrement volontaires sur la consommation responsable. Les projets portés par ces derniers sont notamment les « éco-défis » (démarche vertueuse des artisans en faveur de l'environnement et plus précisément en faveur de la réduction et de la bonne gestion des déchets) et les actions mises en place afin de limiter le gaspillage et la production de déchets : projets de zéro déchet, sensibilisation des TPE et PME au gaspillage...

Tableau 9. **Exemple d'initiative en lien avec la consommation responsable**

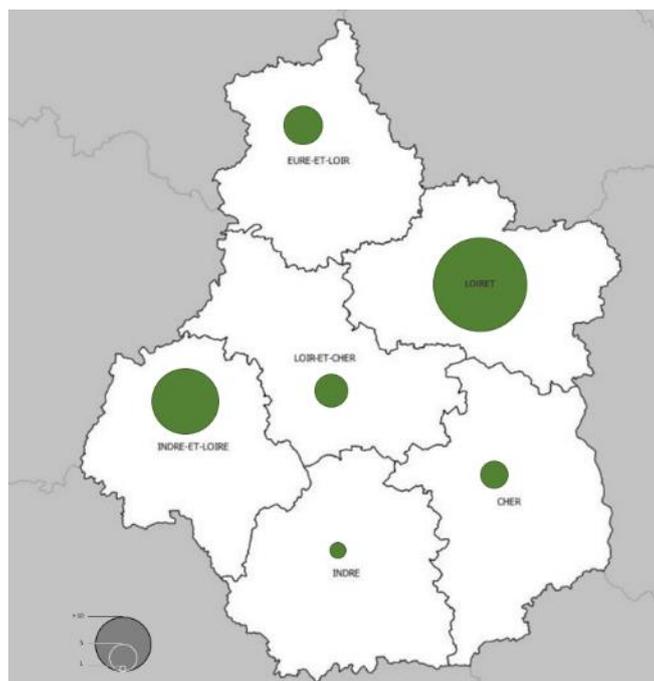
Focus sur une initiative de la région : création de défis pour sensibiliser la population	
Porteur du projet	L'association La P'tite Brosse
Localisation	Montlouis-sur-Loire (Indre-et-Loire)
L'association La P'tite Brosse a organisé un jeu sur Facebook, afin de mettre en avant les gestes écoresponsables des commerçants de Montlouis-sur-Loire. Les participants les plus assidus recevaient un lot offert par l'UCM (Union des Commerçants de Montlouis). L'association a été nommée lauréate des trophées SERD 2020 pour cette action.	 

II.4.6. L'allongement de la durée d'usage

L'allongement de la durée d'usage par le consommateur conduit au recours à la réparation, à la vente, au don d'occasion, ou à l'achat d'occasion dans le cadre du réemploi ou de la réutilisation.

Exemples : actions en lien avec la réparation, réemploi, réutilisation, etc.

Figure 15. Répartition des initiatives propres à l'allongement de la durée d'usage en région Centre-Val-de-Loire en 2021



Le pilier de l'allongement de la durée d'usage semble également maîtrisé par les acteurs régionaux, particulièrement dans le Loir-et-Cher et l'Indre-et-Loire : 13 % des initiatives engagées en Centre-Val de Loire sont liées à ce pilier. Le réemploi, la réutilisation et la réparation représentent une majorité de ces actions : création de ressourceries, ateliers de réparation de vélos...

Tableau 10. **Exemple d'initiative en lien avec la durée d'usage**

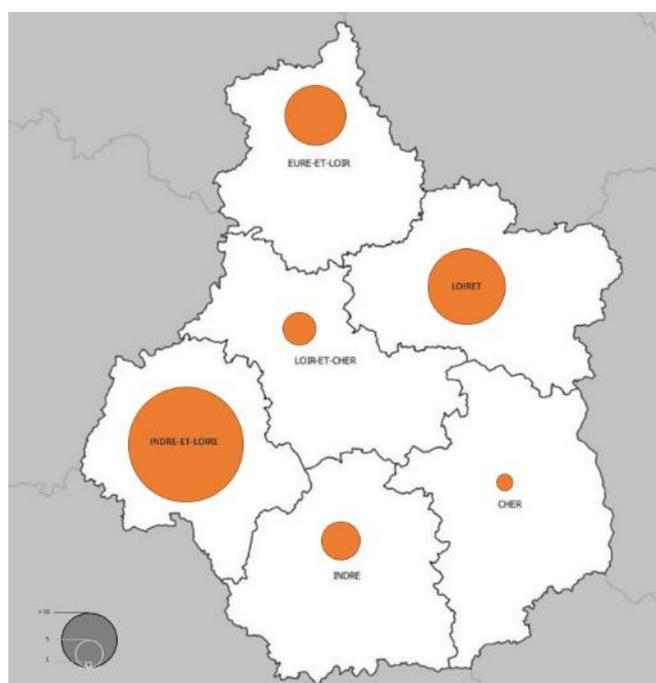
Focus sur une initiative de la région : collecte, tri et mise en filière des déchets électroménagers	
Porteur de projet	Envie Touraine
Localisation	Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire)
La société Envie Touraine recueille près de 730 tonnes de déchets électroménagers par an, dont 15 % sont réemployés. Elle accompagne également 30 personnes, chaque année, dans le cadre de son parcours d'insertion.	

II.4.7. Le recyclage

Le **recyclage** vise à utiliser les matières premières issues de déchets : papiers, bois, métal, verre, plastiques, granulats... Ce terme comprend les initiatives de traitement des biodéchets comme le compostage ou la méthanisation quand l'utilisation des digestats issus de la fermentation permet une valorisation matière. Sont exclues Les initiatives liées à la valorisation énergétique des déchets (exemple incinération avec récupération d'énergie, production de Combustibles Solides de Récupération (CSR), qui ne permettent pas de conserver la matière.

Exemples : collecte et valorisation des biodéchets par compostage, production de granulats recyclés, etc.

Figure 16. Répartition des initiatives propres au recyclage en région Centre-Val-de-Loire en 2021



Ainsi, 16 % des initiatives de la région sont liées au pilier du recyclage et de la gestion durable des déchets, dont les principaux porteurs sont les collectivités, les syndicats de déchets et les groupements agricoles avec les projets de méthanisation.

Tableau 11. **Exemple d'initiative en lien avec le recyclage**

Focus sur une initiative de la Région : plateforme GRANUDEM®	
Porteur de projet	SARL Poullard
Localisation	Lèves (Eure-et-Loir)
<p>Création d'une plateforme de recyclage de béton issus de chantiers de déconstruction pour produire des granulats certifiés CE2+ pour une nouvelle introduction dans le béton de construction. La production s'élève aujourd'hui à 40 000 tonnes de granulats recyclés avec un procédé breveté unique en France.</p> <p>Les matériaux sont certifiés CE2+, fait unique en France pour des granulats recyclés, leur permettant d'avoir de nombreux partenaires industriels dans le département. La démarche a été récompensée par le Grand Prix de l'Innovation Stars & Métiers. La SARL Poullard propose aux démolisseurs et responsables d'exploitation de centre de tri la création de franchise afin de permettre un déploiement de cette solution sur d'autres régions.</p>	
	

II.5 Synthèse du recensement des initiatives

La mise à jour du recensement des initiatives en cours sur la région Centre-Val de Loire ont permis d'identifier 382 actions qui ont été engagées sur le territoire.

Alors que l'écologie industrielle et territoriale et l'économie de la fonctionnalité semblent encore peu représentées dans la région, l'écoconception, l'approvisionnement durable et le recyclage sont bien implantés sur le territoire. Les acteurs sont en effet moteurs sur ces sujets qui leur permettent de réaliser des gains financiers, d'être proactifs sur la réglementation en pleine évolution sur ces thèmes, et de proposer une offre plus « verte » sur le marché.

Le nombre d'initiatives engagées à l'échelle des départements du Centre-Val de Loire est globalement proportionnel à la population de ces départements. Seuls deux départements semblent moins actifs. Cependant, au vu de la méthodologie adoptée et du nombre d'initiatives recensées, cette analyse ne peut être exhaustive.

L'analyse sectorielle montre les prédominances des secteurs de l'alimentation (25 % des initiatives), et du BTP (16 % des initiatives). Ce constat est lié à la méthodologie employée lors du travail de recensement, mais également :

- Au développement de l'agriculture biologique depuis une dizaine d'années, qui fournit les AMAP et assure un approvisionnement local durable pour la population. Ce développement est également observé à l'échelle nationale, où la part de exploitations agricoles engagées en bio a triplé depuis 2010, passant de 4 % à 12 %¹⁷. Pour autant, l'agriculture biologique en Centre-Val de Loire ne représente que 4,3 % de la Surface Agricole Utile en 2020, contre 9,5 % en moyenne en France ;
- À une proactivité et un engagement progressif des acteurs de la construction vers une économie circulaire : éco-conception des bâtiments, approvisionnement durable en matières premières, développement de la valorisation des déblais de chantiers... Ce constat est notamment lié au contexte national qui est particulièrement propice, avec une évolution réglementaire et normative incitative (loi AGEC, RE2020, REP...), de nombreuses aides publiques sur la rénovation énergétique de leurs logements et une prise de conscience des maîtrises d'ouvrage, avec une volonté d'exemplarité. Par ailleurs, la présence d'acteurs locaux engagés facilite ce développement vertueux : Envirobat Centre, Approche Paille, Centres Techniques, plateformes de recyclage ...

Les porteurs de projets ont été classés en quatre catégories, les initiatives citoyennes étant les plus nombreuses (36 %). Cela s'explique par l'intégration des associations, et notamment des AMAP, représentant 49 % des porteurs. Les acteurs économiques privés, principalement des artisans, TPE et PME, comptent pour un quart des initiatives recensées, allant de la méthanisation à l'éco-conception ou plus classiquement le tri et le réemploi de produits usagés. Les acteurs publics (principalement des collectivités) représentent également 24 % des initiatives, effectuant un travail important de sensibilisation de la population locale. La Région accompagne par ailleurs de nombreux projets, facilitant la mise en place d'actions en faveur de l'économie circulaire. Les chambres consulaires, intégrées dans la catégorie des regroupements professionnels, œuvrent également dans ce sens, avec des programmes de sensibilisation, des formations, la réalisation de guides, etc.

Un déploiement de l'économie circulaire sur le territoire a été observé au cours des quinze dernières années, la prise de conscience ainsi que la politique menée localement et nationalement encourageant la mise en place de ces initiatives. Il y a fort à parier que l'application progressive des décrets de la loi AGEC permette une accélération de ces démarches.

17 Source : Agence BIO / OC, Agreste / SAA 2020

LES INDICATEURS ÉCONOMIE CIRCULAIRE

III Les indicateurs d'économie circulaire

L'économie circulaire permet de passer d'un mode de production et de consommation linéaire – consistant à extraire, fabriquer, consommer et jeter –, à un modèle circulaire. Le système d'indicateurs d'économie circulaire proposé dans cet observatoire régional a vocation à mesurer et à suivre la circularité de l'économie de la région Centre Val-de-Loire.

Pour cela, après une mise à jour de la liste d'indicateurs proposés précédemment, une fiche sera construite par indicateur ; chacune fournira un objectif, une tendance, une analyse, des éléments de comparaison nationale, quand cela sera possible. Le présent rapport présente les fiches des indicateurs liés à l'offre des acteurs économiques ainsi que des indicateurs récapitulatifs couvrant l'ensemble des piliers.

III.1 Mise à jour des travaux de préfiguration

Les travaux de préfiguration de l'observatoire menés en 2019 avaient permis d'identifier 27 indicateurs répartis dans les trois domaines de l'économie circulaire, Offre des acteurs économiques, Demande et comportement des consommateurs et Gestion des déchets. Cette liste d'indicateurs a été requestionnée, affinée et complétée en s'appuyant sur différentes propositions d'indicateurs, au niveau national et régional :

- Les dix indicateurs clés pour le suivi de l'économie circulaire définis par le Commissariat Général au Développement Durable¹⁸.
- Les 11 indicateurs clés pour le suivi de l'économie circulaire par le Ministère de la Transition Ecologique¹⁹
- La liste des 21 indicateurs de l'Observatoire Régional des Déchets & de l'Economie Circulaire en PACA (ORD&EC)
- Les 25 indicateurs de l'observatoire de la région Pays de la Loire
- Les 10 Indicateurs de l'institut d'économie circulaire (INEC),
- Les 10 indicateurs d'Eurostat.

La sélection des indicateurs s'est appuyée sur des critères de pertinence, de faisabilité et spécificités régionales. Des indicateurs quantitatifs et des indicateurs d'impact et de performance ont ainsi été définis. Ceux existants ont éventuellement été modifiés ou précisés et de nouveaux indicateurs ont été construits.

Finalement, 39 indicateurs ont été retenus, dont la liste figure ci-après.

¹⁸ [Datalab, 2017](#)

¹⁹ <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-cles-pour-le-suivi-de-leconomie-circulaire-edition-2021>

III.2 Liste des indicateurs d'économie circulaire

AXES	Pilier	N° IDC	Intitulé de l'indicateur
OFFRE DES ACTEURS ECONOMIQUES	Approvisionnement durable	1	Nombre d'EPCI ayant mis en place une stratégie d'achat responsable.
		2	% d'entreprises intégrant des matières premières secondaires dans le processus de fabrication
		3	% d'entreprises qui utilisent des matières premières ou secondaires locales (<250 km) et qui les transforment localement
	Écologie industrielle et territoriale	4	Nb de territoires concernés par une démarche d'EIT
		5	Indicateurs d'impact : nombre de coopérations et de synergies, nombre d'emplois générés, nombre de nouvelles activités créées, nombre d'entreprises concernées.
		6	Indicateurs de performance évaluant les bénéfices engendrés par les démarches d'EIT (économie, eau, matériaux, énergie, Gaz à effet de serre)
	Economie de la fonctionnalité	7	Nombre d'actions de sensibilisation à l'EFC effectuées par an.
		8	Nombres de personnes concernées par des actions de sensibilisation sur l'EFC.
		9	Qualité et structure des personnes sensibilisées à l'EFC par an.
		10	Nombre d'EPCI qui développent une offre de location de vélos/trottinettes.
	Eco-conception	11	% d'entreprises qui ont mis en place une analyse du cycle de vie pour au moins un de leurs produits.
		12	Nombre d'entreprises titulaires d'écolabels
		13	% d'entreprises fabricant des biens éco-conçus
DEMANDE ET COMPORTEMENT DES CONSOMMATEURS	Consommation responsable	14	Nombre de collectivités ayant mis en place des actions anti-gaspillage alimentaire
		15	Part d'approvisionnement alimentaire local (<250 km) et bio dans les lycées
		16	Evolution de la part de marché des magasins alimentaires vrac et bio
		17	Evolution de la part de marché des magasins dédiés à la vente de vêtements de seconde main.
	Allongement de la durée d'usage	18	Nombre d'artisans labellisés Répar'acteur
		19	Nombre de structures proposant une action de réparation dans leur offre.
		20	Nombre de projets de consignes
		21	Nombre de structures de réemploi
		22	Tonnage de déchets envoyé en ressourceries à partir des déchèteries
		23	% d'entreprises qui intègrent une prestation de réparation des biens vendus dans leur offre (hors garantie) ou de pièces détachées disponibles au-delà de 10 ans.
		24	Tonnages évités par les acteurs du réemploi
		25	Population couverte par une structure du réemploi / réutilisation (à moins de 10 km)
		26	Nombre de bornes dédiées aux dons
		27	Quantité de biens collectés par les ressourceries et les EPCI : tonnes collectées / réemployées, réutilisées / recyclées / non valorisées / emplois + bénévoles (tonnes)
GESTION DES DECHETS	Recyclage et valorisation déchets	28	Nombre de composteurs distribués par les EPCI
		29	Nombre d'unités de méthanisation avec hygiénisation
		30	Nombre de collectivités ayant mis en œuvre une mutualisation territoriale de tri à la source des biodéchets
		31	Taux de valorisation et de réemploi des déblais de chantier
		32	Nombre de plans de prévention internes des déchets réalisés par les administrations et collectivités / Intention de faire nouveaux plans
		33	Taux de recyclage des déchets en région
		34	Quantité de ressources secondaires inertes produites (tonnes)
		35	Production globale de déchets DMA/OMR/BTP/DAE hors déchets minéraux (kg/hab et tonne/M€ de PIB)
Tous	Tous	36	Nombre d'EPCI ayant mis en œuvre une ou plusieurs démarches d'économie circulaire
		37	% d'entreprises ayant mis en œuvre une démarche d'économie circulaire
		38	Taux de couverture de la population par un programme d'économie circulaire
		39	% d'établissements scolaires de tous niveaux bénéficiant d'une labellisation E3D

III.3 Les indicateurs de l'offre des acteurs économiques

L'offre des acteurs économique est l'un des trois grands domaines composant l'économie circulaire. Il est dédié aux actions que portent les acteurs économiques en faveur de l'EC.

La présente étude a pour objectif l'analyse des comportements des entreprises sur ce premier axe qui comprend : l'approvisionnement durable, l'éco-conception l'économie de la fonctionnalité et de la coopération et l'écologie industrielle et territoriale. Concernant l'économie de la fonctionnalité, des exemples de modèles innovants dans les commerces ont été recherchés. L'étude s'est également intéressée aux actions des collectivités locales, et à leurs démarches visant à engager les entreprises vers des dynamiques vertueuses.

Comme vu précédemment, les indicateurs couvrent les 4 piliers du domaine de l'offre des acteurs économiques :

- Approvisionnement durable : trois indicateurs
- Ecologie industrielle et territoriale : trois indicateurs
- Economie de la fonctionnalité : quatre indicateurs
- Eco-conception : trois indicateurs

De plus, ce rapport présente également des indicateurs récapitulatifs, concernant l'ensemble des piliers (*III.3.6*), ainsi qu'un indicateur portant sur l'allongement de la durée d'usage (*III.3.5*).

Chaque indicateur est présenté dans une fiche incluant :

- Le titre de l'indicateur
- Le pilier d'économie circulaire auquel il est rattaché,
- Son objectif
- Le mode de calcul
- Une analyse des résultats
- Une comparaison nationale.

Différentes sources d'information ont été mises en œuvre pour estimer ces indicateurs. Les principales sources d'information sont deux enquêtes réalisées au début de l'année 2022, l'une auprès des collectivités locales et l'autre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région Centre-Val de Loire.

Ces enquêtes se sont déroulées par Internet entre février et mai 2022.

Les collectivités locales interrogées ont été les communautés de communes, communautés d'agglomérations et métropoles, ainsi que les communes de plus de 10 000 habitants en région Centre-Val de Loire. Sur 76 EPCI, 55 ont répondu à l'enquête.

L'échantillon d'entreprises est représentatif des industries de plus de 10 salariés, interrogées notamment pour leurs pratiques en matière d'approvisionnement durable et d'éco-conception, et des commerces de produits d'équipement de plus de 5 salariés parmi lesquels on recherchait la montée de nouveaux services permettant de limiter la consommation de produits neufs. Les valeurs des indicateurs issus de l'enquête entreprise sont extrapolées à partir des réponses de l'échantillon, soit 278 établissements industriels de plus de 10 salariés et 154 commerces d'équipements de plus de 5 salariés. Le compte rendu des enquêtes se trouve en Annexes I et J. Seules les industries étaient concernées par les questions relatives au pilier d'approvisionnement durable.

Rappelons que la valeur des indicateurs se situe dans un intervalle de confiance qui dépend

de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Le **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** présente des exemples d'intervalles de confiance.

III.3.1. Pilier extraction/exploitation et achats durables

D'après la définition de l'ADEME, l'approvisionnement durable (extraction/exploitation et achats durables) concerne « le mode d'exploitation/extraction des ressources visant une exploitation efficace des ressources, en limitant les rejets d'exploitation et l'impact sur l'environnement, notamment dans l'exploitation des matières énergétiques et minérales (mines et carrières) ou dans l'exploitation agricole et forestière, tant pour les matières/énergies renouvelables que non renouvelables ». Ce pilier recouvre les éléments relatifs aux achats privés et publics (des entreprises et des collectivités).

L'approvisionnement durable concerne donc une exploitation efficace, sans gaspillage, des ressources renouvelables et le recours aussi réduit que possible aux ressources non renouvelables, notamment en favorisant les matières recyclées. De plus, l'utilisation des ressources vise un impact minimal sur l'environnement, notamment en réduisant autant que possible les transports.

La loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire prévoit que certains produits et matériaux devront obligatoirement incorporer un taux minimal de matière recyclée, à l'exception des matériaux issus des matières premières renouvelables et à condition que l'impact environnemental soit positif.

Trois indicateurs relatifs au pilier approvisionnement durable sont donc retenus ici :

- Nombre d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ayant mis en place une politique d'achat responsable ;
- Pourcentage d'entreprises intégrant des matières premières secondaires dans le processus de fabrication ;
- Pourcentage d'entreprises qui utilisent des matières premières ou secondaires locales et qui les transforment localement.

Ces indicateurs ont été renseignés à partir de deux enquêtes réalisées début 2022 :

- Au près des 76 EPCI de la région, ainsi que 6 PETR et 34 villes de plus de 10 000 habitants.
- Au près des établissements industriels de la région de plus de 10 salariés. 295 établissements industriels ont répondu à l'enquête, représentatifs de 1 467 établissements.

INDICATEUR 1 : NOMBRE D'EPCI AYANT MIS EN PLACE UNE POLITIQUE D'ACHAT RESPONSABLE

PILIER

Approvisionnement durable

PILIER : Approvisionnement durable

29 EPCI sur 55 répondants ont mis en place une politique d'achat responsable

OBJECTIF

Par leurs achats, les collectivités locales soutiennent l'économie de la région. Elles peuvent orienter ces achats afin de s'inscrire dans le cadre de l'approvisionnement durable et, pour cela, mettre en place une politique d'achat responsable.

Les collectivités territoriales, dont les dépenses annuelles s'élèvent à plus de 100 millions d'euros HT, ont l'obligation d'établir un SPASER (Schéma de Promotion des Achats publics Socialement et Écologiquement Responsable), leur permettant de définir des objectifs et les encourageant à faire évoluer leurs pratiques d'achats.

L'indicateur a pour but de mesurer l'intégration des politiques d'achats responsables par les EPCI.

Méthodologie

Source d'information

Enquête Web auprès de 116 collectivités de la RCVL : 76 EPCI, 6 PETR, 34 communes de plus de 10 000 habitants

73 collectivités ont répondu, dont 55 EPCI, 5 PETR et 13 communes.

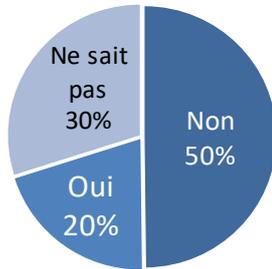
ANALYSE

Les politiques d'achats responsables peuvent prendre plusieurs formes, parmi lesquelles :

- Mutualisation des achats ;
- Allotissement des appels d'offre pour permettre aux PME de répondre ;
- Prise en compte de critères environnementaux dans les appels d'offre : part de matériaux recyclés, durabilité, réduction des émissions de CO₂, critères d'éco-conception, part de matériaux renouvelables ;
- Plan prévisionnel d'achats.

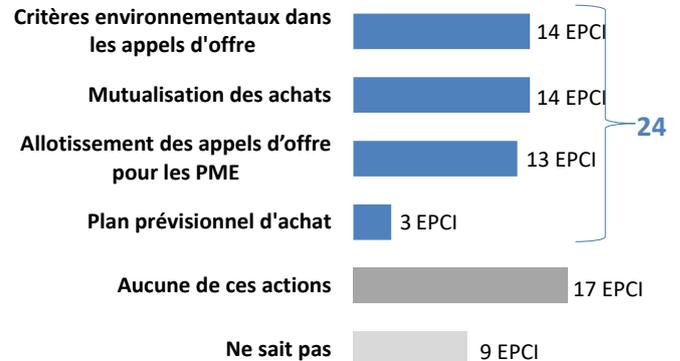
Figure 17. Politiques d'achat responsable des EPCI

Votre collectivité a-t-elle mis en œuvre des démarches visant à garantir l'approvisionnement durable des matériels achetés ?



Concernant les achats, avez-vous mis en place les actions suivantes ?

Plusieurs réponses possibles



Si l'on inclut l'ensemble des actions liées à des démarches d'approvisionnement durable, **29 EPCI** ont mis en place au moins une action qui relève d'une problématique d'achat responsable, soit pour garantir l'approvisionnement durable des matériels achetés (11 EPCI), soit à travers différentes actions de politiques d'achat (24 EPCI). Par ailleurs, 2 PETR et 7 communes ont également mis en place des politiques d'achat responsable.

Le matériel pour lequel les collectivités vérifient le plus souvent l'approvisionnement durable est le papier. Les écolabels facilitent les garanties d'approvisionnement durable : achat de papier labellisé PEFC et achat de papier recyclé, engagement auprès d'imprimeurs labellisés Imprim'Vert. Trois collectivités utilisent du matériel informatique reconditionné.

De plus, trois collectivités n'ont pas encore mis en place de démarche mais prévoient de le faire dans les prochaines années.

Les actions les plus souvent mises en place dans les achats sont la prise en compte des critères environnementaux dans les appels d'offres, la mutualisation des achats et l'allotissement des appels d'offre pour permettre aux PME de répondre. En revanche, seulement 3 collectivités ont mis en place un plan prévisionnel d'achats.

Lorsqu'aucune mesure n'a été mise en place (17 EPCI), la principale raison avancée est le manque de temps et de moyens. Deux collectivités mentionnent l'absence de volonté des élus concernant cette thématique.

COMPARAISONS NATIONALES

Selon l'étude « La fonction Achats dans les EPCI : vers une performance des achats ? » réalisée par Chaire Optima, l'UGAP et l'ADGCF (2017), 26 % des intercommunalités ont une stratégie d'achat responsable formalisée.²⁰ Plus précisément, 26 % (sur 87 réponses) des intercommunalités répondent positivement à la proposition « Il existe une politique Achats Responsable formalisée et diffusée au sein de la collectivité locale (charte déontologique, code de bonne conduite des fournisseurs...) ». Néanmoins, les enjeux de l'économie circulaire étant en plein essor, le taux national d'adhésion à une politique d'achat responsable a plausiblement augmenté depuis 2017.

²⁰ https://www.adcf.org/files/DOCS/enquete_achat_intercommunalites_A5_20avril2017.pdf

INDICATEUR 2 : % D'ENTREPRISES INTEGRANT DES MATIERES PREMIERES SECONDAIRES DANS LE PROCESSUS DE FABRICATION

PILIER

Approvisionnement durable

PILIER : APPROVISIONNEMENT DURABLE

38% des industries de plus de 10 salariés intègrent des matériaux recyclés dans leur fabrication

OBJECTIF

Les matières premières secondaires proviennent des déchets qui, après une opération de recyclage, peuvent être réintroduites dans les processus de production. L'intégration de matières premières secondaires répond à un double objectif : améliorer la valorisation des déchets et réduire la consommation de matières premières non renouvelables. Cet indicateur permet de suivre les progrès de l'intégration de matériaux secondaires par les entreprises régionales.

ANALYSE

38 % des industries de plus de 10 salariés utilisent des matériaux recyclés dans la fabrication de leurs produits. Pour ces établissements, **la part de matériaux recyclés utilisés est de 27 % en moyenne.**

La figure ci-dessous présente la proportion d'établissements intégrant des matériaux recyclés dans la production. Le secteur de l'imprimerie est celui qui valorise le plus souvent les matériaux recyclés et le secteur automobile, celui qui y a le moins souvent recours. Rappelons néanmoins que le secteur automobile se situe en aval d'industries sidérurgiques, qui, elles, incorporent une forte quantité de métaux recyclés dans leur fabrication.

Pour les industries agro-alimentaires (IAA), le faible recours aux matières premières secondaires peut s'expliquer par des contraintes réglementaires sur les emballages susceptibles de contenir des aliments.

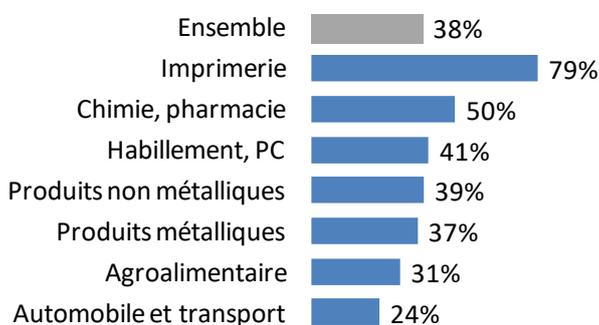
Source d'information

Enquête Web auprès des établissements industriels de la Région Centre Val de Loire de plus de 10 salariés.

278 établissements répondants représentatifs de 1467 établissements

Résultats pondérés, Pondération tenant compte de la taille et de l'activité des établissements.

Figure 18. Pourcentage d'établissements industriels utilisant des matériaux recyclés dans le processus de fabrication, selon le secteur d'activité



Champ : Industries de plus de 10 salariés
278 répondants

L'utilisation de matériaux recyclés dépend non seulement de l'activité, mais également de

la taille de l'entreprise²¹. Les PME intègrent un peu moins souvent des matériaux recyclés que les grandes entreprises. Les établissements appartenant à des groupes utilisent également plus fréquemment les matériaux recyclés (44 % dans les groupes contre 34 % en-dehors).

Figure 19. Pourcentages d'établissements utilisant des matériaux recyclés dans le processus de fabrication, selon la taille de l'entreprise

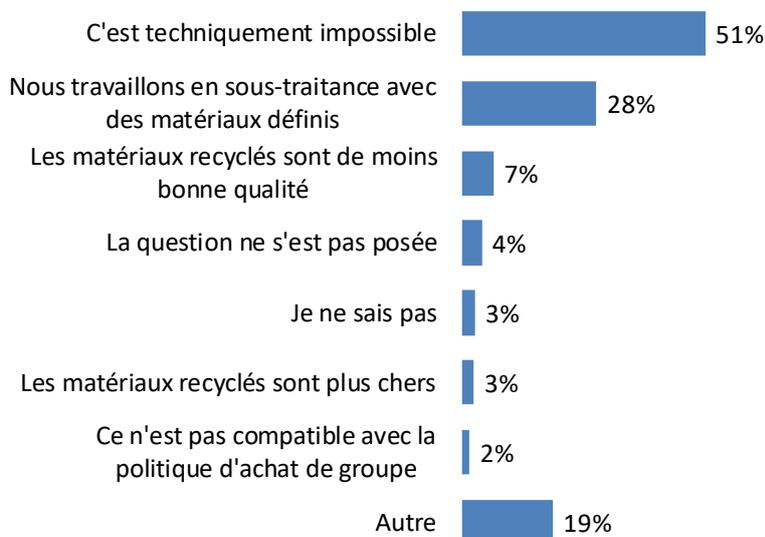


278 répondants

Pour ceux qui n'utilisent pas de matières premières secondaires dans la fabrication, la raison principale est l'impossibilité technique, en particulier pour les secteurs de l'agro-alimentaire et de l'habillement. La deuxième raison est l'absence de libre choix, du fait d'un travail en sous-traitance avec des matériaux imposés.

Figure 20. Raisons pour lesquelles les matériaux recyclés ne sont pas utilisés dans la fabrication

Plusieurs réponses possibles



Champ : Industries de plus de 10 salariés qui n'utilisent pas de matériaux recyclés
123 répondants

Les « autres » raisons mentionnées sont principalement les freins réglementaires (impossibilités légales dans le domaine pharmaceutique ou alimentaire) ainsi qu'un manque de propositions de la part des fournisseurs.

Les industries ne sont pas les seules à utiliser les matériaux recyclés. Les entreprises de

²¹ PME (Petite ou Moyenne Entreprise) : entreprise constituée de moins de 250 salariés et qui a un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 M€ ou un bilan total inférieur à 43 M€. ETI (Entreprise de Taille Intermédiaire) : entreprise qui a entre 250 et 4999 salariés et un chiffre d'affaires inférieur à 1,5 Md€ ou un bilan total inférieur à 2 Md€. GE (Grande Entreprise) : toute entreprise ne rentrant pas dans la définition de PME ou d'ETI.

travaux publics le font également : recyclés d'enrobés, de béton, mâchefer.

Tableau 12. **Taux d'utilisation de matériaux recyclés par les entreprises de travaux publics répondantes à l'enquête**

Matériaux recyclés	% d'entreprises en ayant utilisé des matériaux recyclés en 2021	Tonnage moyen utilisé
Recyclés d'enrobés	23 %	24 000t/entreprise
Recyclés de béton	29 %	16700t/entreprise
Grave recyclée mixte	4 %	16 000 t/entreprise
Mâchefer	5 %	22 000 t/entreprise
Déblais et graves traités à la chaux ou aux liants (hydrauliques/routiers)	11 %	15800t/entreprise
TOTAL	37 %	37000 t/entreprise

Source : observatoire déchets-EC, enquête BTP 2021, 56 réponses

Dans l'enquête BTP 2021 sur les données 2020 de la région Centre-Val de Loire, 21 entreprises de Travaux Publics répondantes sur 56, soit 37 %²², utilisent des matériaux recyclés.

COMPARAISONS NATIONALES

En 2020, le **taux d'utilisation circulaire des matières**²³ en France était de 22 %. Il s'agit de la part des matières recyclées et réintroduites dans l'économie.

Rappelons néanmoins que ce pourcentage portant sur le taux de matériaux recyclés n'est pas comparable avec l'indicateur portant sur le pourcentage d'industries qui ont recours à des matériaux recyclés.

Le **bilan national du recyclage 2010-2019 de l'ADEME** fournit les chiffres d'incorporation de matières première de recyclage dans la production de certains matériaux. Ce taux est très élevé pour le papier-carton (71 %), ce qui recoupe la forte fréquence d'utilisation des matériaux recyclés de l'imprimerie.

Tableau 13. **Taux d'incorporation de Matières Premières de Recyclage dans la production ou fabrication en France en 2019**

	Papier/carton	Verre	Aluminium	Métaux ferreux	Bois ²⁴	Béton bitumineux	Emballages plastiques
Taux d'incorporation de MPR	71 %	61 %	51 %	46 %	40 %	17 %	15 %

Source : ADEME, Bilan national du recyclage 2010-2019

22 Taux non redressé

23 https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/cei_srm030/default/table?lang=fr

24 Taux d'incorporation de MPR dans la fabrication de panneaux de particules

INDICATEUR 3 : % D'ENTREPRISES QUI UTILISENT DES MATIERES PREMIERES OU SECONDAIRES LOCALES ET QUI LES TRANSFORMENT LOCALEMENT

PILIER

Approvisionnement durable

PILIER : APPROVISIONNEMENT DURABLE

45% des industries de plus de 10 salariés intègrent des produits locaux dans leur processus de fabrication

OBJECTIF

L'approvisionnement local fait référence à l'achat de matériaux auprès d'entreprises locales. Il permet de répondre aux objectifs de l'approvisionnement durable en exploitant au mieux les ressources disponibles localement et en réduisant les nuisances associées aux transports.

Cet indicateur se focalise sur le cas des industries qui achètent de matières premières ou secondaires provenant des entreprises voisines, et qui les transforment localement.

ANALYSE

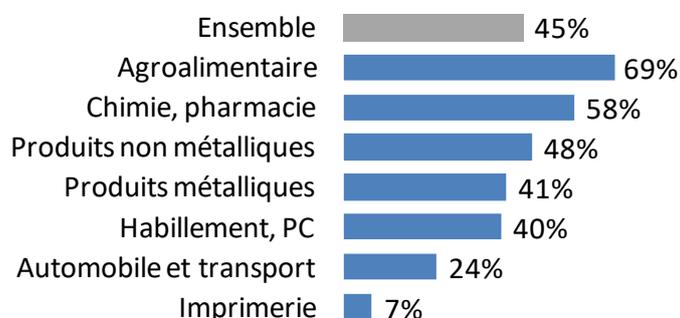
45 % des industries de la Région s'approvisionnent localement (à moins de 250 km) pour tout ou partie des matériaux entrant dans la fabrication de leurs produits.

En cas d'approvisionnement local, celui-ci s'élève à hauteur de **53 % des matériaux utilisés dans la fabrication**.

Comme on le voit, le recours aux produits locaux est très fréquent en Région Centre. Logiquement, cette pratique est fortement liée à l'activité de l'établissement. Les IAA sont les premières consommatrices de produits locaux, il est même vraisemblable que l'existence de produits agricoles correspondant à leur activité soit à l'origine de leur implantation.

A l'opposé, les secteurs de l'imprimerie et de l'automobile emploient rarement des matières locales. Concernant les imprimeries, rappelons que les premiers acteurs en matière de fabrication de papier se situent en Hauts de France.

Figure 21. Pourcentages d'industries utilisant des matières locales dans le processus de fabrication, selon le secteur d'activité



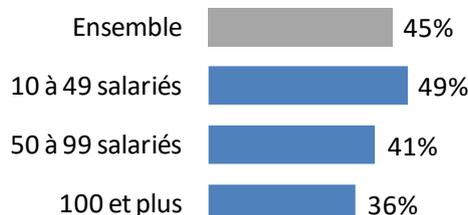
Champ : Industries de plus de 10 salariés
278 répondants

Le nombre de répondants dans chaque secteur est décrit dans les tableaux en Annexe K.

Le recours aux produits locaux, très lié à l'activité, dépend assez peu de la taille des

entreprises. Toutefois, les petits établissements (moins de 50 salariés) ont davantage recours aux produits locaux que les établissements plus importants. Cela peut s'expliquer par des besoins de moindres quantités et l'absence de recours aux centrales d'achat.

Figure 22. Pourcentages d'industries utilisant des matières locales dans le processus de fabrication, selon la taille de l'établissement



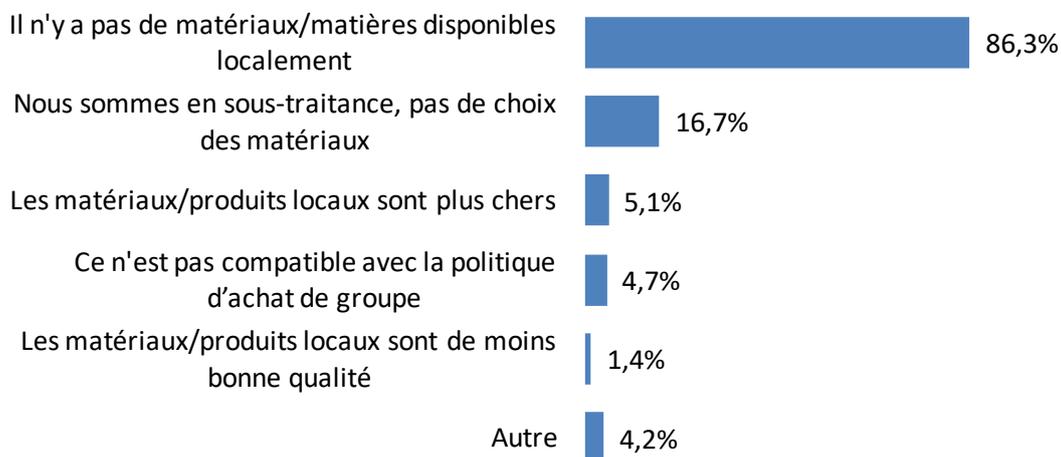
278 répondants

De même, les industries qui appartiennent à un groupe utilisent moins souvent des matières locales (39 % contre 49 % pour celles ne faisant pas partie d'un groupe).

Le principal et quasi-unique motif évoqué pour expliquer ne pas avoir recours à des produits/matériaux locaux est l'absence de disponibilité de ces produits localement. Les réponses restent cependant déclaratives et les répondants n'ont pas nécessairement prospecté localement la disponibilité des matériaux.

Figure 23. Raisons pour lesquelles les entreprises n'utilisent pas de matières premières et secondaires locales

Plusieurs réponses possibles



Champ : Industries de plus de 10 salariés qui n'ont pas recours aux produits locaux
136 répondants

COMPARAISONS NATIONALES

Pas de comparaison nationale

III.3.2. Ecologie industrielle et territoriale (EIT)

L'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT) est un mode d'organisation inter-entreprises visant à réaliser des économies de matières et d'énergie en proposant des solutions territoriales coopératives. Elle vise à optimiser les ressources sur un territoire, qu'il s'agisse d'énergies, d'eau, de matières, de déchets mais aussi d'équipements et d'expertises, via une approche systémique qui s'inspire du fonctionnement des écosystèmes naturels.

L'Ecologie Industrielle et Territoriale se traduit à travers des démarches de mutualisation (partage d'équipements, achats groupés, formations) ou des démarches de substitution (réemploi de déchets, récupération d'énergie, récupération de flux thermiques et hydrauliques) entre différents acteurs ou établissements. Ces démarches sont facilitées ou initiées grâce à la proximité des entreprises au sein d'un même territoire. Grâce à la réutilisation des ressources, les systèmes de production et de consommation des acteurs de l'EIT s'inscrivent dans un fonctionnement circulaire.

L'écologie industrielle et territoriale vise à la fois à améliorer la compétitivité économique d'un territoire et à réduire les impacts environnementaux.

Les indicateurs d'écologie industrielle et territoriale sont les suivants :

- Nombre de territoires concernés par une démarche d'EIT ;
- Nombre de synergies créées, nombre d'entreprises participant à une démarche d'EIT, nombre d'emplois générés ;
- Bénéfices engendrés par les démarches d'EIT (économie, eau, matériaux, énergie...).

La complétude de ces indicateurs s'appuiera sur plusieurs sources. La première source est le bilan des actions EIT animées par la CCI Centre-Val de Loire et la CRMA. Ce bilan recense les différentes démarches d'EIT menées par des entreprises de la région, sur la base d'un projet déployé par la CCI Centre-Val de Loire et la CRMA Centre-Val de Loire de 2018 à 2020.

Les autres sources sont les deux enquêtes réalisées début 2022 :

- L'une auprès des collectivités territoriales de la région. 76 EPCI, 6 PETR et 34 villes de plus de 10 000 habitants.
- L'autre auprès d'entreprises de la région Centre-Val de Loire, établissements industriels de plus de 10 salariés et commerces de plus de 5 salariés : commerces et réparations de véhicules, commerce de détail de vente d'équipement ménagers, de sport et loisirs, de supermarchés et hypermarchés.

INDICATEUR 4 : NOMBRE DE TERRITOIRES CONCERNES PAR UNE DEMARCHE D'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE

PILIER

Ecologie industrielle et territoriale

PILIER : EIT

9 territoires concernés par les actions EIT animées par la CCIR et la CRMA

OBJECTIF

Dans une logique d'écologie industrielle et territoriale, un projet est déployé depuis 2018 sur un nombre limité de territoires de la région, pour favoriser les coopérations entre entreprises. Ce projet a été initié par l'ADEME et le Conseil Régional avec les membres du groupe de travail EIT régional composé de la DREAL, du CEREMA, de la CRMA, de la CCIR, de la DIRECCTE et de Dev'Up. L'action a ensuite été conduite par les CCI et CMA Centre-Val de Loire.

Cet indicateur vise à suivre le nombre de zones géographiques concernées par le développement de ces démarches d'EIT.

Source d'information

- Bilan de l'action EIT 2020-2021 par la CCI et la CMA Centre-Val de Loire

- Enquête Web auprès de 116 collectivités de la RCVL : 76 EPCI, 6 PETR, 34 communes de plus de 10 000 habitants.

73 collectivités ont répondu, dont 55 EPCI,

ANALYSE

1. Démarches d'EIT animées par les CCI et les CMA

Entre 2018 et 2021, des démarches d'EIT sont menées dans **7 zones expérimentales**. **En cours ou finalisées**, elles se déroulent :

- Cher : zone de Bourges Sud (parc d'activité des abords de l'échangeur)
- Eure-et-Loir : zone du Val Drouette (Epernon, Hanches, Droue-sur-Drouette)
- Indre : zone industrielle Le Buxerieux, la zone d'activité Les Fadeaux et la zone commerciale Le Forum (Châteauroux)
- Indre-et-Loire : AMBOISE – zones industrielles de la Boitardière, les Poujeaux et les zones d'activité les Sables ; le Prieuré et de Mosnes
- Indre-et-Loire : LOCHES – zones industrielles de Vauzelles (Loches), de Tivoli (Loches), de Saint Blaise, les Bournais, les zones d'activité la Gare (Reignac-sur-Indre), Corbery, (Loches), de Reignac, Les Marcosses (Perrusson), Les Boires (Bridoré), de Chédigny et Node Park Touraine (Tauxigny)
- Loir-et-Cher : zones industrielles Sud (ZAC des Courtis des hauts clos Vendôme), et Nord (Naveil et Saint-Ouen)
- Loiret : zones industrielles Pôle 45 – Ormes- Saran – et zone d'activité de Neuville aux Bois

Figure 24. Localisation des sept zones expérimentales d'EIT de 2018 à 2021



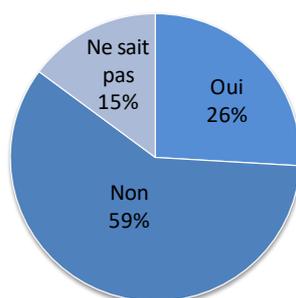
Source : CCI Centre-val de Loire, Bilan de l'action EIT 2020-2021

2. Collectivités impliquées dans la mise en place de démarches d'EIT

Au cours de l'enquête auprès des collectivités de la région, **17 collectivités** (15 EPCI, 1 commune et 1 PETR) ont déclaré avoir mis en place ou participé à des démarches favorisant la coopération et/ou la mutualisation inter-entreprises.

Cependant, la plupart des démarches ne sont pas finalisées. Seulement **8 collectivités** peuvent préciser le nombre de synergies créées : **13 synergies qui concernent 168 entreprises**²⁵.

Figure 25. Avez-vous mis en place ou participé à une ou plusieurs démarches favorisant la coopération et/ou la mutualisation inter-entreprises (EIT) ?



54 répondants

Une seule nouvelle activité est apparue clairement à la suite de ces démarches EIT lors de l'enquête : un pôle de réemploi/ recyclage des déchets électriques et électronique.

La description des démarches est donnée en Annexe L.

3. Appel à la candidature Écologie Industrielle et Territoriale

En 2021, la région a fait un appel à la candidature qui a permis à trois nouveaux

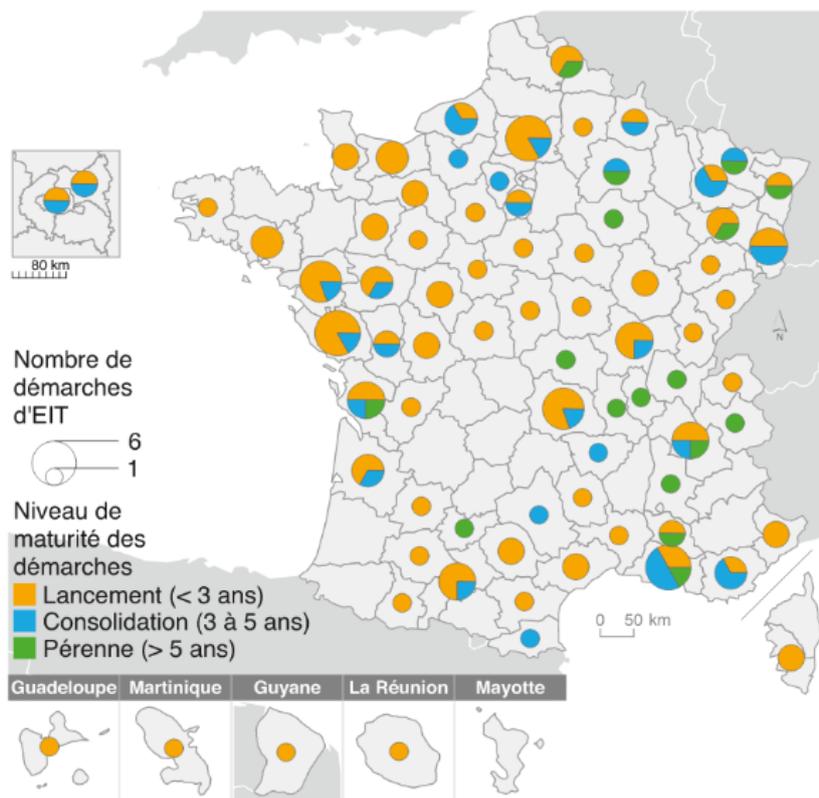
²⁵ En supposant qu'il n'y ait pas de doublon entre les synergies évoquées.

territoires (2EPCI, 1 PETR) de se lancer dans des démarches d'EIT, à travers des programmes sur deux ans. Deux territoires ont débuté dès la fin d'année 2021.

COMPARAISONS NATIONALES

Des démarches d'EIT sont menées sur l'ensemble du territoire français métropolitain, ainsi que sur les départements et régions d'outre-mer.

Figure 26. Les démarches d'EIT sur l'ensemble des départements français



Source : Ministère de la transition écologique, Indicateurs clés pour le suivi de l'économie circulaire, 2021 (données Synapse août 2020)

La carte ci-dessus montre la répartition géographique des démarches d'EIT en France. Elles s'étendent de manière assez homogène sur l'ensemble du territoire, bien que certains départements ne recensent aucune démarche d'EIT.

INDICATEUR 5 A : INDICATEURS D'IMPACT : NOMBRE DE SYNERGIES, NOMBRE D'ENTREPRISES PARTICIPANT A UNE DEMARCHE EIT

PILIER

Ecologie industrielle et territoriale

OBJECTIF

La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dans son article 109, affirme que la région doit définir des orientations en matière d'économie circulaire, et notamment d'écologie industrielle et territoriale.

Cet indicateur permet de dresser le bilan des démarches d'EIT conclues au niveau de la région.

ANALYSE

1. Les démarches EIT soutenues par la Région et l'ADEME

En 2020-2021, **32 synergies** ont eu lieu sur l'ensemble de la région Centre Val de Loire. Ces synergies sont soit finalisées, soit en cours.

12 sont des synergies de substitution et 20 des synergies de mutualisation.

Une synergie de substitution est une synergie où une entreprise récupère des déchets réutilisables ou de l'énergie dans une entreprise voisine, en remplacement de matières ou matériaux neufs ou de flux d'énergie primaires. Dans le bilan d'actions d'EIT Centre-Val de Loire 2020-2021 élaboré par la CCI, toutes les substitutions sont des substitutions de matière (réemploi d'emballage, de cartons, etc.) exceptée une démarche de récupération de chaleur, avec la mise en place d'un réseau de chaleur.

Une synergie de mutualisation est une synergie où au moins deux entreprises mettent en commun leurs ressources. Les synergies de mutualisation du bilan d'action EIT sont décrites sur la figure ci-dessous.

PILIER : EIT

32 synergies finalisées ou en cours en 2020

132 entreprises participantes

Méthodologie

Sources d'information

- Bilan de l'action EIT 2020-2021 par la CCI et la CMA Centre-Val de Loire

- Enquête Web auprès des entreprises de la Région Centre-Val de Loire. 432 établissements répondants représentatifs de 1467 industries >10 salariés et 2900 commerces > 5 salariés : garagistes, supermarchés, équipements ménagers, sports.

Résultats pondérés représentatifs de la taille et de l'activité des entreprises de la région

- [Sirene](#) : secteurs d'activités et taille des établissements de la région.

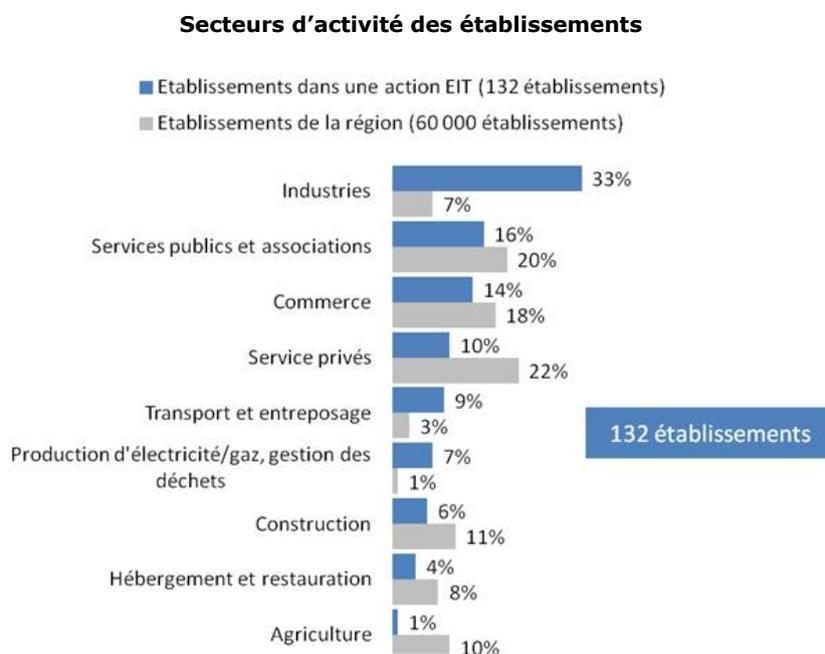
Figure 27. Synergies de mutualisation dans les démarches d'EIT du bilan d'action Centre-Val de Loire 2020-2021



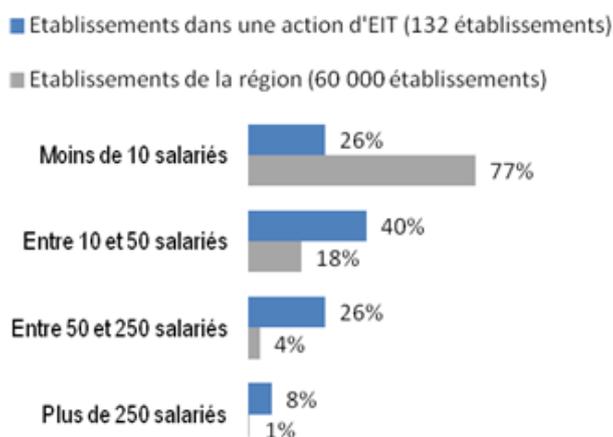
En 2018-2021, la CCI et les CMA Centre-Val de Loire étaient en relation avec 510 entreprises de la région. Parmi celles-ci, **132 entreprises** (dont des institutions publiques comme un institut universitaire de technologie) ont participé à une démarche d'EIT finalisée ou en cours.

Les démarches d'EIT animées par les CCI concernent souvent des industries (33 % des entreprises concernées). C'est la seule activité fortement surreprésentée par rapport au tissu économique régional, où l'on ne compte que 7 % d'industries.

Figure 28. Comparaison entre les établissements suivis dans les démarches d'EIT animées par la CCI et les établissements de la région Centre Val de Loire



Tranches d'effectif des établissements



Champ : établissements du Centre-Val de Loire d'au moins un salarié (données [sirene](#))

Les établissements avec peu de salariés (entre 1 et 9) sont sous-représentés dans les participants aux actions d'EIT (26 % contre 77 %), contrairement aux établissements plus importants (34 % des établissements participant à une synergie d'EIT ont plus de 50 salariés, contre 5 % en moyenne).

La surreprésentation des industries et des grandes entreprises dans les synergies EIT est en partie la conséquence des zones retenues pour l'expérimentation, des zones d'activité à l'extérieur des agglomérations.

2. L'opinion des entreprises sur l'EIT

L'enquête entreprise se concentre sur les secteurs de l'industrie et du commerce.

A la question « Participez-vous à une ou plusieurs démarches d'Ecologie Industrielle et Territoriale ? », 11 % répondent positivement.

L'enquête a permis de repérer quelques exemples :

- « Mutualisation de locaux, prêt de parking, échanges de salles de réunion »
- « Utilisation partagée d'une station d'épuration », de la part d'une entreprise de transformation et conservation de légumes.

Toutefois, les réponses ne rentrent pas toujours dans la définition de l'écologie industrielle et territoriale. Après vérification à partir de la description des démarches d'EIT, 2 % des établissements semblent effectivement impliqués dans une démarche d'EIT. La liste de ces démarches est donnée en Annexe K. Notons que l'aspect « local » de l'EIT est parfois plus ou moins large selon les démarches citées par les entreprises.

Par ailleurs, une part importante des répondants ne sait pas si leur entreprise est impliquée dans des démarches d'EIT (33 %).

Malgré cette faible notoriété, l'EIT semble une démarche qui séduit les chefs d'entreprise : 30 % des établissements aimeraient participer à des démarches d'EIT, alors qu'ils ne le font pas actuellement.

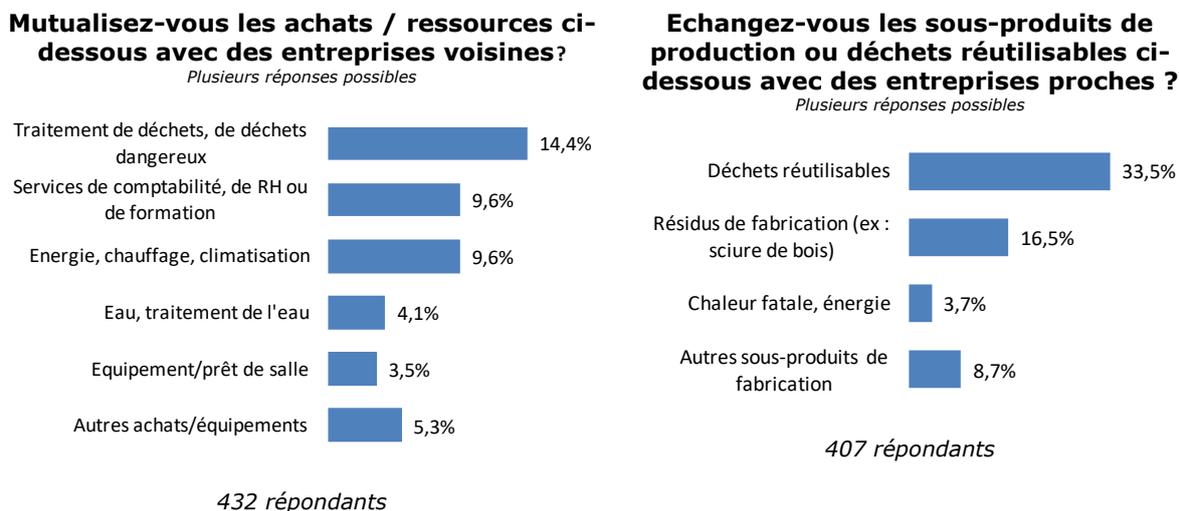
La coopération inter-entreprises s'inscrit dans des pratiques relativement courantes dans les entreprises :

- **26 % des établissements mutualisent leurs achats ou leurs ressources** avec des entreprises voisines. Pour la plupart, ces mutualisations concernent le

traitement des déchets. La figure à gauche ci-dessous détaille les différents types de mutualisations.

- **L'échange de sous-produits et de déchets réutilisables concerne 42 % des établissements.** Il s'agit en grande partie de substitution de déchets réutilisables (75 %), comme décrit dans la figure ci-dessous à droite.

Figure 29. Taux de mutualisation / échanges avec les entreprises voisines



Parmi les « autres achats/équipements » mutualisés, sont cités la fibre internet, la téléphonie, les logiciels informatiques, l'outillage, le stockage de pièces détachées.

Pour les « autres sous-produits de fabrication » échangés, on retrouve les déchets recyclables (plastique, carton, ...), les déchets alimentaires, les déchets d'équipement électrique et électronique.

Au total, 54 % des entreprises font de la mutualisation et/ou des échanges avec des entreprises voisines, c'est-à-dire de la coopération inter-entreprises.

COMPARAISONS NATIONALES

Selon *l'état des lieux de l'écologie industrielle et territoriale en France (2020)* de l'ADEME, 160 synergies ont été recensées sur le territoire français entre 2017 et 2019, dont 96 synergies de mutualisation et 64 synergies de substitution. Le recensement des synergies s'appuie sur le réseau SYNAPSE. L'état des lieux, débuté en 2017 par un projet de l'association ORÉE en partenariat avec l'ADEME, s'appuie sur des entretiens auprès de 12 porteurs de projets ainsi que sur l'évaluation de projets à travers le référentiel de performances des démarches d'écologie industrielle et territoriale (ELIPSE).

INDICATEUR 5 B : INDICATEURS D'IMPACTS : EMPLOIS GENERES, ACTIVITES CREEES

PILIER

Ecologie industrielle et territoriale

PILIER : EIT

Une nouvelle activité répertoriée

OBJECTIF

Les enjeux économiques et sociaux, tout comme les enjeux environnementaux, ont une place importante dans les objectifs de l'écologie industrielle et territoriale. En particulier, la création d'emplois locaux, de l'aide à l'insertion professionnelle sont possibles grâce aux démarches d'EIT. Cet indicateur vise à quantifier le nombre d'emplois générés par les différentes démarches dans la région Centre-Val de Loire.

ANALYSE

1. Démarches d'EIT animées par les CCI et CMA

Le nombre d'emplois potentiels pouvant résulter de la coopération inter-entreprises est estimé à l'aide du logiciel de gestion de flux ACTIF. En restreignant le champ aux 132 établissements investis dans une synergie (en cours ou finalisée), ce nombre d'emplois est estimé à 29 ETP (Équivalent Temps Plein) annuel.

Méthodologie

Sources d'information

- Bilan de l'action EIT 2020-2021 par la CCI et la CMA Centre-Val de Loire
- Enquête Web auprès des entreprises de la Région Centre-Val de Loire. 432 établissements répondants représentatifs de 1467 sites industriels de plus de 10 salariés et 2900 sites commerciaux. *Résultats pondérés, pondération tenant compte de la taille et de l'activité des entreprises*

Tableau 14. **ETP/an potentiel grâce à la coopération inter-entreprises**

Secteur d'activité	Artisanat et Industrie	Commerce	Fonctions Supports	Services	Tourisme, Hôtellerie et Restauration	Transport, logistique	Total
ETP flux entrant	5	3	5,5	0,5	1	1	16
ETP flux sortant	0,75	0	0	11	0	1	12,75
ETP total	5,75	3	5,5	11,5	1	2	28,75

132 établissements dans les synergies (en cours ou finalisées) du bilan de l'action EIT 2019-2020 de la CCI

Cependant, le bilan des EIT par les CCI ne permet pas de dire si ces nouveaux emplois ont effectivement été créés.

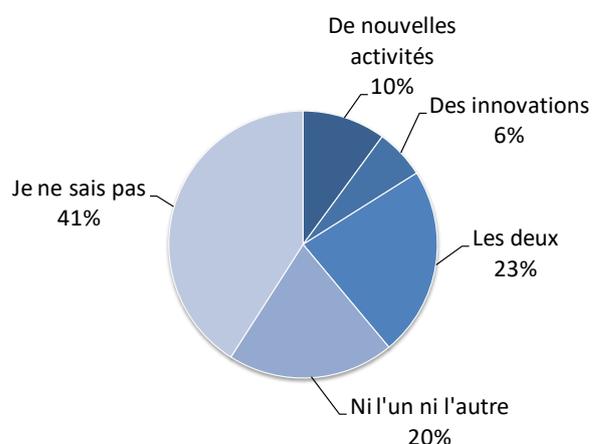
2. Impacts des EIT dans les entreprises de la région

Les résultats de l'enquête montrent que très peu d'entreprises ont embauché du personnel grâce à la coopération inter-entreprises. Parmi les 246 établissements qui sont dans des démarches d'échange ou de mutualisation, 3 ont embauché 1 à 2 personnes grâce à ces démarches.

Les entreprises ont été interrogées qualitativement sur les nouvelles activités et les innovations dues aux échanges et aux mutualisations inter-entreprises. Plus d'un tiers d'entre elles pense que les échanges et mutualisations sont bénéfiques en termes de nouvelles activités et d'innovations. Mais 41 % n'ont pas d'avis sur le sujet.

Figure 30. Echanges/mutualisations entre voisins et nouvelles activités

Selon vous, les échanges et mutualisations de services / ressources avec les entreprises voisines permettent-elles :



*Champ : entreprises ayant réalisé des bénéfices grâce à la coopération inter-entreprises
101 répondants*

Ces évaluations, bien que plutôt positives, ne permettent pas de chiffrer effectivement le nombre d'activités créées, ni de préciser la nature de ces activités²⁶.

Rappelons néanmoins qu'au moins une nouvelle activité en lien avec l'EIT avait été repérée par les collectivités locales, un pôle de réemploi/recyclage des déchets électriques et électroniques.

COMPARAISONS NATIONALES

Pas de comparaison nationale

²⁶ Le dénombrement de ces nouvelles activités peut difficilement être réalisé par des enquêtes représentatives, mais plutôt par des enquêtes ou des entretiens auprès des entreprises participant aux EIT animées par les CCI et CMA.

INDICATEUR 6 : INDICATEURS DE PERFORMANCE : BÉNÉFICES ENGENDRÉS PAR LES DÉMARCHES D'EIT (DECHETS, COÛTS, EAU, MATERIAUX, ENERGIE, GAZ A EFFET DE SERRE)

PILIER

Ecologie industrielle et territoriale

PILIER : EIT

Bénéfices des EIT, Moins de déchets, des économies, moins d'emballages neufs

OBJECTIF

Les impacts environnementaux positifs des démarches d'EIT peuvent être mesurés par les entreprises. L'indicateur vise à quantifier les différents gains apportés par les démarches d'écologie industrielle et territoriale en termes d'impact environnemental ou économique.

ANALYSE

1. Bénéfices de l'action EIT soutenue par la Région et l'ADEME

Le bilan de l'action EIT 2018-2021 permet de décrire qualitativement les bénéfices apportés par les synergies (finalisées ou en cours), en s'appuyant sur la description de chacune d'entre elle.

Tableau 15. **Bénéfices des démarches d'EIT animées par la CCI**

Bénéfice	Nombre de synergies	% des synergies finalisées ou en cours
Réduction des déchets	12	38 %
Réduction des coûts	7	22 %
Economie d'emballage neuf	6	16 %
Economie d'énergie	4	13 %
Economie de matériaux primaires	2	9 %
Economie de transport	2	6 %

Les bénéfices implicites (exemple : réduction des coûts liée à une économie de matériaux) ne sont comptés dans le tableau que s'ils sont clairement mentionnés dans les descriptifs des synergies.

Les bénéfices les plus fréquents des synergies concernent la réduction des déchets, grâce à des dons, du réemploi ou de la réutilisation. En deuxième viennent les réductions des coûts, avec la mutualisation de certaines ressources.

2. Enquête entreprises : gains générés par les échanges et mutualisations inter-entreprises

Les données de l'enquête entreprises permettent de préciser les bénéfices environnementaux.

Méthodologie

Sources d'information

- Bilan de l'action EIT 2020-2021 par la CCI et la CMA Centre-Val de Loire
- Enquête Web auprès des entreprises de la Région Centre-Val de Loire. 432 établissements répondants représentatifs de 1467 sites industriels de plus de 10 salariés et 2900 sites commerciaux. *Résultats pondérés, pondération tenant compte de la taille et de l'activité des entreprises*

Tableau 16. **Bénéfices générés par la coopération interentreprise**
Ces mutualisations et échanges vous ont-ils permis de réduire ... De combien
approximativement ?

Type de bénéfice	% d'établissements	Economie moyenne
Votre production de déchets	31.8 %	23 %
Vos coûts	9.3 %	15 900 €HT/an
Votre consommation d'emballages neufs	7.6 %	25 %
Votre consommation d'énergie	6.7 %	13 %
Votre consommation de matériaux primaires	2.1 %	16 %
Votre consommation d'eau	0.9 %	15 %

*Champ : entreprises qui pratiquent des échanges ou mutualisations avec des entreprises voisines
 245 répondants*

Parmi les 54 % d'entreprises qui déclarent mutualiser/ échanger des produits, déchets ou ressources avec leurs voisines, le bénéfice le plus courant concerne la réduction des déchets. Pour les entreprises concernées, la production de déchets est réduite de près d'un quart.

Les autres bénéfices sont la réduction des coûts, des emballages, et de la consommation d'eau ou d'énergie, qui sont moins fréquents que la réduction des déchets. De plus, ces réductions de consommation peuvent s'avérer plus difficiles à mesurer par les entreprises.

COMPARAISONS NATIONALES

A l'échelle nationale, le total des bénéfices économiques engendrés par les démarches d'écologie industrielle et territoriale est estimé à 784 000 €/an (Association OREE, *Etat des lieux de l'écologie industrielle et territoriale, 2020*). Cette valeur a été estimée à l'aide de l'outil SYNAPSE, qui permet aux animateurs des démarches d'EIT d'auto-évaluer les bénéfices.

III.3.3. Economie de la fonctionnalité et de la coopération

L'économie de la fonctionnalité et la coopération (EFC) s'inscrit pleinement dans la démarche de transition vers une économie verte en s'appuyant sur la performance d'usage. Elle consiste à remplacer la notion de vente du bien par celle de l'usage du bien, ce qui entraîne le découplage de la valeur ajoutée et de la consommation d'énergie et de matières premières.²⁷

Ce système privilégie l'usage plutôt que la vente d'un produit. Il vise à développer des solutions intégrées dans une perspective de développement durable et donc avec un impact environnemental positif. L'échange économique ne repose plus sur le transfert de propriété de biens, qui restent la propriété du producteur tout au long de son cycle de vie, mais sur le consentement des usagers à payer une valeur d'usage. Ce modèle économique nécessite le plus souvent une coopération entre l'entreprise et ses partenaires pour aboutir à un modèle économique pérenne. L'économie de la fonctionnalité et de la coopération n'est pas synonyme de location.

Les indicateurs d'économie de la fonctionnalité et de la coopération sont les suivants :

- I7 - Nombre d'actions de sensibilisation à l'EFC effectuées par an,
- I8 - Nombre de personnes concernées par les actions de sensibilisation à l'EFC,
- I9 - Qualité des personnes et entreprises sensibilisées à l'EFC par an
- I10 - Nombre d'EPCI qui développent des services de locations de vélos/trottinettes

La source d'information pour les indicateurs I7 à I9 est Nékoé, cluster dédié à l'innovation par les services et opérateur chargé par la Région des actions de sensibilisation relatives à l'EFC. L'indicateur I9 n'a été suivi par NEKOE qu'à partir de 2022. Il ne figure donc pas dans ce rapport, mais pourra être complété lors des travaux futurs de l'observatoire.

²⁷ <https://www.ecologie.gouv.fr/leconomie-fonctionnalite>

INDICATEUR 7 : NOMBRE D'ACTIONS DE SENSIBILISATION A L'EFC EFFECTUEES PAR AN
INDICATEUR 8 : NOMBRE DE PERSONNES CONCERNEES PAR CES ACTIONS DE
SENSIBILISATION

PILIER

Economie de la fonctionnalité (EFC)

PILIER : ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE

10 actions de sensibilisation à l'EFC, 90 personnes concernées

OBJECTIF

L'EFC vise à promouvoir de nouveaux services remplaçant la vente d'un produit par la vente de son usage, de manière à réduire l'impact environnemental de sa consommation. D'une part, il y a une baisse de la production des biens, d'autre part, la vente de l'usage pousse le producteur à concevoir des produits ayant une durée de vie plus longue.

L'EFC peut générer de nouveaux systèmes de consommation, plus vertueux pour l'environnement. Mais ces services sont actuellement peu développés.

Des actions de sensibilisation sont menées par l'ADEME et la Région. La Région Centre-Val de Loire et l'ADEME soutiennent le cluster NEKOE pour la réalisation d'un programme de sensibilisation et de formation. Cet indicateur vise au suivi des actions réalisées.

Méthodologie

Source d'information

Cluster NEKOE

ANALYSE

Sur 2021

10 actions de sensibilisation ont été réalisées en 2021. Ces actions se sont déroulées sous des formats variés : webinaire, atelier physique... Au total, ces actions ont touché **90** personnes. La qualification des personnes touchées sera faite dès 2022.

Ces actions de sensibilisation ont été complétées par des actions d'animation, dédiées à la découverte d'un nouveau modèle économique. La découverte se fait par l'illustration et se déroule sur 12 épisodes Voies de Pionniers (1 par mois) avec 25 participants par épisode en moyenne. Voies de Pionniers est un webinaire qui propose des témoignages d'entrepreneurs ayant mis en place l'EFC.

Sur 2022

En 2022, les actions sont les suivantes :

- Une action de formation-action « Trajectoire vers un nouveau modèle économique ». Elle se déroule sur 10 mois de février à novembre 2022 auprès de 7 participants : 5 dirigeants, 1 chargée de mission développement, 1 consultant indépendant.
- 10 actions d'animation-découverte d'un nouveau modèle économique par l'illustration, une par mois.
- 3 actions d'animation : une conférence sur l'EFC en partenariat avec l'Institut Territoires Circulaires le 26 avril ; 2 soirées thématiques le 30 Juin (EFC et finances) et le 24 Novembre (EFC et évolution du travail et de l'organisation).

COMPARAISONS NATIONALES

Entre 2013 et 2018, l'ADEME a soutenu au niveau national 40 actions qui ont permis à 174 organisations de bénéficier d'un accompagnement sur l'économie de la fonctionnalité, dont 169 entreprises, 4 collectivités territoriales et 1 association.

INDICATEUR 10 : NOMBRE D'EPCI QUI DEVELOPPENT UNE OFFRE DE LOCATION DE VELOS/VOITURES/TROTTINETTES

PILIER

Economie de la fonctionnalité

PILIER : ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE

8 collectivités ont une offre de location de vélo, voiture ou trottinette

OBJECTIF

L'économie de la fonctionnalité et de la coopération (EFC) vise à promouvoir de nouveaux services remplaçant la vente d'un produit par la vente de son usage, de manière à réduire l'impact environnemental de sa consommation. Les EPCI peuvent être le moteur de nouveaux usages, notamment dans la mobilité : le développement des vélos en libre-service, électriques ou non, ont largement bénéficié de l'action de villes ou métropoles innovantes.

Cet indicateur vise au suivi d'actions ayant pour objectif de réduire l'achat et l'usage de voitures à moteur thermique par le biais d'offres de location de véhicules de mobilité douce ou électrique.

Méthodologie

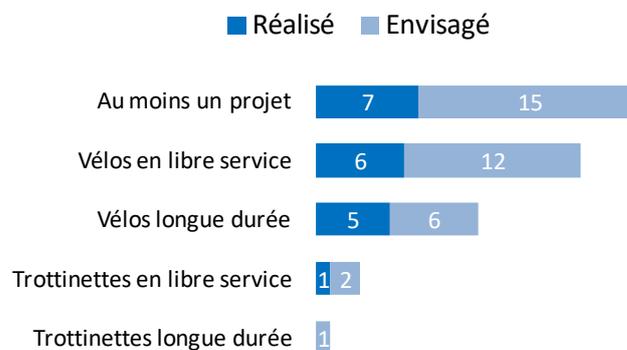
Source d'information

Enquête web auprès de 116 collectivités :
82 EPCI et PTR ; 34 communes de plus de 10000 habitants.
Nombre de répondants : 55 EPCI, 5 PETR, 13 communes.

ANALYSE

7 collectivités de la RCVL ont réalisé un projet de location de vélo ou trottinette, 15 envisagent de le faire. Par ailleurs, deux communes offrent des services d'autopartage de voitures électriques. Au total, 8 collectivités ont une offre de location de vélo, voiture ou trottinette.

Figure 31. Nombre de collectivités avec un service de location de vélos ou trottinette réalisé ou envisagé



Les 6 projets réalisés se situent dans des intercommunalités. Parmi les 15 projets envisagés, 3 se situent dans une ville.

Pour les vélos, les projets concernent aussi bien la longue durée que le libre-service. La location de trottinettes est plus rare : parmi les répondants, seule la CA de Bourges Plus a mis en place une location en libre-service.

Par ailleurs, **Orléans** abandonne l'autopartage. Le service **Auto'Tao**, mis en place en 2012 sous l'impulsion de la métropole orléanaise et géré par l'opérateur privé de transports publics Kéolis, a cessé d'exister en 2019.

Autres services proposés par les EPCI

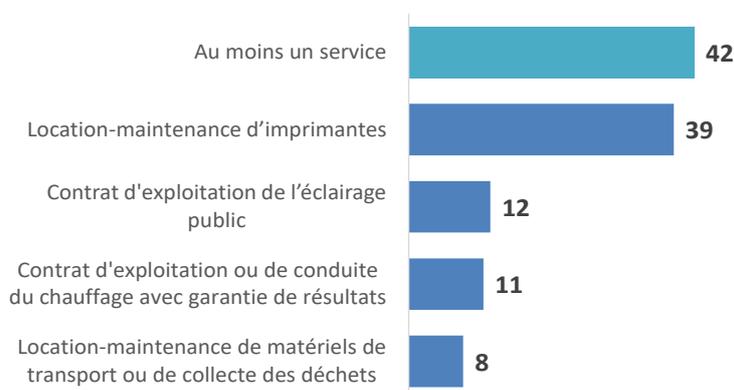
La notion d'économie de la fonctionnalité est à la fois complexe et exigeante. Le questionnaire ne permettait de l'appréhender dans sa globalité. Il n'y a pas d'exemple réel de service d'EFC proposé par les EPCI. Il est toutefois possible d'identifier des dynamiques visant à remplacer des biens, même si cela ne peut pas être qualifié d'économie de la fonctionnalité :

- Mise à disposition de broyeurs électriques pour les déchets végétaux des particuliers
- Prêt d'éco-gobelets et de tente barnum pour des communes membres ou associations,
- Location des véhicules de services, de photocopieurs, d'équipements de projection,

Le recours aux services en remplacement des achats

Les collectivités ont recours à des services qui remplacent des achats, dans une dynamique vers de nouveaux modes de consommation : location d'imprimante, location de matériel de transport ou de collecte des déchets, contrat d'exploitation de l'éclairage public, contrat d'exploitation du chauffage.

Figure 32. Nombre d'EPCI qui ont recours à un service remplaçant un achat



Une très grande majorité des EPCI répondants a recours à ces services : 42 sur 55, mais il s'agit majoritairement de location d'imprimantes, services dont les bénéfices environnementaux ne sont pas certains et qui ne peuvent pas être considérés comme de l'économie de la fonctionnalité. Les contrats d'exploitation de chauffage avec garantie de résultats, donc de bénéfices environnementaux, ne concernent que 11 collectivités.

Les services proposés par les entreprises

Les industries et commerces interrogés proposent rarement des services pouvant s'apparenter à de l'économie de la fonctionnalité :

- 9 % proposent un service de location de biens avec entretien/maintenance et garantie de durée de vie.
- 3 % proposent des services avec objectif de résultat (économie d'eau, d'énergie, diminution de déchets).
- 11 % proposent d'autres services en remplacement d'un achat (réparation, vente de matériel d'occasion, ...).

Les autres services cités par les entreprises relèvent soit de la réparation, soit de la location, (location de matériel longue durée), soit de la rénovation et de la seconde main : rechapage des pneus, vente de machines rénovées, ...

Au total, environ 1500 personnes sont employées par les entreprises pour des

services visant à limiter ou remplacer les achats (au sein des entreprises dont l'enquête est représentative). Ce chiffre est fortement influencé par la présence d'une grande entreprise spécialisée dans la réparation et maintenance de wagons de trains.

L'EFC cherche également à faire évoluer le rapport au travail et bouleverse l'organisation interne des entreprises, notamment en favorisant le collectif dans les prises de décision. Le volet social est donc très important. Pour les entreprises, l'EFC s'avère difficile à mettre en place et est encore peu répandue car elle nécessite de transformer leurs modèles économiques.

COMPARAISONS NATIONALES

En 2021, **72 villes** en France possédaient des stations de location de vélo en libre-service.

Au 1er janvier 2021, 11 546 véhicules sont partagés en France dans 700 communes contre 11 618 véhicules un an plus tôt. Les opérateurs ont maintenu leur offre durant la crise sanitaire.²⁸

²⁸ <https://www.ecologie.gouv.fr/lautopartage-en-france>

III.3.4. Eco-conception

L'**écoconception** vise à limiter dès la conception, et pour toutes les étapes de la vie du produit (fabrication, distribution, utilisation, recyclage), l'impact environnemental du produit. C'est un atout pour la stratégie produit d'une entreprise.

L'éco-conception est mise en œuvre par une entreprise ou un organisme public, mais elle implique un grand nombre d'acteurs tout au long de la chaîne de valeur du produit et même au-delà, en incluant les consommateurs ou utilisateurs et jusqu'aux récupérateurs et recycleurs. Sa richesse tient dans l'examen des relations qui existent entre les choix de conception relatifs à un produit et les flux de matière et d'énergie qui en résultent tout au long de son cycle de vie.

Approche préventive des problèmes d'environnement, l'éco-conception est une démarche centrée sur le produit qui peut être appliquée dans tous les secteurs de l'économie. Elle est aujourd'hui mise en œuvre à des degrés divers et avec une grande variété d'outils dans de très nombreux secteurs comme l'électronique, l'automobile, l'aéronautique, les produits d'équipement et la plupart des produits de grande consommation.

Trois indicateurs d'économie circulaire ont été retenus pour caractériser le pilier de l'éco-conception :

- Nombre d'entreprises qui ont mis en place une analyse de cycle de vie pour au moins un de leurs produits,
- Nombre d'entreprises titulaires d'écolabels,
- Nombre d'entreprises fabriquant des biens ou des services éco-conçus

INDICATEUR 11 : POURCENTAGE D'ENTREPRISES QUI ONT MIS EN PLACE UNE ANALYSE DE CYCLE DE VIE POUR AU MOINS UN DE LEURS PRODUITS

PILIER

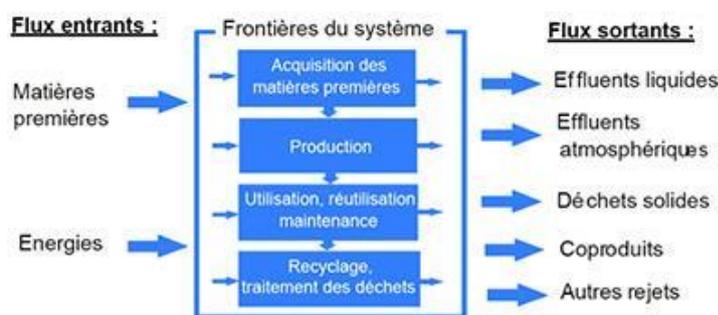
Eco-conception

PILIER : ECO-CONCEPTION

21% des industries >10 salariés ont réalisé une ACV

OBJECTIF

L'analyse du cycle de vie (ACV) recense et quantifie, tout au long de la vie des produits, les flux physiques de matière et d'énergie associés aux activités humaines (matière consommée, pollution produite, etc). Il s'agit d'une approche méthodique qui demande de collecter des informations relatives aux flux, à chaque étape de la vie des produits.



Source : Ademe

Méthodologie

Source d'information

Enquête Web auprès des établissements industriels de RCVL de plus de 10 salariés.

266 établissements répondants représentatifs de 1467 établissements

Résultats pondérés, pondération tenant compte de la taille et du secteur d'activité

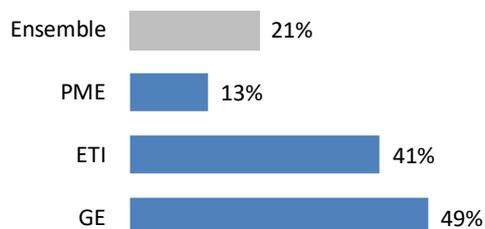
La méthodologie à employer pour réaliser une analyse de cycle de vie doit suivre des normes (normalisation internationale ISO 14040 à 14043) qui spécifient les différentes étapes et les exigences.

Cet indicateur évalue le nombre d'entreprises qui réalisent des analyses de cycle de vie en Centre-Val de Loire.

ANALYSE

21 % des industries ont déjà réalisé une analyse de cycle de vie d'un produit qu'elles fabriquent. L'analyse de cycle de vie est beaucoup moins fréquente chez les PM²⁹E que chez les ETI et les GE.

Figure 33. Pourcentage d'établissement ayant fait une ACV, selon la taille de l'entreprise



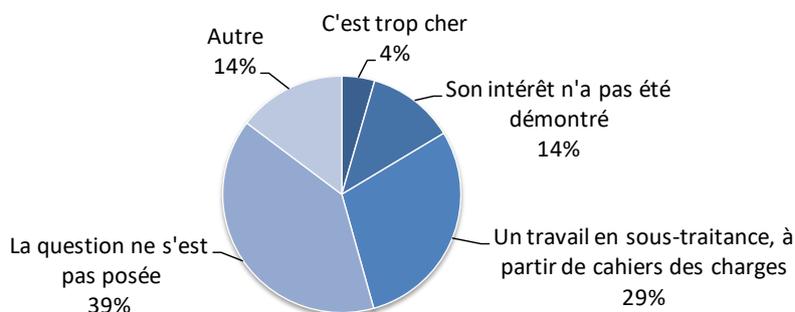
Champ : Industries de plus de 10 salariés

²⁹ PME : petites et moyennes entreprises,
ETI : Entreprises de taille intermédiaire
GE : Grande entreprises

266 répondants

Cependant, 29 % ne peuvent pas réaliser d'ACV car elles travaillent en sous-traitance et 39 % ne se sont pas encore questionnées sur le sujet.

Figure 34. Raisons pour lesquelles les entreprises n'ont pas réalisé d'analyse de cycle de vie



Champ : Industries de plus de 10 salariés qui n'ont pas réalisé d'ACV
168 répondants

Dans « Autre », les entreprises mentionnent :

- Un manque de temps
- Que l'ACV n'est pas prioritaire
- Que la durée de vie des produits n'est pas adaptée à ce genre d'analyse (trop longue ou trop courte)
- Qu'une ACV est à venir prochainement

Les entreprises ayant réalisé une ACV pour leurs produits ont pour la plupart mis en place des mesures concrètes à la suite des résultats (exemples : incorporation de composants recyclables, développement d'une matière biodégradable).

Pour d'autres entreprises, l'ACV a servi à valider le fait que leurs produits sont corrects d'un point de vue écologique, et n'ont pas adopté de changement. Plusieurs trouvent que l'ACV est un outil complexe et rencontrent des difficultés pour collecter les données.

Le taux d'entreprises faisant des ACV se différencie peu selon le secteur d'activité, hormis le secteur de l'imprimerie, où le cycle de vie des produits est très court.

Tableau 17. **Taux de réalisation d'une ACV selon le secteur d'activité**

Secteur d'activité	% d'entreprises ayant fait une ACV	Répondants
Agroalimentaire	26 %	35
Habillement	28 %	29
Imprimerie	0 %	14
Chimie, pharmacie	45 %	11
Produits non métalliques	23 %	55
Produits métalliques	16 %	105
Automobile	24 %	18
Ensemble	21 %	266

COMPARAISONS NATIONALES

Pas de comparaison nationale

INDICATEUR 12 : NOMBRE D'ENTREPRISES TITULAIRES D'ÉCOLABELS

PILIER

Eco-Conception

PILIER : ECO-CONCEPTION

5 entreprises de la région ont un éco-label pour au moins un produit

OBJECTIF

Les produits écolabellisés garantissent des objectifs de faibles impacts sur l'environnement à toutes les étapes de leur vie (fabrication, utilisation, transport et élimination). Ces objectifs sont définis par les chartes des écolabels. Les consommateurs sont guidés dans leur choix par l'affichage des logos des écolabels sur les produits concernés.



Des écolabels
de confiance

Deux écolabels sont délivrés en France : l'écolabel français NF Environnement et l'écolabel européen (EE) reconnu dans les 28 pays de l'Union européenne. Ils sont obtenus sur la base d'une *démarche volontaire*.

Un fabricant peut être titulaire d'un ou plusieurs produits ou services éco-labellisés, concernant une ou plusieurs catégories de produits ou services. *Les services concernés sont les services de tourisme et ne sont pas présentés ici.*

Quatre organismes certificateurs sont habilités à délivrer les écolabels Ecolabel Européen et NF Environnement. Ces organismes sont soumis à des exigences de compétence, d'impartialité, et tous indépendants des fabricants et prestataires de services :

- Le FCBA : Institut Technologique, pour la marque NF Environnement Ameublement ;
- Le LNE : Laboratoire national d'essais et de métrologie, pour la marque NF Environnement sacs poubelles ;
- Le LCIE : Laboratoire central des industries électriques, pour la marque Blocs autonomes d'éclairage de sécurité ;
- AFNOR Certification : pour toutes les autres catégories de produits.

La stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable (SNTEDD) 2015-2020 élabore les moyens mis en œuvre pour répondre aux objectifs de la LTECV. Le développement de la consommation de produits écolabellisés fait partie des moyens mis en œuvre par la SNTEDD, dans le cadre de la promotion de l'écoconception, pour valoriser des produits peu impactant sur l'environnement et favorisant un allongement de la durée de vie des produits.

Le nombre d'entreprises titulaires d'écolabels en Région Centre Val de Loire est un indicateur de l'implication des entreprises de la région dans des démarches d'écoconception et dans leur valorisation au niveau national et européen.

Méthodologie

Source d'information

- Ecolabels européens : <https://www.ecolabels.fr/>
- Commission européenne : <http://ec.europa.eu/ecat/>

Mode de calcul

Repérage des entreprises de la région Centre Val de Loire dans les listes de produits éco-labellisés.

ANALYSE

Il existe aujourd’hui 52 catégories de produits susceptibles d’être écolabellisés. En région Centre Val de Loire, **5 entreprises** ont déposé des écolabels sur certains de leurs produits (source : Afnor, FCBA).

Tableau 18. **Nombre d’entreprises titulaires d’Ecolabel en région Centre Val de Loire**

Famille	Groupe de produits	Nombre d'Entreprises titulaires d'Ecolabels en Région Centre-Val de Loire	Nom entreprise - Ville (département)
Ameublement	Ameublement (NF217)	2	ACIAL - ST AIGNAN (41) CLEN - ST BENOIT LA FORET (37)
Bureautique	Cartouches d'impression laser (NF335)	1	PRINTERREA - CHERISY (28)
Papeterie	Enveloppes et pochettes postales (NF316)	1	PRODUCTA - CHABRIS (36)
Vie domestique	Papier tissu et produits en papier de tissu (NF168)	1	ITC France - PANNES (45)

COMPARAISONS NATIONALES

En septembre 2021, la Commission Européenne³⁰ recensait :

- 23 catégories de produits et services éligibles à l’écolabel européen ;
- 2 059 entreprises titulaires en Europe (dont 327 en France) ;

Les écolabels semblent en progression rapide : en 2015, en ne retenant que des écolabels respectant des critères de circularité, le SDES ne recensait que 119 entreprises françaises titulaire d’un produit écolabellisé, 228 si l’on incluait l’écolabel NF environnement.

Figure 35. Nombre de titulaires français d’un écolabel respectant des critères de circularité



Note : les titulaires recensés ici sont les fabricants de produits écolabellisés, hors hébergements touristiques.

Sources : Afnor (données au 31 décembre de chaque année). Traitement : SOeS, juillet 2016

Le nombre d’entreprises titulaires d’au moins un produit écolabellisé avait progressé de 7 % % entre 2012 et 2015.

30 <https://expertises.ademe.fr/economie-circulaire/consommer-autrement/passer-a-laction/reconnaitre-produit-plus-respectueux-lenvironnement/dossier/lecolabel-europeen-logos-publics/lecolabel-europeen-ecolabel-connu-reconnu-france>

INDICATEUR 13 : % D'ENTREPRISES FABRIQUANT DES BIENS OU DES SERVICES ECO-CONÇUS

PILIER : ECO-CONCEPTION

12 % des industries > 10 salariés ont une démarche d'éco-conception

PILIER

Eco-conception

OBJECTIF

Un produit éco-conçu est fabriqué en ayant pour objectif l'économie et le recyclage des ressources naturelles selon leur capacité de renouvellement. En d'autres termes, une entreprise fabrique des biens éco-conçus si elle amoindrit son impact environnemental en utilisant moins de ressources, en proposant des produits plus durables ou en améliorant leur recyclabilité.

L'éco-conception étant multicritère, chaque entreprise a plusieurs possibilités pour incorporer cette problématique dans la chaîne de fabrication de ses produits, qui pourront alors être qualifiés d'« éco-conçus ».

ANALYSE

Une entreprise est dans une démarche d'éco-conception, si la conception du produit intègre une ou plusieurs mesures répondant aux enjeux environnementaux majeurs concernés par le produit, c'est-à-dire permettant de réduire l'impact environnemental à la fois dans une approche multicritère sans transfert d'impacts, et sur chacune des étapes du cycle de vie les plus impactantes du ou des produits.

D'un produit à l'autre, les étapes majeures du cycle de vie ne sont pas les mêmes, c'est pourquoi il est complexe de trouver une définition satisfaisante d'éco-conception pour un questionnaire généraliste. Cette fiche présente le pourcentage d'industries qui prennent des mesures dans plusieurs étapes du cycle de vie.

Les étapes du cycle de vie sur lesquelles les entreprises ont été interrogées sont les suivantes :

- **Fabrication du produit** : réduction des emballages, utilisation de produits locaux, utilisation de matériaux recyclés.
- **Usage du produit** : allongement de la durée de vie, pièces détachées disponibles au-delà de la période réglementaire de 10 ans.
- **Valorisation du produit usagé** : amélioration de la recyclabilité.

12% des industries de plus de 10 salariés prennent des mesures qui concernent au moins trois étapes du cycle de vie des produits. 25% prennent des mesures qui concernent au moins deux étapes du cycle de vie.

Méthodologie

Source d'information

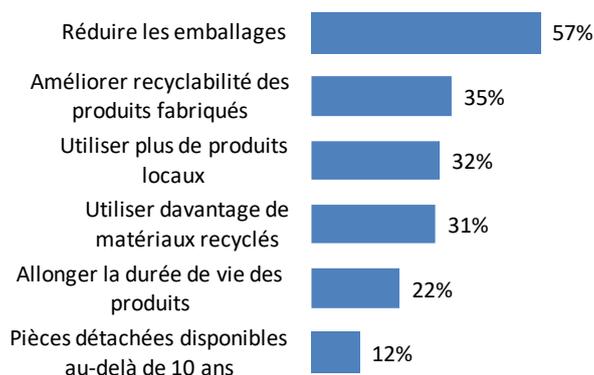
Enquête Web auprès des établissements industriels de la Région Centre Val de Loire de plus de 10 salariés.

295 établissements répondants représentatifs de 1467 établissements.

Résultats pondérés, pondération tenant compte de la taille et du secteur d'activité

Figure 36. Démarches d'éco-conception engagées par les établissements industriels

Plusieurs réponses possibles, % des établissements



Champ : Industries de plus de 10 salariés

Tous les secteurs de l'industrie sont investis dans l'éco-conception. Cependant, certains secteurs sont limités par la nature des produits qu'ils fabriquent. Par exemple, il est compliqué d'allonger la durée de vie des produits pour le secteur de l'imprimerie, ou d'utiliser des produits locaux dans l'industrie métallique. Le tableau ci-dessous détaille le pourcentage d'entreprises engageant des démarches d'éco-conception, pour chaque secteur d'activité.

Tableau 19. **Fréquence des démarches d'éco-conception selon le secteur d'activité et le type de démarche (% d'entreprises)**

Secteur d'activité	Produit éco-conçu	Allonger la durée de vie des produits	Utiliser plus de produits locaux	Utiliser davantage de matériaux recyclés	Améliorer recyclabilité des produits fabriqués	Réduction des emballages	Nombre de réponses
Agroalimentaire	14 %	27 %	38 %	28 %	35 %	72 %	36
Habillement	10 %	16 %	40 %	31 %	44 %	53 %	30
Imprimerie	7 %	7 %	36 %	57 %	57 %	50 %	14
Chimie, pharmacie	8 %	8 %	33 %	58 %	58 %	50 %	12
Produits non métalliques	22 %	29 %	41 %	45 %	55 %	53 %	57
Produits métalliques	9 %	20 %	27 %	23 %	20 %	62 %	110
Automobile	6 %	56 %	15 %	18 %	24 %	33 %	19
Ensemble	12 %	22 %	32 %	31 %	35 %	57 %	278

Champ : Industries de plus de 10 salariés

Les industries automobiles et les industries de produits non métalliques sont les plus impliquées dans les démarches d'éco-conception. Les industries automobiles sont les plus impliquées dans l'allongement des produits. Pour les industries de produits non métalliques, les démarches les plus spécifiques sont l'amélioration de la recyclabilité et l'utilisation de produits locaux et de produits recyclés.

COMPARAISONS NATIONALES

Le « baromètre écoconception 2020 » de l'ADEME estime à 33% la proportion d'entreprises qui intègrent l'écoconception de manière systématique dans le développement de leurs produits. Le champ de l'étude est cependant limité aux entreprises françaises qui ont déjà entendu parler d'écoconception, la proportion suscitée est par conséquent supérieure à la proportion réelle.

III.3.5. Allongement de la durée d'usage

Selon l'ADEME, « *l'allongement de la durée d'usage par le consommateur conduit au recours à la réparation, à la vente d'occasion ou au don, ou à l'achat d'occasion dans le cadre du réemploi ou de la réutilisation.* »

La durée d'usage dépend également de la conception des produits, l'éco-conception visant à faciliter la réparabilité et la démontabilité des produits. Elle dépend également des moyens dont on dispose pour réparer les biens, pièces détachées, prestation de réparation proposée en même temps que la vente du bien.

Un seul indicateur de durée d'usage est présenté ici, car il concerne les acteurs économiques : le pourcentage d'entreprises qui garantissent des pièces détachées disponibles au-delà de 10 ans.

INDICATEUR 23 : % D'ENTREPRISES QUI INTEGRENT UNE PRESTATION DE REPARATION DES BIENS VENDUS DANS LEUR OFFRE (HORS GARANTIE) OU DE PIECES DETACHEES DISPONIBLES AU-DELA DE 10 ANS

PILIER

Allongement de la durée d'usage

PILIER : ALLONGEMENT DE LA DUREE D'USAGE

12% des industries >10 salariés offrent des pièces détachées au-delà de 10 ans

OBJECTIF

Une pièce détachée est une pièce de remplacement d'un produit, que l'on peut se procurer isolément, de manière à ne pas avoir à remplacer l'intégralité du produit. Cet indicateur vise à estimer le pourcentage d'industries de la région qui proposent des pièces détachées au-delà de 10 ans, et donc, potentiellement, allongent la durée d'usage des produits qu'elles fabriquent.

Les prestations de réparations de biens incluses dans l'offre ne sont pas présentées ici.

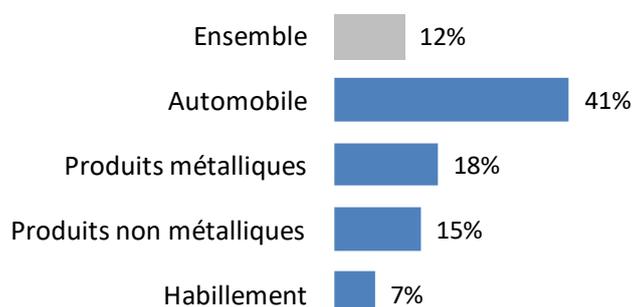
ANALYSE

12 % des industries de plus de 10 salariés proposent des pièces détachées disponibles au-delà de 10 ans.

Le taux de proposition de pièces détachées s'explique dans une large mesure par la nature des produits fabriqués et leur durée d'usage.

Un secteur se démarque fortement des autres, il s'agit de l'industrie automobile qui intègre une prestation de pièces détachées au-delà de 10 ans dans 41 % des cas. Notons que la notion de pièces détachées n'a pas de sens pour certains secteurs (agroalimentaire, imprimerie et pharmacie) car les produits fabriqués sont des consommables avec une durée de vie limitée.

Figure 37. Pourcentage d'entreprises qui proposent des pièces détachées au-delà de 10 ans, par secteur d'activité



Champ : Industries de plus de 10 salariés

Méthodologie

Source d'information

- Enquête Web auprès des entreprises de la Région Centre-Val de Loire. 278 établissements répondants représentatifs de 1467 sites industriels de plus de 10 salariés.

Résultats pondérés.

Pondération tenant compte de la taille et du secteur d'activité.

COMPARAISONS NATIONALES

Pas de comparaison nationale pour cet indicateur.

III.3.6. Indicateurs tous piliers

Quelques indicateurs généraux ne sont pas rattachés à l'un des piliers de l'économie circulaire mais à plusieurs piliers simultanément :

- Nombre d'EPCI ayant mis en œuvre une ou plusieurs démarches d'économie circulaire
- Taux de couverture de la population par un programme d'économie circulaire
- Nombre d'entreprises ayant mis en œuvre une/plusieurs démarches d'économie circulaire.

INDICATEUR 36 : NOMBRE D'EPCI AYANT MIS EN ŒUVRE UNE OU PLUSIEURS DEMARCHES D'ECONOMIE CIRCULAIRE

PILIER

Premier axe : « Offre des acteurs économiques

PILIER : Premier axe : Offre des acteurs économiques

37 EPCI (sur 55) ont mis en œuvre une ou

OBJECTIF

Les EPCI ont un rôle clé dans le développement de l'économie circulaire de par leurs compétences. Les collectivités peuvent agir positivement pour favoriser le déploiement de démarches sur leur territoire.

Pour évaluer le nombre d'EPCI ayant mis en œuvre des démarches d'économie circulaire sur l'axe de l'offre des acteurs économiques, il faut que l'EPCI ait mené au moins une action relevant de l'un des piliers ci-dessous :

Approvisionnement durable

- mise en œuvre une stratégie d'achat responsable (29 EPCI)

Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT)

- mise en place des démarches pour favoriser la coopération inter-entreprises : 14 EPCI

Economie de la fonctionnalité

- développement d'une offre de location de vélos/voiture électrique / trottinettes ou a limité les achats de certains biens en proposant des services au sein de son territoire : 8 EPCI

ANALYSE

Au total, **37 EPCI** ont mis en place au moins une action concrète d'économie circulaire liée au 1^{er} axe.

La majorité des EPCI (33, soit 61 %) ont un poste salarié qui permet de favoriser la mise en place de démarches d'économie circulaire.

- 28 EPCI ont un chargé(e) de mission économique pour les zones d'activités,
- 8 EPCI ont un chargé(e) de mission spécifique d'économie circulaire,
- 3 EPCI ont un économiste de flux.

Ces chargés de missions peuvent avoir plusieurs rôles : l'accompagnement des porteurs de projets, le suivi des zones d'activité, l'animation du territoire et du réseau des entreprises.

Logiquement, le fait d'avoir un chargé de mission dédié à la thématique entraîne la mise en place de démarches d'économie circulaire (dans 5 cas sur 6). C'est également le cas pour les économistes de flux et les chargés de missions économiques.

Méthodologie

Source d'information

Enquête auprès de 114 collectivités : 82 EPCI et PTR ; 32 communes de plus de 10000 habitants

Nombre de répondants : 55 EPCI, 5 PETR, 13 communes de plus de 10000 habitants.

Tableau 20. **Mise en place de démarches d'économie circulaire selon l'existence de chargés de missions dédiés**

	Programme d'économie circulaire	Pas de programme d'économie circulaire
Chargé de mission d'économie circulaire	5	1
Econome de flux	3	0
Chargé de mission économique pour les zones d'activité	11	12
Aucun de ces postes	4	15

A l'inverse, les collectivités qui ne disposent d'aucun poste de cette nature, généralement des collectivités moins importantes, ont plus rarement mis en place des démarches d'économie circulaire.

COMPARAISONS NATIONALES

En 2019, un comité national a été mis en place suite à la collaboration de plusieurs partenaires (ADEME, Ministère de la transition écologique, ...) dans le but d'octroyer une labellisation « engagé en faveur de l'économie circulaire », qui dépend du nombre d'actions réalisées par les collectivités³¹. En juillet 2021, 24 collectivités françaises détenaient cette labellisation (15 millions d'habitants concernés). En 2021/2022, l'ADEME a accompagné six EPCI de la région dans leurs démarches en lien avec ce référentiel d'économie circulaire.

³¹ <https://territoireengagetransitionecologique.ademe.fr/economie-circulaire/labellisation/>

INDICATEUR 37 : % D'ENTREPRISES AYANT MIS EN ŒUVRE UNE/PLUSIEURS DEMARCHES D'ECONOMIE CIRCULAIRE

PILIER

Premier axe : « Offre des acteurs économiques ».

PILIER : Premier axe : Offre des acteurs économiques

19% des industries > 10 salariés et commerces de plus de 5 salariés ont mis en œuvre une démarche d'économie circulaire

OBJECTIF

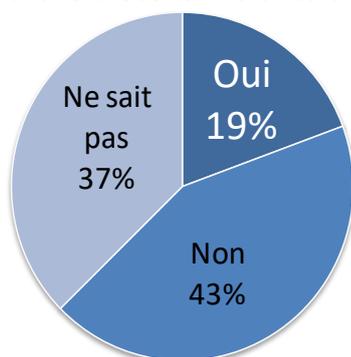
L'économie circulaire recouvre toutes les étapes de la production de biens et services.

L'indicateur proposé s'appuie sur la déclaration de l'entreprise, qui se sent impliquée ou non dans une démarche d'économie circulaire.

ANALYSE

Figure 38. Taux d'engagement des entreprises dans une démarche d'économie circulaire

Votre société est-elle engagée dans une démarche d'économie circulaire ?



412 répondants

Méthodologie

Source d'information

- Enquête Web auprès des entreprises de la Région Centre-Val de Loire. 412 établissements répondants représentatifs de 1467 sites industriels de plus de 10 salariés et 2900 sites commerciaux.

Mode de calcul

Résultats pondérés. Pondération tenant compte de la taille et de l'activité des établissements.

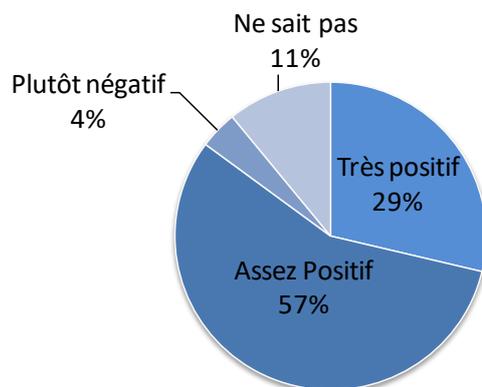
19 % des établissements du champ de l'enquête considèrent être engagés dans une démarche d'économie circulaire.

Les plus engagés sont les établissements industriels (25 % pour les industries, 16 % pour les commerces). Parmi les industries, les secteurs qui se déclarent les plus concernés sont l'habillement et la fabrication de produits non métalliques.

Le bilan de ces démarches est presque toujours positif avec 57% d'opinions « assez positif » et 29% « très positif ». Seules quelques entreprises n'ont pas vu l'intérêt de la démarche.

Figure 39. Bilan des entreprises sur leurs démarches d'économie circulaire

Quel bilan faites-vous de vos démarches d'économie circulaire ?



*Champ : Etablissements dans une démarche d'économie circulaire
124 répondants*

Le bilan qualitatif montre que l'économie circulaire est encore largement associée à la gestion des déchets et au recyclage, moins souvent aux démarches « amont » d'éco-conception.

Une question ouverte donnant la possibilité aux entreprises de parler de leurs démarches d'économie circulaire a permis de faire ressortir plusieurs axes :

- 50 entreprises décrivent des démarches orientées vers la valorisation des déchets, réemploi et recyclage.
- 17 entreprises utilisent des matériaux plus respectueux de l'environnement biosourcés, recyclés, ...) ou ont réduit leur consommation de matériaux.
- 17 mentionnent explicitement des démarches soutenant l'économie locale : fournisseurs locaux, sous-traitance locale, dons à des entreprises/associations locales.
- 12 entreprises travaillent sur la réparabilité/durabilité.
- 10 entreprises ont pris des mesures relatives à l'énergie : réduction de la consommation, changement du type d'énergie, récupération ou valorisation énergétique.
- 4 entreprises mentionnent une démarche RSE.

Quelques rares entreprises sont très impliquées et incluent tous les piliers de l'économie circulaire dans leur stratégie de développement d'entreprise.

COMPARAISONS NATIONALES

Pas de comparaison nationale

INDICATEUR 39 : % D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DE TOUS NIVEAUX BÉNÉFICIAIRES D'UNE LABELLISATION E3D

PILIER

Approvisionnement durable
Écologie industrielle et territoriale
Économie de la fonctionnalité

PILIER : Premier axe : Offre des acteurs économiques

23% des établissements scolaires ont un label

OBJECTIF

La **labellisation « E3D »** (École ou Établissement en Démarche globale de Développement Durable) a été développée par le ministère chargé de l'éducation nationale pour reconnaître et encourager les écoles et les établissements scolaires qui s'engagent dans une démarche globale de développement durable.

Cette démarche participe à l'éducation au développement durable, en faisant de l'établissement un lieu d'apprentissage global du développement durable. C'est une composante importante parmi les différentes modalités de renforcement de l'éducation au développement durable qui sont impulsées au niveau national et académique depuis 2019.



Méthodologie

Source d'information

- Académie Orléans-Tours
- Insee (source : Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse)

Mode de calcul

Nombre d'établissements scolaires labellisés divisé par le nombre total d'établissements scolaires, pour l'académie Orléans Tours.

Sur un même territoire, plusieurs structures scolaires peuvent viser ensemble un label E3D collectif (exemples : une circonscription, un réseau d'écoles et son collège, un réseau collèges et lycées, mais aussi une cité scolaire ou un réseau d'éducation prioritaire). La démarche peut être conçue de manière intégrée entre les différents cycles en impliquant, sur un même territoire, écoles, collèges, lycées, voire enseignement supérieur. Cette intégration inter-cycles permet notamment d'établir des continuités pédagogiques qui soutiennent la progression des élèves tout au long de leur scolarité, tout en révélant les cohérences entre les niveaux et les disciplines et en enrichissant les partenariats.

Ainsi, le label reconnaît les démarches de développement durable qui mobilisent des équipes d'écoles ou d'établissements d'un territoire éducatif et qui facilitent la continuité et la progression pédagogiques. Il met en exergue la progressivité et la cohérence du parcours éducatif et citoyen de l'élève tout au long de sa scolarité. Ce travail en réseau contribue également à une meilleure connaissance et mobilisation des acteurs locaux de l'EDD. Il s'inscrit enfin dans une stratégie de rayonnement et d'attractivité d'un territoire, favorisant de nouvelles synergies avec l'ensemble des collectivités territoriales concernées.

Une mention académique est attribuée à chaque établissement engagé dans l'éducation au développement durable au regard de critères permettant d'identifier quatre paliers :

- mention "sensibilisation"
- mention "E3D-Niveau engagement"
- mention "E3D-Niveau approfondissement"

- mention "E3D-Niveau déploiement Ambassadeur académique EDD".

Il s'agit de conduire une approche transversale à l'échelle de l'établissement tout entier, en établissant une continuité entre les enseignements, les actions et projets pédagogiques, la vie scolaire, la gestion et la maintenance de la structure scolaire (consommation d'eau et d'énergie, collecte des déchets, lutte contre le gaspillage alimentaire...), tout en s'ouvrant sur l'extérieur, notamment sur le territoire et ses acteurs, par le partenariat. Cette démarche permet ainsi de mettre en valeur les projets EDD existants et d'en développer de nouveaux en les appuyant sur une politique d'établissement en la matière, et de développer les partenariats notamment avec les acteurs territoriaux.

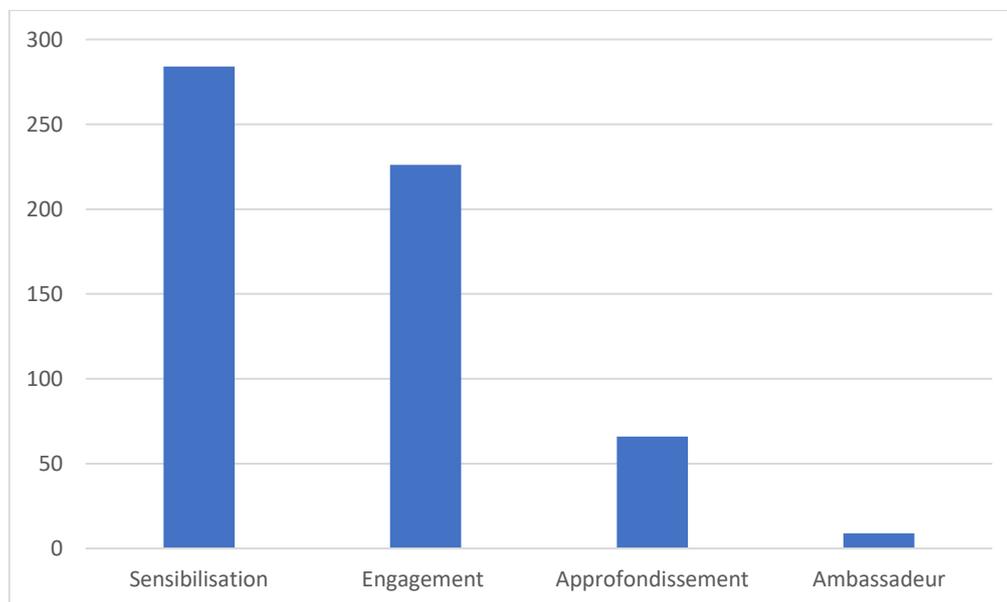
Le nombre d'écoles et d'établissements scolaires engagés dans une démarche globale de développement durable en Région Centre Val de Loire est un indicateur de l'implication des établissements scolaires (toutes les parties prenantes et partenaires : administration, enseignants, personnel, élèves, parents d'élèves, collectivités territoriales) de la région dans une démarche d'apprentissage permettant aux étudiants d'appréhender le monde contemporain dans sa complexité, en prenant en compte les interactions existant entre l'environnement, la société, l'économie et la culture.

ANALYSE

En 2020, 454 établissements primaire et secondaire ont été labellisés et 241 établissements l'ont été au cours de l'année 2021 (le niveau "sensibilisation" n'étant valable qu'un an, un même établissement peut être labellisés deux fois en deux ans).

Au total, ce sont **585 établissements scolaires** qui sont **labellisés E3D en 2021**, représentent 23,3 % des 2 514 établissements scolaires de la région Centre-Val de Loire (source Académie d'Orléans-Tours).

Figure 40. Nombre d'établissements scolaires ayant un label E3D en Centre-Val de Loire (2021) ³²



COMPARAISONS NATIONALES

En janvier 2022, l'INSEE³³ publiait le nombre d'écoles et d'établissements scolaires

³² [Mentions académiques | Académie d'Orléans-Tours \(ac-orleans-tours.fr\)](https://www.ac-orleans-tours.fr/mentions-academiques)

³³ [Série 010754776 Nombre d'écoles et d'établissements scolaires engagés dans une démarche globale de](https://www.insee.fr/fr/statistiques/1010754776)

engagés dans une démarche globale de développement durable (label E3D), dont les données proviennent du recensement effectué par le Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse :

- En 2021, 7 700 établissements étaient engagés dans cette démarche ;
- En 2020, 5 885 établissements étaient engagés dans cette démarche.

On constate une forte progression du nombre d'établissements ayant obtenu le label E3D (+31 %) entre 2020 et 2021. En comparaison, en 2016, 1 760 établissements étaient labellisés, soit une augmentation de 70 % en l'espace de 5 ans.

Ces 7 700 établissements représentent 12,9 % des 59 650 écoles et établissements du 2nd degré (chiffres DEPP). On constate ainsi une forte mobilisation des établissements du Centre-Val de Loire sur les questions de développement durable, avec une proportion d'engagement près de deux fois supérieure à celle de la moyenne des établissements français.

III.4 Synthèse des indicateurs de l'offre des acteurs économiques

III.4.1. Des premiers travaux concluants

Ces premiers travaux de l'observatoire d'économie circulaire ont permis de construire la plupart des indicateurs relatifs à l'offre des acteurs économiques, ainsi que des indicateurs récapitulatifs. L'indicateur relatif à la qualité et à la structure des personnes qui ont suivi des actions de sensibilisation à l'économie de la fonctionnalité en 2021 ne sera disponible qu'après 2022.

Les outils mis en place par la Région, les enquêtes auprès des entreprises et des collectivités locales ont montré l'intérêt des acteurs économiques et particulièrement des industries pour la thématique de l'économie circulaire.

Toutefois, certains indicateurs n'ont été renseignés que de manière assez qualitative, comme les indicateurs de performance de l'EIT. On connaît la nature des bénéfices des actions d'EIT animées par la CCI, il est plus complexe de les chiffrer. Par ailleurs, certains indicateurs sont complexes, mélangeant bénéfices de réduction des déchets, de consommation d'eau et d'économies ; ils mériteraient une simplification.

Un seul indicateur a paru peu pertinent : le nombre d'entreprises ayant un produit éco-labellisé. Il n'est pas évident que cet indicateur soit pertinent au niveau régional, les procédures d'éco-labellisation étant souvent portées par des têtes de groupe situées en région parisienne.

III.4.2. L'économie circulaire en marche en région Centre-Val de Loire

L'économie circulaire est un concept qui semble gagner du terrain en région Centre Val de Loire.

Parmi les acteurs économiques, nombreux réalisent des actions qui participent à une ou plusieurs démarches d'économie circulaire,

- 19 % des entreprises interrogées se disent engagées dans une démarche d'économie circulaire, 38 % des industries intègrent des matériaux recyclés, 11 % déclarent participer à une action d'EIT, 54 % des entreprises enclenchent des politiques de coopération sans toujours savoir que cela rentre dans le cadre de l'EIT.
- Le recyclage des déchets, la réduction des emballages, sont des objectifs largement partagés : 55 % des industries essaient de réduire les emballages, 30 % cherchent à utiliser davantage de produits recyclés.
- Les actions animées par les CCI semblent bénéficier **d'une bonne image** : 30 % des entreprises interrogées voudraient participer à une démarche EIT.
- Plus de la moitié des répondants à l'enquête (236 entreprises) **acceptent d'être recontactés** par la Région à propos de l'économie circulaire.

Les administrations et collectivités locales participent largement à cet engagement :

- 23 % des établissements scolaires sont labellisés E3D, le double de ce qui est observé au niveau national.
- 29 EPCI, soit 53 % des EPCI répondants ont mis en place une stratégie d'achat responsable
- 37 EPCI (67 % des enquêtés) ont mis en place au moins une démarche d'économie circulaire et 42 % de la population couverte par l'enquête (2,2 millions de personnes) est desservie par un programme d'économie circulaire.

Néanmoins, les marges de progression sont encore importantes et des efforts de communication restent à faire :

- 39 % des entreprises ne savent pas si elles sont engagées dans une démarche d'économie circulaire, 33 % ne savent ce qu'est l'EIT
- Les commerces restent beaucoup moins impliqués que les industries : taux de réponse plus faible, plus faible taux d'engagement dans une démarche d'EC,
- Enfin, beaucoup d'entreprises confondent les notions « économie circulaire » et « recyclage » ou « réduction des déchets ». La prise en compte de l'intégralité du processus de fabrication n'est pas encore acquise.

En conséquence, pour les prochaines enquêtes, il paraît souhaitable de préciser ou de resserrer certaines questions, particulièrement concernant :

- Les biens éco-conçus : demander directement si les produits fabriqués ont été éco-conçus.
- Les nouvelles activités liées à l'EIT,
- Les programmes d'économie circulaire mis en place par les EPCI

Tableau 21. **Valeur des indicateurs relatifs à l'offre des acteurs économiques**

Pilier	N°	<u>Intitulé abrégé de l'indicateur</u>	<u>Valeur 2021</u>
Approvisionnement durable	1	Nombre d'EPCI ayant mis en place une stratégie d'achat responsable.	29 EPCI sur 55 répondants
	2	% d'entreprises qui utilisent des matières recyclées	38 % des industries de 10 salariés et plus
	3	Nombre d'entreprises qui utilisent des matières locales (<250 km)	45 % des industries de 10 salariés et plus
Écologie industrielle et territoriale	4	Nb de territoires concernés par une démarche d'EIT	7 territoires concernés par une démarche animée par la CCI, 17 collectivités déclarent avoir participé à une démarche de ce type
	5	Indicateurs d'impact : nombre de coopérations et de synergies, d'emplois générés, de nouvelles activités créées, d'entreprises concernées.	Action animée par les CCI et CMA : 32 synergies finalisées ou en cours, 132 entreprises concernées. Parmi les entreprises, 54 % déclarent mutualiser des ressources ou échanger des déchets/ sous-produits avec des entreprises voisines.
	6	Indicateurs de performance évaluant les bénéfices engendrés par les démarches d'EIT (économie, eau, matériaux, énergie, Gaz à effet de serre)	8 synergies (sur 32) permettent des économies de matériaux, 7 des réductions de coûts, 6 une réduction des déchets, 4 des économies d'énergie et 2 des économies de transport. Parmi les entreprises qui mutualisent/échantent localement, 26 % ont réduit leurs déchets, 10 % économisent des emballages neufs, 9 % économisent l'énergie et 9 % réduisent leurs coûts
Economie de la fonctionnalité	7	Nombre d'actions de sensibilisation à l'EFC effectuées par an.	10 actions
	8	Nombres de personnes concernées par des actions de sensibilisation sur l'EFC.	90 personnes
	9	Qualité et structure des personnes sensibilisées à l'EFC par an.	pas renseigné en 2021
	10	Nombre d'EPCI avec location de vélos/voitures/trottinettes.	8 EPCI
Eco-conception	11	Nombre d'entreprises avec une ACV pour au moins un produit	21 % des industries de plus de 10 salariés
	12	Nombre d'entreprises titulaires d'écolabels	5 entreprises , 6 groupes de produits
	13	Nombre d'entreprises fabricant des biens ou des services éco-conçus	

<u>Pilier</u>	<u>N°</u>	<u>Intitulé abrégé de l'indicateur</u>	<u>Valeur 2021</u>
Allongement durée d' usage	23	% d'entreprises qui garantissent des pièces détachées disponibles au-delà de 10 ans.	12 % des industries de 10 salariés et plus
	36	Nombre d'EPCI ayant mis en œuvre une ou plusieurs démarches d'économie circulaire	37 EPCI ont mis en œuvre au moins une démarche d'économie circulaire (sur 55 répondants)
TOUS	37	% d'entreprises ayant mis en œuvre une/plusieurs démarche d'économie circulaire	19 % des industries et commerces d'équipement sont engagées dans une démarche d'économie circulaire.
	39	% d'établissements scolaires de tous niveaux bénéficiant d'une labellisation E3D	23 % des établissements scolaires labellisés E3D

ANNEXES

1. Annexe A : Glossaire

AAC :	Appel A Candidature
AAP :	Appel à projet
ADEME :	Agence De l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie
AGEC :	Anti-Gaspillage et Economie Circulaire.
AMAP :	Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne
BTP :	Bâtiment et Travaux Publics
CAPEB :	Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment
CCI :	Chambre de Commerce et d'Industrie.
CGDD :	Commissariat Général au Développement Durable.
CMA :	Chambre des Métiers et de l'Artisanat
CODREC :	Contrat d'Objectif pour une Dynamique Régionale Déchets et Economie Circulaire
COMCOM :	Communauté de Communes
CPDFOP :	Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles
CRESS :	Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire
DEA :	Déchets d'Eléments d'Ameublement
DEEE :	Déchets d'équipement électriques et électroniques
DMA :	Déchets ménagers et assimilés
DREAL :	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.
EC :	Économie Circulaire
EFC :	Économie de la Fonctionnalité et de la Coopération.
EIT :	Écologie Industrielle et Territoriale.
EPCI :	Etablissement Public de coopération intercommunale
GAEC :	Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
INEC :	Institut National de l'Économie Circulaire
NAF :	Nomenclature d'Activités Française.
NOTRe :	Loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République
OCDE :	Organisation de coopération et de développement économique
OPTIGEDE :	Optimisation Territoriale de la Gestion Globale des Déchets
PAT CVL :	Projets Alimentaires Territoriaux en région Centre-Val de Loire
PETR	Pôle d'équilibre Territorial et Rural
PME :	Petites et Moyennes Entreprises
PRAEC :	Plan Régional d'Actions en faveur de l'Économie Circulaire.
PRPGD :	Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets
RCVL :	Région Centre-Val de Loire
SCEA :	Société civile d'exploitation agricole
SIDT :	Système d'Information Décisionnel et Territorial
SMICTOM :	Syndicat Mixte Intercommunal de la Collecte et du Traitement des Ordures Ménagères
SRADDET :	Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires
SRDEII :	Schéma Régional de Développement Économique d'innovation et d'internationalisation
TGAP :	Taxe Générale sur les Activités Polluantes
TPE	Très Petite Entreprise

2. Annexe B : Initiatives en lien avec l’approvisionnement durable

Porteur de l'initiative	Intitulé de l'initiative	Département	Commune	Secteur/filière	Date de lancement de l'initiative	Résumé	Statut
A Ma Planète Bio	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Eure-et-Loir (28)	Dreux	Alimentation	2008	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP Amboise	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Amboise	Alimentation	2012	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP Au fil du long	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Bueil-en-Touraine	Alimentation	2015	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP AUX POTES	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Eure-et-Loir (28)	GAS	Alimentation	2009	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP BIO 28	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Eure-et-Loir (28)	Saint-Lubin-des-Joncherets	Alimentation	2012	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	F
AMAP Bio de Nitray	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Athée-sur-Cher	Alimentation	2013	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP Bio des 2 rives	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Civray-de-Touraine	Alimentation	2011	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP Bio en Brenne	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Monnaie	Alimentation	2006	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP CHATEAUNEUF SUR LOIRE	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loiret (45)	Châteauneuf-sur-Loire	Alimentation	2009	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP Consoude	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Spemes	Alimentation	2009	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP de Belêtre	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Dolus-le-Sec	Alimentation	2008	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A

Amap de Bourges	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Cher (18)	Bourges	Alimentation	2011	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP de Fondettes	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Fondettes	Alimentation	2020	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP de la Choisille	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	La Membrolle-sur-Choisille	Alimentation	2013	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP de la Fuye	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Tours	Alimentation	2016	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
Amap de la Grenouillère	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Tours	Alimentation	2019	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP de la plage	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Montrichard Val de Cher	Alimentation	2015	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP de la Salle	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Rivarennnes	Alimentation	2005	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP de la vallée de l'Estriguel	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Ligueil	Alimentation	2011	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	F
Amap de l'Orléanais TERRE EN VIE	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loiret (45)	Orléans	Alimentation	2005	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP de Notre Dame d'Oé	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Notre-Dame-d'Oé	Alimentation	2019	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP DES BOUCHURES	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Cher (18)	Saint-Amand-Montrond	Alimentation	2007	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP des Cinq +	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Cher (18)	Plaimpied-Givaudins	Alimentation	2012	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP des six vallées	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Eure-et-Loir (28)	Nogent-le-Rotrou	Alimentation	2006	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP des Terres d'Yèvre	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Cher (18)	Mehun-sur-Yèvre	Alimentation	2014	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A

AMAP du Bec d'Able	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loiret (45)	Viglain	Alimentation	2017	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP du terrier joli	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre (36)	Argenton-sur-Creuse	Alimentation	2017	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP Echo'Terre	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Seur	Alimentation	2006	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP EN BIOCE	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Eure-et-Loir (28)	Chartres	Alimentation	2009	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP en Joué	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Joué-lès-Tours	Alimentation	2012	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP Jack Be Little	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Chambray-lès-Tours	Alimentation	2011	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP La Belle Terre	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Chouzé-sur-Loire	Alimentation	2008	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	F
AMAP La bruyère	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Vallières-les-grandes	Alimentation	2009	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	F
AMAP La Poterie	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Saint-Quentin-sur-Indrois	Alimentation	2005	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP La Riche en Bio	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	La riche	Alimentation	2009	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP LES PANIERS DU BEUVRON	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Lamotte-Beuvron	Alimentation	2018	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP Loire et canal	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loiret (45)	Châtillon-sur-Loire	Alimentation	2005	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
amap meslandaise	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Mesland	Alimentation	2020	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A

AMAP Noizay	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Noizay	Alimentation	2020	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP POUSSE TOUJOURS	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Chinon	Alimentation	2011	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP Saché de Légumes	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Saché	Alimentation	2019	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP Sandillon	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loiret (45)	Sandillon	Alimentation	2016	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP SOLENBIO	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Romorantin-Lanthenay	Alimentation	2009	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP Terres d'Ardoux	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loiret (45)	Cléry-Saint-André	Alimentation	2016	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP TERRES DE CISSE	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Valencisse	Alimentation	2010	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP Terres de Mer	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Mer	Alimentation	2007	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAPBERRY	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre (36)	Châteauroux	Alimentation	2008	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
Amapetite cagette	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Eure-et-Loir (28)	Le Coudray	Alimentation	2009	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
Amapetitebeauce	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Beauce la Romaine	Alimentation	2017	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAPP de Nibelle	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loiret (45)	Nibelle	Alimentation	2008	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	F
AMAPP des Quatre Saisons	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loiret (45)	Melleroy	Alimentation	2008	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A

AMAPP du Gâtinais	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loiret (45)	Cortrat	Alimentation	2004	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAPP du LOING	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loiret (45)	Cepoy	Alimentation	2010	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAPP du Pays de Lorris	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loiret (45)	Lorris	Alimentation	2009	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
AMAP'TITE TERRE	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Eure-et-Loir (28)	Lèves	Alimentation	2008	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
Apacrete	Association de sensibilisation proposant un jardin partagé biologique et expérimental de 400 m ²	Loiret (45)	Ingré	Alimentation	2018	Depuis 2018, l'association L'Apacrete propose un jardin partagé biologique et expérimental de 400m2 dont s'occupe une quinzaine d'adhérents aux portes d'Orléans. En plus de tester de nombreuses pratiques agroécologiques, plusieurs ateliers sont organisés tout au long de l'année afin de favoriser l'échange et le lien social tout en continuant à sensibiliser de nouvelles personnes aux enjeux de l'alimentation et de l'environnement	A
Ballan-Bio-Solidaire	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Ballan-Miré	Alimentation	2011	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
Bio en Centre Val de Loire	Recensement des fermes bio sur une carte interactive	Loiret (45)	Orléans	Alimentation	2007	https://bio-centre.org/index.php/consommer-bio/trouver-des-produits-bio	A
cagette et fourchette	Association de mise en relation des producteurs locaux avec les restauration collectives	Indre (36)	Rosnay	Alimentation	2017	Créée en 2017, association dont l'objet est de fédérer et développer localement un réseau de producteurs, de représentants des territoires et de professionnels de la Restauration Hors Domicile (RHD) pour l'approvisionnement des sites de restauration. Aujourd'hui, l'association a mis en relation un total de 45 sites de restauration collective avec 38 producteurs locaux (rayon de 80 km maximum autour du Blanc et de Châteauroux)	A
CMA CVL	Guide des éco matériaux: répertorie les ressources locales de la région centre	Cher (18)		BTP	2014	Sensibilisation et promotion des éco matériaux en partenariat avec Envirobat Centre	A
CMA CVL	Guide des éco matériaux: répertorie les ressources locales de la région centre	Eure-et-Loir (28)		BTP	2014	Sensibilisation et promotion des éco matériaux en partenariat avec Envirobat Centre	A
CMA CVL	Guide des éco matériaux: répertorie les ressources locales de la région centre	Indre (36)		BTP	2014	Sensibilisation et promotion des éco matériaux en partenariat avec Envirobat Centre	A
CMA CVL	Guide des éco matériaux: répertorie les ressources locales de la région centre	Indre-et-Loire (37)		BTP	2014	Sensibilisation et promotion des éco matériaux en partenariat avec Envirobat Centre	A
CMA CVL	Guide des éco matériaux: répertorie les ressources locales de la région centre	Loir-et-Cher (41)		BTP	2014	Sensibilisation et promotion des éco matériaux en partenariat avec Envirobat Centre	A
CMA CVL	Guide des éco matériaux: répertorie les ressources locales de la région centre	Loiret (45)		BTP	2014	Sensibilisation et promotion des éco matériaux en partenariat avec Envirobat Centre	A

Conseil Régional du Centre Val de Loire	Carte collaborative InPACT Centre - producteurs locaux	Loir-et-Cher (41)	Blois	Alimentation	2018	https://www.inpact-centre.fr/actualites/505-consommer-local-en-temps-de-coronavirus	A
Département du Loiret et Chambre d'agriculture du Loiret	Elaboration du Projet alimentaire territorial PAT Mangeons Loiret	Loiret (45)	Orléans	Alimentation	2020	En 2020, afin d'améliorer et relocaliser l'alimentation des Loirétains et mobiliser l'ensemble des acteurs professionnels pour valoriser les produits locaux, de qualité et de saison, le Département du Loiret et la Chambre d'agriculture du Loiret pilotent, depuis fin 2018, l'élaboration d'un Projet alimentaire territorial (PAT) appelé Mangeons Loiret.	A
Ferme du chène rouge	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	La Celle-Guenand	Alimentation	2020	Vente de paniers à la ferme	A
Festival des Alternatives Alimentaires (FAA)	Association de sensibilisation pour une alimentation de qualité, saine, accessible à tous, et produite à proximité du consommateur	Loiret (45)	Orléans	Alimentation	2015	Association rassemblant une 30aine d'associations et organismes dont le but est de promouvoir une alimentation saine, de qualité, abordable pour tous et ne nuisant ni à l'environnement ni à ceux qui vivent de l'agriculture. Organise chaque année depuis 2015 le festival d'alternatives alimentaires (FAA).	A
France 3 Centre	Carte collaborative France 3 Centre - producteurs locaux	Loiret (45)	Orléans	Alimentation	2020	Après la décision de fermeture des marchés en pleine épidémie de coronavirus, les ventes directes à la ferme explosent. France 3 Centre-Val de Loire se mobilise pour vous aider à trouver ces points de vente par la création d'une carte collaborative : https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/carte-collaborative-marches-fermes-ruée-vente-directe-retrouvez-producteurs-locaux-pres-vous-1806122.html %C2 %A9 %20du %20Centre	A
GAC Vendôme	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Saint-Ouen	Alimentation	2009	Il s'agit d'une association qui met en relation des producteurs bio et des consommateurs	A
Inpact Centre	Inpact Centre - Développer l'agriculture durable citoyenne et territoriale en région Centre	Loir-et-Cher (41)	Blois	Agriculture	2005	InPACT Centre coordonne un réseau régional d'associations dont l'objectif est de développer et promouvoir un développement agricole et rural durable. Le réseau s'inscrit dans une démarche d'amélioration globale et continue, dans l'objectif de : - permettre aux agriculteurs de vivre décemment de leur métier et d'être acteurs de leur développement - préserver l'environnement et la santé - se baser sur des principes d'équité sociale et de solidarité planétaire	A
Jardin Solibio - Jardin de cocagne du Pays de Beauce	Exploitation maraîchère biologique à vocation d'insertion sociale et professionnelle	Eure-et-Loir (28)	Les Villages Vovéens	Agriculture	2010	Réponse sondage Agora: Jardin Solibio - Jardin de cocagne du Pays de Beauce : exploitation maraîchère biologique à vocation d'insertion sociale et professionnelle - Voves (02 37 99 51 61) : vente et distribution de paniers de fruits et légumes	A
LA CLE DU SOL	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Romorantin-Lanthenay	Alimentation	2010	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
La ruche qui dit oui - Bourges	Achats groupés aux producteurs locaux	Cher (18)	Bourges	Alimentation	2013	Transmission des Berryvores à la Ruche qui dit oui (association, Bourges) - approvisionnement local	A
Le Panier du Lys	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Artannes-sur-Indre	Alimentation	2011	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
Les Berryvores	Achats groupés aux producteurs locaux	Cher (18)	Bourges	Alimentation	2014	Réponse sondage Agora: - Les Berryvores (association, Bourges) - approvisionnement local Mathilde Dumont	F
Les Jardins du Temps	Approvisionnement local	Cher (18)	Bourges	Alimentation	2016	Réponse sondage Agora: - Les Jardins du Temps (association, Bourges) - approvisionnement local Sébastien Brocq et Vanessa Joyeux vanessa-joyeux@hotmail.fr	F

LES PANIERS D'ALIGRE	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Eure-et-Loir (28)	Champrond-en-Gâtine	Alimentation	2011	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
Les Paniers de la Manse	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Indre-et-Loire (37)	Saint-Épain	Alimentation	2015	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
Les Paniers Nature du Val de Cher	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Châtillon-sur-Cher	Alimentation	2008	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
Les Paniers Vinoliens	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Vineuil	Alimentation	2011	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
MAINTENON L'AMAP	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Eure-et-Loir (28)	Maintenon	Alimentation	2011	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
MAMAP	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Montoire-sur-le-Loir	Alimentation	2009	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur. Post Covid : tourné plus à la vente à la ferme	A
MDPLAST INDUSTRIE	MDPLAST INDUSTRIE: Lauréat de l'APP Orplast (Objectif Recyclage PLASTiques).	Eure-et-Loir (28)	Favières	Industrie chimique	2016	MDPLAST est une entreprise de moins de 10 salariés spécialisée dans la fabrication de pièces techniques à base de matières plastique	A
Mont Demain	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loir-et-Cher (41)	Mont-près-Chambord	Alimentation	2019	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
Nova-Bat	Projet de création du tiers lieu Le Pas-Sage	Indre-et-Loire (37)	Saint Pierre des Corps	BTP	2019	Tiers lieu autour de l'éco-rénovation, du numérique, de la culture et de l'insertion. Coopération intégrant notamment Nova Bat (COOPERATIVE DU BÂTIMENT EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE): https://www.facebook.com/tierslieupassage/	A
Oh Terroir	Oh Terroir, Restaurant à Orléans: approvisionnement local, réduction des déchets (vaisselle, plat à emporter...)	Loiret (45)	Orléans	Alimentation	1989	Réponse sondage Agora: - Oh Terroir (restaurant, Orléans) approvisionnement local, réduction des déchets (vaisselle, plat à emporter...) 02 38 75 71 26	A
Plateforme "Un Bio canon à la maison"	Groupement des viticulteurs bio ligériens (notamment Indre-et-Loire, Loir-et-Cher et Cher - 42 adhérents sur ces territoires)	Région	Région	Alimentation	2011	« Un Bio canon à la maison » est une initiative de Loire Vin Bio, Association Interprofessionnelle des Vins Bio du Val de Loire.	A
Région Centre Val de Loire	Plateforme produits-frais-locaux-centre-valdeloire.fr	Loiret (45)	Orléans	Alimentation	2020	Mise en place en période du Covid-19, cette plateforme permet la mise en relation des producteurs, artisans locaux et consommateurs de la région : https://www.produits-frais-locaux-centre-valdeloire.fr/	A
Spurgin Léonhart	Intégration de granulats recyclés dans leurs produits en béton	Eure-et-Loir (28)	Mignièrès	BTP	2020	Après des essais et une réalisation concluante de leur produit en substituant une partie de leur granulats naturels par des granulats issus des déblais de chantiers proche de Chartres, un partenariat a été créé avec la plateforme de recyclage Granudem afin de pouvoir se fournir en granulats recyclés pour une grande partie de leurs produits en béton.	A

Terres de Loire	Initiatives de circuits de proximité alimentaire (AMAP, groupement de producteurs, panier collectif)	Loiret (45)	Beaugency	Alimentation	2008	Les AMAP - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne - sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, et locale en créant un lien direct entre le paysan et le consommateur.	A
------------------------	--	-------------	-----------	--------------	------	---	---

3. Annexe C : Initiatives en lien avec l'éco-conception

Porteur de l'initiative	Intitulé de l'initiative	Département	Commune	Secteur/filière	Date de lancement de l'initiative	Résumé	Statut
Approche Paille	Association pour la promotion et la construction d'habitations écologiques en paille	Loiret (45)	Orléans	BTP	2005	Construction Bois / Paille selon la technique du GREB membre du Réseau Français de la Construction Paille	A
Arbocentre	Promouvoir et développer la construction bois et le chauffage bois en région centre Val de Loire	Loiret (45)	Ardon	Bois/papier/carton	1996	Développement de la filière forêt-bois dans ses aspects économiques, sociaux et environnementaux Bois énergie, bois construction, renforcement des compétences, valorisation de la ressource locale, amélioration de la compétitivité	A
Atelier de mécanique du Plessis	Des matériaux composites à renforts de fibres naturelles	Eure-et-Loir (28)	Saint-Rémy-sur-Avre	Mobilité	1978	L'entreprise identifie, développe et valide de nouvelles solutions de matériaux afin de rendre ses caisses de transport plus légères tout en maîtrisant l'impact sur leur empreinte environnementale.	A
Ateliers la Colline	Embarcations éco-responsables Lauréat Trophées de l'innovation des entreprises de la filière forêt-bois - Catégorie Produits, procédés, design	Loiret (45)	Fay-aux-Loges	Bois/papier/carton	2017	Construction de bateaux en contreplaqué stratifié au lin et aux résines bio sourcées et en bois local d'acacias	F
Axess Vision technology	Matériel médical (endoscope) : Opération collective éco-conception 2014/2015 CCI	Indre-et-Loire (37)	Saint-Pierre-des-Corps	Autres	2014	Entreprises participant à l'opération collective CCI 36 : Identifier les aspects environnementaux significatifs Editer les profils environnementaux produits Implication des équipes (transversalité) pour valider des choix d'amélioration technique Valorisation des résultats pour une meilleure réponse aux appels d'offres du secteur médical Formation des forces de vente	F
CC Vouvrillon	Installation de mobilier urbain à base de "Poly'Al », matériau imputrescible et écologique fabriqué à partir du recyclage des briques alimentaires	Indre-et-Loire (37)		Service public	2016	Installation 40 poubelles spécifiques pour la collecte des capsules et bouchons. La particularité de ce produit est le matériau utilisé « Le Poly'Al », matériau imputrescible et écologique fabriqué à partir du recyclage des briques alimentaires. + installation de poubelles, table de pique-nique et bancs dans les communes. + Installation 2 meubles de tri (piscine et gymnase)	F
CCI Centre-Val de Loire et Arbocentre	CCI Centre-Val de Loire et Arbocentre - Programme régional éco-conception	Loiret (45)	Orléans	Tous secteurs	2015	Création d'une plateforme régionale d'accompagnement des entreprises à l'éco-conception de produits et de services - promouvoir l'utilisation du bois.	A
Chêne Décors	Lauréat Trophées de l'innovation des entreprises de la filière forêt-bois - Catégorie Produits, procédés, design	Eure-et-Loir (28)	Saint-Rémy-sur-Avre	Bois/papier/carton	2017	L'entreprise a mis en place un nouvel axe de développement porté par le design et incluant une démarche d'éco-conception	A
Chryso	Développe des solutions éco-conçues pour le béton	Loiret (45)	Sermaises	BTP	2013	Développe des solutions innovantes et éco-responsables comme la valorisation du laitier de haut-fourneau dans le ciment (co-produit), utilisation des granulats locaux, etc.	A
CMA CVL	Accompagnement des entreprises sur l'écoconception par le biais de diagnostics	Cher (18)		Tous secteurs	2014	Diagnostics Ecoconception réalisé en entreprises dans le cadre de la convention avec l'ADEME : opportunité, mise en place d'un plan d'action... 14 entreprises accompagnés en 2021	A

CMA CVL	Accompagnement des entreprises sur l'écoconception par le biais de diagnostics	Eure-et-Loir (28)		Tous secteurs	2014	Diagnostics Ecoconception réalisé en entreprises dans le cadre de la convention avec l'ADEME : opportunité, mise en place d'un plan d'action... 14 entreprises accompagnés en 2021	A
CMA CVL	Accompagnement des entreprises sur l'écoconception par le biais de diagnostics	Indre (36)		Tous secteurs	2014	Diagnostics Ecoconception réalisé en entreprises dans le cadre de la convention avec l'ADEME : opportunité, mise en place d'un plan d'action... 14 entreprises accompagnés en 2021	A
CMA CVL	Accompagnement des entreprises sur l'écoconception par le biais de diagnostics	Indre-et-Loire (37)		Tous secteurs	2014	Diagnostics Ecoconception réalisé en entreprises dans le cadre de la convention avec l'ADEME : opportunité, mise en place d'un plan d'action... 14 entreprises accompagnés en 2021	A
CMA CVL	Accompagnement des entreprises sur l'écoconception par le biais de diagnostics	Loir-et-Cher (41)		Tous secteurs	2014	Diagnostics Ecoconception réalisé en entreprises dans le cadre de la convention avec l'ADEME : opportunité, mise en place d'un plan d'action... 14 entreprises accompagnés en 2021	A
CMA CVL	Accompagnement des entreprises sur l'écoconception par le biais de diagnostics	Loiret (45)		Tous secteurs	2014	Diagnostics Ecoconception réalisé en entreprises dans le cadre de la convention avec l'ADEME : opportunité, mise en place d'un plan d'action... 14 entreprises accompagnés en 2021	A
Communauté de Communes des Collines du Perche	Construction d'une crèche privilégiant l'efficacité énergétique et l'utilisation de matériaux peu énergivores locaux	Loir-et-Cher (41)	Cormenon	BTP	2015	Construction d'une crèche privilégiant l'efficacité énergétique et l'utilisation de matériaux peu énergivores locaux Opération labellisé Passiv'Haus Lauréat Palmarès des bâtiments biosourcés 2015 / Catégorie Petite Enfance	A
Communauté de Communes Gâtines Choisilles - Pays de Racan	Construction d'une micro-crèche garantissant l'optimisation des coûts énergétiques	Indre-et-Loire (37)	Pernay	BTP	2018	Construction d'une micro-crèche garantissant l'optimisation des coûts énergétiques : bâtiment performant, économe, vertueux. Livraison mi-2018	A
Commune de Boulleret	Construction d'une école en matériaux biosourcés	Cher (18)	Boulleret	BTP	2019	Construction d'une école en matériaux biosourcés et avec une consommation 30 % inférieure à la réglementation applicable (RT 2012) Lauréat Palmarès régional des bâtiments biosourcés 2019 / catégorie "prix du public"	A
Commune de Bourgueil	Construction d'une extension de 3 classes de l'école primaire Albert ruelle dans un souci de recours aux matériaux biosourcés et géosourcés, à l'économie de matériaux et d'énergies	Indre-et-Loire (37)	Bourgueil	BTP	2018	Construction d'une extension de 3 classes de l'école primaire Albert ruelle dans un souci de recours aux matériaux biosourcés et géosourcés, à l'économie de matériaux et d'énergies La performance thermique du bâtiment atteint les objectifs du label Passivhaus BaSE (25 kWh/m ² .an) Des faux-plafond acoustiques en bois ont été posés et les peintures sont labellisées "Anqe Bleu" afin de contribuer à la qualité de l'air optimale	A
Commune de Bueil-en-Touraine	Construction de l'écoquartier "Le Cormier"	Indre-et-Loire (37)	Bueil-en-Touraine	BTP	2017	Construction d'un écoquartier selon une approche low tech : orientation bioclimatique et mise en place d'équipements peu coûteux à l'utilisation et à l'entretien. La performance a été recherché sans aller jusqu'à l'ultra performance du passif La paille a été choisie pour une dimension écologique car non transformé. A contrario elle a nécessité plus de bois de structure pour sa mise en oeuvre. Utilisation d'un bardage châtaigniers bois brut, aménagement paysager des jardins, allées calcaire compacté, clôtures châtaignier avec planches de hauteur aléatoires	A
Commune de Courtenay	Construction d'une Médiathèque Haute Qualité Environnementale option label "bâtiment bio-sourcé"	Loiret (45)	Courtenay	BTP	2019	Construction d'une Médiathèque Haute Qualité Environnementale option label "bâtiment bio-sourcé" Cette construction a fait l'objet d'une démarche HQE option label « bâtiment bio-sourcé» sans certification avec le niveau Très Performant visé pour la cible 4 sur la gestion d'énergie. Pour répondre à cet objectif la démarche de conception passive a été mise en oeuvre afin de réduire au maximum le besoin de chauffage du bâtiment	A

						Lauréat Palmarès régional des bâtiments biosourcés 2019 / catégorie "tertiaire et Ets publics neuf"	
Commune de Dordives	Construction d'un restaurant scolaire en matériaux biosourcés	Loiret (45)	Dordives	BTP	2018	Usage principal du bois (ossature, charpente, isolation des murs, bardage) Lauréat Biosourcé	A
Commune de Pezou	Construction de la Paillère, un équipement culturel et sportif en structure métallique et isolation paille	Loir-et-Cher (41)	Pezou	BTP	2019	Construction de la Paillère, un équipement culturel et sportif Utilisation de matériaux biosourcés afin de générer des économies en terme d'énergie grise. Livraison juin 2019	A
Concept Urbain	Mobilier urbain : Opération collective éco-conception 2014/2015 CCI	Indre-et-Loire (37)	Parçay-Meslay	Service public	2014	Entreprises participant à l'opération collective CCI 36 : Identifier les aspects environnementaux significatifs Editer les profils environnementaux produits Implication des équipes (transversalité) pour valider des choix d'amélioration technique Valorisation des résultats pour une meilleure réponse aux appels d'offres du secteur médical Formation des forces de vente	F
Conseil Régional du Centre Val de Loire	Construction de logements de fonctions à la Cité Scolaire Vinci-Chaptal, exemplaire notamment du point de vue environnemental	Indre-et-Loire (37)	Amboise	BTP	2016	Construction de logements de fonctions à la Cité Scolaire Vinci-Chaptal, exemplaire notamment du point de vue environnemental Niveau de performance énergétique : RT 2012 moins 20 % minimum. Maîtrise de l'énergie grise : bilan carbone exemplaire	A
Disco-Lab	gamme DISCOVER@: nettoyeurs à base végétale	Indre (36)	Châteauroux	Industrie chimique	2019	DISCO-LAB distribue des produits chimiques industriels de nettoyage et de maintenance à destination de professionnels. Orientée vers l'avenir, Disco-lab met au point la gamme DISCOVER@, diversifiant ainsi l'offre naturelle grâce à une gamme complète de dégraissants, décapants et détergents écologiques, élaborés sur des bases végétales.	A
DREAL Centre-Val de Loire	Construction d'un bâtiment de bureaux en bail à construction pour la DREAL Centre-Val de Loire en matériaux biosourcés	Loiret (45)	Orléans	BTP	2016	Construction d'un bâtiment de bureaux en bail à construction pour la DREAL Centre-Val de Loire Outre la performance thermique de l'ouvrage, le principal objectif fixé par la DREAL Centre-Val de Loire concerne la mise en œuvre de matériaux biosourcés	A
Easy Sleep Easy	Coussin de transport conçus à partir de matériaux recyclés	Cher (18)	Sancerre	Textile	2019	Mini-Entreprise@ L de collégiens de l'établissement Francine Leca. Se sont lancés dans ce projet entrepreneurial durant l'année scolaire 2019-2020. L'entreprise Easy Sleep Easy conçoit ces coussins pour vous permettre de dormir plus facilement en voiture. L'intégralité des constituants des produits et des packagings sont conçus sur place à partir de matériaux recyclés.	A
Eclairage Roger Pradier	Eclairage Roger Pradier : Opération collective éco-conception 2014/2015 CCI	Indre (36)	Saint-Maur	Service public	2014	Entreprise bénéficiaire de l'opération collective CCI36 Objectif : - Développer un éco-calculateur : Il permettra à l'entreprise d'intégrer pleinement l'éco-conception dans son fonctionnement interne et de générer des PEP utilisables par les commerciaux et pour un argumentaire dans la relation avec leurs fournisseurs mettre en valeur la démarche à travers des profils environnementaux - Déployer la démarche avec les partenaires de l'entreprise Eclairage Roger Pradier	F
Eco'N'Home Collective	Construction d'un bâtiment (Eco'N'Home) pour le regroupement de 6 familles en syndicat de copropriété afin de faire construire un projet porté par les notions d'habitat performant, écologique, mutuel et partagé	Indre-et-Loire (37)	Tours	BTP	2012	Construction d'un bâtiment (Eco'N'Home) pour le regroupement de 6 familles en syndicat de copropriété afin de faire construire un projet porté par les notions d'habitat performant, écologique, mutuel et partagé. Utilisation de matériaux biosourcés Murs : ossature bois avec caissons pré-fabriqués & isolation paille, doublage acoustique en laine de bois, peinture écologique et enduit terre Plancher haut : toiture terrasse ou charpente traditionnelle avec isolation laine de	A

						bois Cloisons intérieures : placo & laine de bois – Panneaux solaires thermiques – Maisons passives (<15kwh/an/m ²) équipées d'appoint électrique – ECS solaire ou thermodynamique – Bac de récupération d'eau de pluie	
Envirobat Centre	Réseau des ambassadeurs des matériaux biosourcés	Loiret (45)	Orléans	BTP	2009	Relai pour connaître ou contribuer aux actions nationales en faveur du développement des biosourcés. Formations, fiches pratiques et foire aux questions. Permet de mobiliser des référents ou experts par domaine dont les compétences sont clairement identifiées pour un matériau biosourcé, une solution particulière de construction ou une approche particulière.	A
Envirobat centre	Palmarès des Bâtiments biosourcés 2017	Loiret (45)	Orléans	BTP	2017	Ce Palmarès primera les réalisations, en région Centre-Val de Loire, qui témoignent d'une utilisation intelligente, innovante et significative des matériaux biosourcés	A
FARE S.A	FARE S.A: Opération collective éco-conception 2014/2015 CCI	Loiret (45)	Pithiviers	Equipements électriques et électroniques	2014	Objectifs : Identifier les aspects environnementaux significatifs Démarche ACV comparative des produits de l'entreprise Editer les profils environnementaux de 4 produits choisis dans la gamme Implication des équipes (transversalité) pour valider des choix d'amélioration technique	A
Foncière CHENELET	Construction d'une résidence sénior (Résidence Myosotis) en économie circulaire	Indre-et-Loire (37)	Nazelles-Négron	BTP	2019	Construction d'une résidence sénior (Résidence Myosotis), composée de trois bâtiments construits en ossature bois remplissage paille préfabriqué. Lauréat Biosourcé	A
GREPA SA	GREPA : Lauréat de l'APP Orplast	Eure-et-Loir (28)	Brou	Industrie chimique	2017	Les projets soutenus portent principalement sur l'utilisation de matières plastiques recyclées (MRP) en complément ou substitution de plastique vierge et la pérennisation d'intégration de MRP par les entreprises. 68 lauréats en tout sur le territoire français seront financés pour un montant total de 15 millions d'euros. A priori GREPA est une PME spécialisée dans la fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matière plastique	A
IPI	IPI : Opération collective éco-conception 2014/2015 CCI	Loiret (45)	Chilleurs-aux-Bois	Industrie chimique	2014	Entreprise bénéficiaire de l'opération collective CCI36 : Mise à jour de leur éco-calculateur Développer l'argumentaire pour mieux répondre aux critères d'exigences des appels d'offre intégrant l'éco-conception dans leurs démarches	F
Laboratoire NaO	Laboratoire NaO - cosmétique capillaires: Opération collective éco-conception 2014/2015	Loiret (45)	Saint-Jean-de-Braye	Industrie chimique	2014	Entreprises ayant participé à l'opération collective Ecoconception CCI36 Objectifs : Identifier les aspects environnementaux significatifs, Impliquer les collaborateurs et les partenaires (transversalité) pour valider des choix d'amélioration technique (design, packaging, etc.) , Valorisation des résultats pour une meilleure communication et la recherche de gain en image	F
Les Palissons	Promouvoir les techniques d'écoconstruction et l'utilisation de matériaux biosourcés	Loir-et-Cher (41)	Baillou	BTP	2007	Restauration écologique du Patrimoine rural / bâti ancien Écoconstruction	F
L'européenne d'embouteillage	éco-conception d'une nouvelle bouteille	Loiret (45)	Donnery	Industrie chimique	2012	Conçue dans une logique de réduction des impacts environnementaux, mais aussi de coûts, ces bouteilles sont fabriquées à partir de granulés de PET avec une nouvelle technique de soufflage, qui permet de diminuer le poids de la bouteille de quinze grammes pour une bouteille de deux litres.	F
LR2A	MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE LIMITATION DES RISQUES ET DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL	Loir-et-Cher (41)	Contres	Alimentation	2008	Depuis 2008, la mise en place d'installations et de mesures compensatoires offrent une réponse durable dans les domaines de traitement de l'eau, de l'air et des déchets.	A
Lycée du futur - Hanches	Bâtiment démonstrateur, sobre et évolutif	Eure-et-Loir (28)	Hanches	BTP	2020	Ecoconception du bâtiment (bois, murs en pisé provenant des terres sur place, béton bas carbone, toits végétalisés, label E+C niveau E3 C2, et pour l'internat le niveau E4 C2. Le dépôt du permis de construire est prévu début 2021	A

MAIRIE DE SAINT PRYVÉ SAINT MESMIN	Construction d'une bâtiment accueillant une salle de danse municipale intégralement en bois	Loiret (45)	Saint-Pryvé-Saint-Mesmin	BTP	2016	Construction d'une bâtiment accueillant une salle de danse municipale intégralement en bois Structure : ossature plateforme et une structure lamellé collé / Isolation: laine de Bois / Revêtement extérieur : bardage Bois en Mélèze Aménagement intérieur : plancher Bois en bouleau	A
Noctea	Noctea : Opération collective éco-conception 2014/2015 CCI	Indre (36)	Châteauroux	Textile	2014	Entreprises participant à l'opération collective CCI 36. Objectifs : - Développer un éco-calculateur : Il permettra à l'entreprise d'intégrer pleinement l'éco-conception dans son fonctionnement interne et de générer des PEP utilisables par les commerciaux et pour un argumentaire dans la relation avec leurs fournisseurs mettre en valeur la démarche à travers des profils environnementaux - Consolider la communication avec le consommateur final	F
Nogent Perche Habitat	Construction de 13 logements bois et paille	Eure-et-Loir (28)	Nogent-le-Rotrou	BTP	2019	Construction de 13 logements bois et paille La réalisation de ces logements fait suite à la destruction d'une barre d'immeubles de 65 logements démolie en 2014 et participe à la réhabilitation de tout un quartier (construction du Pôle enfance jeunesse, réhabilitation du centre commercial des Gauchetières, etc.). Livraison janvier 2019	A
Novo-Nordisk	Mise en place d'un procédé de ré-osmose permet de récupérer et retraiter les eaux de process afin de les réinjecter dans le réseau d'eau de ville	Eure-et-Loir (28)	Chartres	Industrie chimique	2010	En 2010, la mise en place d'un procédé de ré-osmose permet de récupérer et retraiter les eaux de process afin de les réinjecter dans le réseau d'eau de ville. 5 000 m3 d'eau sont ainsi économisés tous les ans.	F
OBM Construction	Lauréat Trophées de l'innovation des entreprises de la filière forêt-bois - Mention culture de l'innovation	Loiret (45)	Ormes	Bois/papier/carton	2017	Escaliers en CLT 100 % matériaux biosourcés, Biom = outil de mesure de la performance économique et sociétale de l'entreprise, panneaux recyclés = exploitation des chutes de CLT et valorisation des circuits courts pour l'approvisionnement	A
Particulier	Construction d'un nouveau bâtiment, La Halle bois, au Lycée Gaudier Brzeska conçu selon la démarche HQE	Loiret (45)	Saint-Jean-de-Braye	BTP	2015	Construction d'un nouveau bâtiment au Lycée Gaudier Brzeska conçu selon la démarche HQE, ayant pour fonction d'abriter l'ensemble des activités de formation de la filière bois. Le nouveau bâtiment devient pour l'établissement une vitrine de son savoir-faire en tant que «Lycée des métiers» Lauréat Palmarès des bâtiments biosourcés 2015 / Catégorie Tertiaire et enseignement	A
Particulier	Construction d'une maison (Honore) qui suit les règles du bio-climatisme et de la performance Passivhaus	Eure-et-Loir (28)	Saint-Prest	BTP	2016	Construction d'une maison qui suit les règles du bio-climatisme et de la performance Passivhaus La construction est en bois préfabriquée isolée en botte de paille/laine de bois. Les menuiseries sont en bois/alu triple vitrage	A
Particulier	Construction d'une maison individuelle avec des matériaux biosourcés	Indre-et-Loire (37)	Saint-Cyr-sur-Loire	BTP	2018	Construction d'une maison individuelle avec des matériaux biosourcés. Mixité des matériaux (Bois, laine de bois, laine de verre), matériaux bruts, insertion paysagère, lumière naturelle, solaire thermique, récupération d'eau de pluie Lauréat 2018 du Palmarès Bois de la catégorie "Habiter une maison"	A
Particulier	Construction d'une maison individuelle avec la mise en pratique du principe du BIMBY (Build In My BackYard) (opération comme un air des 50)	Loiret (45)	Saint-Jean-de-Braye	BTP	2017	Construction d'une maison individuelle avec la mise en pratique du principe du BIMBY (Build In My BackYard) Maison en ossature bois et remplissage paille Palmarès des bâtiments biosourcés	A
Particulier	Construction d'une maison individuelle avec une approche bioclimatique	Loir-et-Cher (41)	Chailles	BTP	2018	Construction d'une maison individuelle avec une approche bioclimatique en ossature bois et utilisation de matériaux biosourcés. Livraison juin 2018	A

Particulier	Construction d'une maison individuelle conçue selon les principes bioclimatiques (projet COUF)	Cher (18)	Bourges	BTP	2015	Construction d'une maison individuelle conçue selon les principes bioclimatiques Structure : ossature bois / Revêtement extérieur : bardage bois / Isolant : paille & Ouate de cellulose Lauréat Palmarès des bâtiments biosourcés 2015 / Catégorie Construction neuve maison individuelle	A
Particulier	Construction d'une maison individuelle sur les bases d'une conception passive	Cher (18)	Sainte-Lunaise	BTP	2018	Construction d'une maison individuelle sur les bases d'une conception passive Recours à des matériaux biosourcés, notamment linoléum naturel (caoutchouc et fibre de bois) pour les sols et du bardage bois en façade	A
Particulier	Construction d'une maison passive au Sud de Tours	Indre-et-Loire (37)	Tours	BTP	2014	Construction d'une maison passive en ossature bois. Accompagnement du Cluster Novéco	A
Particulier	Construction/réhabilitation d'une habitation dans un corps de bâtiment agricole avec utilisation de matériaux biosourcés	Eure-et-Loir (28)	Abondant	BTP	2019	Construction/réhabilitation d'une habitation dans un corps de bâtiment agricole avec utilisation de matériaux biosourcés Ossature bois et isolation paille Lauréat Palmarès régional des bâtiments biosourcés 2019 / Catégorie Habitat Individuel Neuf	A
Pâtisserie Michel Kremer	Pâtisserie Michel Kremer : Opération collective éco-conception 2014/2015 CCI	Indre (36)	Argenton-sur-Creuse	Alimentation	2014	Entreprises participant à l'opération collective CCI 36. Objectifs : - Conforter la stratégie de l'entreprise (ISO 9001, ISO 50001) sur le plan environnemental - Intégrer la démarche «cycle de vie» dans le fonctionnement interne pour révéler les étapes génératrices d'impacts et suivre un plan d'actions d'amélioration (10 actions majeures) - Développer la communication extérieure grâce aux résultats de l'analyse du cycle de vie de l'entreprise (pour 3 produits phares) retranscrits dans des écoprofiles	F
PHENIX INDUSTRIE	Recherche de procédé de recyclage innovant pour les élastomères	Eure-et-Loir (28)	Sancheville	Industrie chimique	2002	Accompagné par Elastopole, l'entreprise innove dans des projets de procédés de recyclage innovant (ex : solution d'utilisation de CO2 supercritique (solvant) pour dévulcaniser les élastomères...).	F
PROLUDIC	Minimiser les déchets à la source et les valoriser, avec un objectif de 95 % % pour 2013.	Indre-et-Loire (37)	Vouvray	Autres	2012	Proludic s'est vu remettre en 2012 le Trophée des déchets par la CCI d'Indre et Loire pour sa stratégie de réduction des impacts sur l'environnement. Après avoir travaillé sur son Bilan Carbone® et énergétique en 2009, comme une réponse à la nécessité de réduire sa dépendance énergétique (suppression d'1/3 des néons existants, installation de puits de lumière naturelle, optimisation du chauffage), Proludic se donne comme axe d'engagement de continuer à minimiser les déchets à la source et de les valoriser, avec un objectif de 95 % % pour 2013.	A
Région Centre Val de Loire / Lycée Gaudier Brzeska	Construction de la Halle Bois du Lycée GAUDIER BRZESKA, un bâtiment conçu selon la démarche HQE	Loiret (45)	Saint-Jean-de-Braye	BTP	2019	Construction de la Halle Bois du Lycée GAUDIER BRZESKA, un bâtiment conçu selon la démarche HQE, devenu vitrine de son savoir-faire en tant que «Lycée des métiers ». Lauréat Biosourcé. Livraison septembre 2014	A
Résidence Le Onze	bâtiment démonstrateur (MOA : Procvivis 28)	Eure-et-Loir (28)	Chartres	BTP	2019	bâtiment démonstrateur alliant écoconception, granulats recyclés, mise en place d'une EIT et matériaux locaux	A
Résidence Olympi	bâtiment démonstrateur (MOA : Procvivis 28)	Eure-et-Loir (28)	Chartres	BTP	2021	bâtiment démonstrateur alliant écoconception, granulats recyclés, mise en place d'une EIT, matériaux locaux, béton bas carbone, chantier zéro déchet, évolutivité du bâtiment	A
Roucheux développement	Prestation d'ingénierie en construction et rénovation écologique. Organisation de formation en habitat et agriculture.	Indre-et-Loire (37)	Montreuil-en-Touraine	BTP	2009	Insertion professionnelle & économie solidaire Habitat social et écologique Production animale et végétale du site Roucheux	F

SARL Agyre	Société déployant l'économie circulaire dans la construction	Eure-et-Loir (28)	Dreux	BTP	2020	Entreprise créée en 2020 accompagnant les acteurs de la construction sur les 7 piliers de l'économie circulaire. Son activité se base sur 3 domaines : la formation, l'accompagnement stratégique et l'opérationnel	A
SAS Lavox	Blanchisserie et location de linge qui a investi dans du matériel moderne et respectueux de l'environnement	Indre (36)	Déols	Service	2009	Utilisation de 5 fois moins d'eau depuis la modernisation de l'usine (éco-conception du procédé). Fait partie de l'alliance industries du futur.	A
SAS Thiolat	Diagnostic Eco-conception des emballages en cartons	Loir-et-Cher (41)	Blois	Bois/papier/carton	2017	Fournisseur d'emballages en carton pour le secteur alimentaire de la pâtisserie. Pour répondre aux attentes environnementales de ses clients, améliorer ses marges, réalisation d'un diagnostic Ecoconception qui a identifié un potentiel de réduction de poids de 10 % tout en conservant la qualité du produit.	A
SCEA VIGNOBLES BOISARD	Construction d'un chai à vin en ayant recours aux matériaux biosourcés (vignoble BOISARD)	Indre-et-Loire (37)	Saint-Nicolas-de-Bourgueil	BTP	2019	Construction d'un chai à vin en ayant recours aux matériaux biosourcés Mur en ossature bois avec une isolation répartie en paille. Bardage en bois massif (Douglas) Bâtiment remarqué au Palmarès régional des bâtiments biosourcés 2019	A
SCI GAZEAU	Construction d'un bâtiment de bureaux et d'entrepôt en matériaux écologiques et favorisant les économies d'énergies	Cher (18)	La Guerche-sur-l'Aubois	BTP	2016	Construction d'un bâtiment de bureaux et d'entrepôt en matériaux écologiques et favorisant les économies d'énergies Structure : Ossature bois / Isolation : ouate de Cellulose, laine de bois / Bois de structure : Epicéa / Revêtements Intérieur : enduit argile Revêtement extérieur : bardage Bois	A
SIGNAL CONCEPT	Création de mobilier urbain à base de matériaux se trouvant dans les briques de lait, polyéthylène et aluminium	Indre-et-Loire (37)	Notre-Dame-d'Oé	Service public	2014	Création de mobilier urbain à base de matériaux se trouvant dans les briques de lait, polyéthylène et aluminium	A
Sud Touraine	Les mercredis de l'écoconstruction	Indre-et-Loire (37)	Beaulieu-lès-Loches	BTP	2017	« Les Mercredis de l'Ecoconstruction » est un nouveau rendez-vous proposé par les acteurs de la filière écoconstruction en Sud Touraine en partenariat avec Sud Touraine Active. Ce rendez-vous s'inscrit dans la dynamique écoconstruction locale, il doit permettre de rendre accessible cette thématique au plus grand nombre tout en créant du lien entre les différents acteurs et usagers de la filière.	F
Sud Touraine	Pôle Ecoconstruction : vitrine et espace fédérateur de la filière écoconstruction sur le territoire	Indre-et-Loire (37)	Beaulieu-lès-Loches	BTP	2016	Ce pôle est situé au cœur d'un pôle tertiaire dédié au conseil et à l'accompagnement des entreprises. La conception puis la réalisation de cet aménagement se veulent en eux-mêmes démonstrateurs : le pôle a été aménagé en utilisant le maximum d'agro matériaux pour atteindre la meilleure performance thermique.	A
Swiss Krono	Intégration de feuillus pour panneaux et dalles OSB -- Lauréat Trophées de l'innovation des entreprises de la filière forêt-bois - Catégorie Produits, procédés, design	Loiret (45)	Sully-sur-Loire	Bois/papier/carton	2017	Réutilise les déchets de scierie et les bois locaux (feuillus) dans le procédé de fabrication des panneaux et dalles OSB grâce à un procédé de fabrication innovant	A
Syndicat Mixte de Collecte, de Traitement et de Valorisation (Valdem)	Construction d'un immeuble de bureau, le Victoria 2, avec des matériaux biosourcés	Loir-et-Cher (41)	Blois	BTP	2016	Construction d'un immeuble de bureau, le Victoria 2, avec des matériaux biosourcés Les façades Sud, Nord et Ouest sont développées en panneaux Néochanvre	A
Territoire développement	Construction d'un immeuble de bureau, le Victoria 2, avec des matériaux biosourcés	Loir-et-Cher (41)	Blois	BTP	2016	Construction d'un immeuble de bureau, le Victoria 2, avec des matériaux biosourcés Les façades Sud, Nord et Ouest sont développées en panneaux Néochanvre	A
Tours Métropole Val de Loire	Construction d'un Équipement omnisports avec des performances énergétiques ambitieuses	Indre-et-Loire (37)	Druey	BTP	2021	La métropole a souhaité anticiper la réglementation RE2020 qui porte à la fois sur la performance énergétique des bâtiments mais aussi sur la prise en compte de leur empreinte carbone. Le niveau de performance de l'Équipement omnisports s'inscrit dans l'expérimentation E+C- avec un classement E3C2 qui emporte non seulement un très bas niveau de consommation, le recours aux énergies renouvelables mais aussi l'utilisation de matériaux biosourcés : le bois et la paille	A
Val Touraine Habitat	Construction de 8 maisons individuelles réalisées en ossature bois (opération Les Vignes de la Côte)	Indre-et-Loire (37)	Reugny	BTP	2018	Construction de 8 logements individuels (2T2, 3 T3 et 3 T4) avec garages et jardins sur le lotissement en conception-réalisation. Une opération conforme à la RT2012 et au niveau 1 du label « bâtiment biosourcé ». Programme "OBEC". Livraison décembre 2018	A

ZECO des Acacias	Sensibilisation à l'écoconstruction et à l'économie sociale et solidaire	Loiret (45)	Orléans	BTP	2007	Écoconstruction et économie sociale et solidaire Mutualisation des moyens au sein d'un même lieu par les adhérents.	F
-------------------------	--	-------------	---------	-----	------	--	---

4. Annexe D : Initiatives en lien avec l'écologie industrielle et territoriale

Porteur de l'initiative	Intitulé de l'initiative	Département	Commune	Secteur/filière	Date de lancement de l'initiative	Résumé	Statut
Agglopolys	Accompagnement de la démarche d'EIT pour laquelle la CCI et Agglopolys ont candidaté conjointement suite à un appel à projet de l'ADEME Centre-Val de Loire	Loir-et-Cher (41)	Blois	Tous secteurs	2021	Le site envisagé pour ce lieu dédié à l'entrepreneuriat est l'ancienne cantine Poulain, situé avenue de la Chocolaterie, propriété de la CCI 41. La communauté d'agglomération pourrait assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux de réhabilitation du bâti. De son côté, la CCI 41 amènera son expertise pour l'animation du lieu dédié « à la connaissance du monde de l'entreprise ». Symbole d'un partenariat de projet, le site pourrait se concrétiser dans les 2 ans.	A
Association Valesens	programme d'innovation la Nouvelle Reneicens	Indre-et-Loire (37)	Tours	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2011	Valesens associée à RCP design Global et son programme d'innovation Reneicens, impulse depuis 2011 ans une dynamique de création collaborative au service de la transformation des chutes et déchets des entreprises. Plusieurs actions ont été mises en place : expérimentations sur la matière, résidences d'artistes et de designers, missions de conception de nouvelles matières... VALESSENS porte et organise deux actions pour la nouvelle Reneicens en 2021 : une expérimentation de la filière (du déchet au prototype, concours mon beau déchet) et une modélisation de la filière (du prototype à la série) avec une première expérience modèle sur le cuir.	A
CCI & CMA Cher	Un programme régional de l'Écologie Industrielle Territoriale (EIT) est développé, depuis juin 2018, en région Centre-Val de Loire, par le réseau des chambres consulaires.	Cher (18)	Bourges	Tous secteurs	2018	À travers une cartographie interactive, la plateforme ACTIF géolocalise les entreprises et quantifie leurs ressources pour favoriser les échanges inter-entreprises. Pour chaque nouvelle entreprise renseignée, l'application recherche les synergies possibles sur une zone géographique donnée Cette démarche d'EIT se déploie sur 7 territoires : Bourges (18), Epemont (28), Châteauroux (36), Amboise (37), Loches (37), Vendôme (41), et Ormes/Saran/Neuville-aux-Bois (45). Fin : 2021	A
CCI & CMA Eure et Loire	Un programme régional de l'Écologie Industrielle Territoriale (EIT) est développé, depuis juin 2018, en région Centre-Val de Loire, par le réseau des chambres consulaires.	Eure-et-Loir (28)	Epemont	Tous secteurs	2018	À travers une cartographie interactive, la plateforme ACTIF géolocalise les entreprises et quantifie leurs ressources pour favoriser les échanges inter-entreprises. Pour chaque nouvelle entreprise renseignée, l'application recherche les synergies possibles sur une zone géographique donnée Cette démarche d'EIT se déploie sur 7 territoires : Bourges (18), Epemont (28), Châteauroux (36), Amboise (37), Loches (37), Vendôme (41), et Ormes/Saran/Neuville-aux-Bois (45). Fin : 2021	A
CCI & CMA Indre	Un programme régional de l'Écologie Industrielle Territoriale (EIT) est développé, depuis juin 2018, en région Centre-Val de Loire, par le réseau des chambres consulaires.	Indre (36)	Chateauroux	Tous secteurs	2018	L'association des entreprises de Châteauroux Est (entreprises localisées sur les zones du Buxerieux, du Forum et des Fadeaux) est constituée depuis mars 2018. En plus des objectifs classiques d'associations d'entreprises (développement de liens et rapports entre entreprises, participation au bon fonctionnement des zones, défense d'intérêts, promotion d'activités économiques des zones...), les membres de son Bureau ont choisi de suivre une démarche d'Écologie Industrielle et Territoriale. Au terme d'échanges et de réunions (la dernière datant du 14 mars 2019), les entreprises ont esquissé des pistes de travail en commun, certaines accessibles d'autres plus ambitieuses, toutes porteuses de sens : échanges de ressources matérielles, consultation groupée de fournisseurs d'électricité, projets d'installation photovoltaïque, étude de faisabilité pour la valorisation de chaleur fatale, gestion de déchets, partage d'espaces, de transport, mutualisation d'équipements, sous-traitance industrielle, mutualisation de services de lavage poids lourds, mutualisation de formations obligatoires, achat groupé de formations, démarche groupée en matière de recrutement, temps partagé, nettoyage, gestion et entretien d'espaces végétalisés, sécurité (surveillance, gardiennage, data), services au salariés, services juridique...	A
CCI & CMA Indre et Loire	Un programme régional de l'Écologie Industrielle Territoriale (EIT) est développé, depuis juin 2018, en région Centre-Val de	Indre-et-Loire (37)	Loches	Tous secteurs	2018	À travers une cartographie interactive, la plateforme ACTIF géolocalise les entreprises et quantifie leurs ressources pour favoriser les échanges inter-entreprises. Pour chaque nouvelle entreprise renseignée, l'application recherche les synergies possibles sur une zone géographique donnée	A

	Loire, par le réseau des chambres consulaires.					Cette démarche d'EIT se déploie sur 7 territoires : Bourges (18), Epernon (28), Châteauroux (36), Amboise (37), Loches (37), Vendôme (41), et Ormes/Saran/Neuville-aux-Bois (45). Fin : 2021	
CCI & CMA Indre et Loire	Un programme régional de l'Écologie Industrielle Territoriale (EIT) est développé, depuis juin 2018, en région Centre-Val de Loire, par le réseau des chambres consulaires.	Indre-et-Loire (37)	Amboise	Tous secteurs	2018	À travers une cartographie interactive, la plateforme ACTIF géolocalise les entreprises et quantifie leurs ressources pour favoriser les échanges inter-entreprises. Pour chaque nouvelle entreprise renseignée, l'application recherche les synergies possibles sur une zone géographique donnée Cette démarche d'EIT se déploie sur 7 territoires : Bourges (18), Epernon (28), Châteauroux (36), Amboise (37), Loches (37), Vendôme (41), et Ormes/Saran/Neuville-aux-Bois (45). Fin : 2021	A
CCI & CMA Loire et Cher	Un programme régional de l'Écologie Industrielle Territoriale (EIT) est développé, depuis juin 2018, en région Centre-Val de Loire, par le réseau des chambres consulaires.	Loir-et-Cher (41)	Vendôme	Tous secteurs	2018	À travers une cartographie interactive, la plateforme ACTIF géolocalise les entreprises et quantifie leurs ressources pour favoriser les échanges inter-entreprises. Pour chaque nouvelle entreprise renseignée, l'application recherche les synergies possibles sur une zone géographique donnée Cette démarche d'EIT se déploie sur 7 territoires : Bourges (18), Epernon (28), Châteauroux (36), Amboise (37), Loches (37), Vendôme (41), et Ormes/Saran/Neuville-aux-Bois (45). Fin : 2021	A
CCI & CMA Loiret	Un programme régional de l'Écologie Industrielle Territoriale (EIT) est développé, depuis juin 2018, en région Centre-Val de Loire, par le réseau des chambres consulaires.	Loiret (45)	Ormes, Saran et Neuville-aux-Bois	Tous secteurs	2018	À travers une cartographie interactive, la plateforme ACTIF géolocalise les entreprises et quantifie leurs ressources pour favoriser les échanges inter-entreprises. Pour chaque nouvelle entreprise renseignée, l'application recherche les synergies possibles sur une zone géographique donnée Cette démarche d'EIT se déploie sur 7 territoires : Bourges (18), Epernon (28), Châteauroux (36), Amboise (37), Loches (37), Vendôme (41), et Ormes/Saran/Neuville-aux-Bois (45). Fin : 2021	F
Communauté d'Agglomération du Pays de Dreux	Mutualisation d'un broyeur végétaux	Eure-et-Loir (28)	Dreux	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2013	Au total, ce sont 13 mairies qui ont utilisé le broyeur dont certaines plusieurs fois. Le broyat sert de paillage. L'utilisation du broyeur est maximale pendant les périodes d'élagage. Sur 4 ans de fonctionnement, 936 T de déchets verts ont été détournés des déchèteries (exutoire : plateforme de compostage).	A
Cosmetic Valley	Cosmetic Valley - Impact + Plateforme Internet mutualisée des matières premières cosmétiques	Eure-et-Loir (28)	Chartres	Industrie chimique	2015	Soutien financier de la Région à la création d'une plateforme internet permettant de mutualiser les matières premières cosmétiques	F
GCS Achats Centre	Achats mutualisés et gestion groupée des déchets hospitaliers	Loir-et-Cher (41)	Blois	Industrie chimique	2008	La mutualisation des achats en région Centre-Val de Loire fonctionne car les adhérents du GCS sont à l'origine de cette mise en commun. Une plateforme en ligne a été créée.	A
GEODE	Réseaux des entreprises et industries de l'Est de Chartres	Eure-et-Loir (28)	Chartres	Tous secteurs	1994	Favoriser les relations économiques de proximité. Organiser et mutualiser des services notamment en matière de gestion des achats, gestion des déchets, sécurité, formation et entretien. Favoriser les synergies et les contacts entre entreprises.	A
GEP45	Mutualisation de services entre les entreprises du pôle 45	Loiret (45)	Orléans	service	2017	Le groupement des entreprises du pôle 45 a créé un centre de services multi partagés	A

Groupe des Entreprises du Val d'Amboise	Gestion collective des déchets dans le Val d'Amboise (37)	Indre-et-Loire (37)	Amboise	Service	2002	Le GEIDA est un groupement d'entreprises qui sont situées sur 9 communes du Val d'Amboise. Gestion des déchets industriels banals avec comme objectifs : - de mettre les entreprises en conformité avec la réglementation de 2002 (qui ne permet d'envoyer en décharge que les déchets ultimes), - de limiter les impacts sur l'environnement, - d'optimiser les coûts et permettre aux petites structures (PME-PMI) d'accéder aux mêmes services que les grandes. Ces dernières disposent de services achats qui avaient déjà cherché à optimiser ce poste de dépense	A
Institut Territoires Circulaires en Région Centre-Val de Loire	Création de l'Institut Territoires Circulaires en Région Centre-Val de Loire	Loiret (45)	Orléans	Tous secteurs	2021	Création en juin 2021. L'association ambitionne notamment de : - Créer les conditions d'un diagnostic et d'une expertise partagés entre les différents acteurs du territoire, - Favoriser de nouvelles synergies entre acteurs privés, publics et associatifs dans le cadre du développement et de l'accompagnement de projets territoriaux axés sur des problématiques circulaires, - Accompagner les élus et l'ensemble des acteurs de terrain dans leur réflexion pour définir de nouvelles perspectives d'action publique et entrepreneuriales dans les territoires en matière de politique d'économie circulaire, de soutien à la recherche et à la formation, - Structurer et valoriser un réseau de chercheurs, d'enseignants chercheurs et de responsables de formations susceptibles d'amener des éclairages et lever les freins au développement de l'économie circulaire dans les territoires, - Développer et proposer des outils pour mettre en place l'économie circulaire au cœur des politiques publiques territoriales et des stratégies d'entreprise, - Diffuser et améliorer la connaissance des enjeux et solutions de l'économie circulaire auprès du plus grand nombre	A
Mon Cher Vélo	Création de la 1e flotte locative de vélos	Cher (18)	Bourges	Mobilité	2017	Projet en cours de développement (AAP 2017)	A
PETR Gatinais Montargis	Mise en place d'un conseil en mobilité pour permettre une mobilité durable et inclusive sur le territoire du PETR Gatinais montargis	Loiret (45)	Montargis	Mobilité	2021	Le PETR Gatinais montargis s'engage à mettre en place un conseil en mobilité animé par la Plateforme Territoriale de Mobilité en partenariat avec trois prescripteurs locaux, Pôle emploi - Agence de Montargis, Maison du Département (MDD) de Montargis et Mission locale de Montargis.	A
Pierres et Territoires	Création d'une écologie industrielle reposant sur le recyclage de granulats recyclés	Eure-et-Loir (28)	Chartres	BTP	2017	De par la création de la plateforme Granudem et la demande de Pierres et Territoires de bétons intégrant des granulats recyclés pour des bâtiments démonstrateurs, une démarche d'écologie industrielle et territoriale a été mise en œuvre, caractérisée par le développement de circuits courts et l'intégration de matières premières issues de recyclage. Un réseau de TPE et PME locales ont travaillé sur le développement de cette filière, avec l'appui de Chartres Métropole pour encourager les acteurs publics à pérenniser la démarche. Ont ainsi été sollicités près de 100 acteurs locaux, parmi lesquels : Spurgin, PBM, Poullard, Pierres et Territoires, le CERIB, Qualiconsult, Tachau SARL, Rasori, Calcia... L'entreprise Rasori a ainsi créé un avis technique sur ses blocs intégrant 100 % de sable recyclé, Spurgin intègre désormais des granulats recyclés dans tous ses produits et Chartres Métropole a intégré parmi les actions dans son PCAET l'objectif d'intégrer dans les futures constructions publiques des granulats recyclés.	A
rEITr	Capitalisation des démarches EIT au service du développement économique des territoires	Loiret (45)	Montargis	Tous secteurs	2020	L'enjeu est de mutualiser, de trouver des synergies, de créer les convergences pour trouver ce qui doit rassembler, et de porter des projets communs en étudiant ce que doit être le « métabolisme » d'un territoire. Aussi, la coalition pourra constituer un centre de ressource opérationnel pour les services de développement économique dans les territoires (EPCI en particulier) pour apportant un support, des informations et des données pertinentes et fiables.	A

Syndicat Mixte de Collecte, de Traitement et de Valorisation (Valdem)	Création d'un poste de responsable en place de déployer l'EIT suite au diagnostic de la CCI et de la CMA	Loir-et-Cher (41)	Vendôme	Tous secteurs	2019	Création d'un poste de responsable en charge de déployer l'EIT suite au diagnostic de la CCI et de la CMA et poursuivre les initiatives déjà engagées par le syndicat. Contrat CDD se terminant en 2023. La pérennité du poste dépend cependant des subventions publiques.	A
Syndicat Mixte de Collecte, de Traitement et de Valorisation (Valdem)	Mutualisation de la reprise de palettes gratuite pour les professionnels par le syndicat.	Loir-et-Cher (41)	Vendôme	Bois/papier/carton	2020	Mutualisation de la reprise de palettes gratuite pour les professionnels par le syndicat. Elles sont ensuite récupérées par un prestataire (Beccavin, entreprise familiale locale) pour être réparées, revendues ou recyclées.	A
Syndicat Mixte de Collecte, de Traitement et de Valorisation (Valdem)	Mise en place du référentiel Economie Circulaire de l'ADEME	Loir-et-Cher (41)	Vendôme	Service public	2021	Le label est le fruit d'une collaboration avec les représentants du Ministère et des collectivités, des professionnels du secteur des déchets et de l'économie circulaire et des associations. Il offre un support pour développer la politique économie circulaire et animer une dynamique sur les territoires allant bien au-delà des compétences classiques « déchets » des collectivités	A
Syndicat Mixte de Collecte, de Traitement et de Valorisation (Valdem)	Réalisation d'une étude pour la collecte des cartons des professionnels dans l'objectif de pousser au réemploi	Loir-et-Cher (41)	Vendôme	Bois/papier/carton	2022	Réalisation d'une étude pour la collecte et le réemploi de cartons à destination des professionnels	A
Tours Métropole	Création d'une plateforme collaborative et co-construite pour accompagner les entreprises de Tours Métropole sur l'économie circulaire.	Indre-et-Loire (37)	Tours	Tous secteurs	2021	La création de l'outil est réalisée par Factoriz. Porté par la Métropole, vise à être déployé auprès de l'ESS, la CCI, les associations d'entreprises, Noveco... Facilitera l'animation territoriale, coordonné par la CCI et la CMA.	A

5. Annexe E : Initiatives en lien avec l'économie de la fonctionnalité

Porteur de l'initiative	Intitulé de l'initiative	Département	Commune	Secteur/filière	Date de lancement de l'initiative	Résumé	Statut
Ana Bell group	Avec son entreprise Sofraser Maintenance qui vise à proposer de la performance énergétique (au lieu d'une prestation de maintenance industrielle)	Loiret (45)	VILLEMANDEUR	Service	2008	EFC Entreprises (https://anabellgroup.com/) : Avec son entreprise Sofraser Maintenance qui vise à proposer de la performance énergétique (au lieu d'une prestation de maintenance industrielle)	A
Beta Machine	"Maker space" espace pour expérimenter, créer, entreprendre (fab-lab, coworking...)	Eure-et-Loir (28)	Chartres	Service	2014	Met à disposition des utilisateurs des machines et des connaissances, mutualisation	A
Cluster Nékoé	Sensibilisation à l'économie de fonctionnalité et animation de la plateforme prEFics	Loiret (45)	Orléans	Service	2002	Animation de la plateforme d'échanges et de partage de ressources prEFics pour favoriser le déploiement de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération en région Centre-Val de Loire.L'approche se veut pragmatique et la plateforme réunit un panel d'acteurs économiques large qui définira le champ d'actions.	A
Création de la Maison de la Transition	Création d'un espace mêlant café associatif (événements culturels, conférences, concerts, expositions, etc.), un espace de coworking, un atelier participatif de réparation de vélos et de petit électroménager et un bureau de change de la Monnaie Locale gérée par l'association « fille de CSLT »	Loiret (45)	Chateaufort-sur-Loire	Service	2018	Durant 6 mois de réflexion, une vingtaine de volontaires a pensé un lieu où seraient mises en pratique des années de réflexion sur la transition, d'une part à travers le chantier de ce qui serait la Maison de la Transition et d'autre part, à travers le développement d'une variété d'actions au sein de l'établissement. Quelques dons plus tard (à travers une campagne de financement participatif, des dons de matériel et la location d'une ancienne brasserie) la Maison de la Transition a été inaugurée en avril 2018. Elle offre au public un café associatif et culturel, un espace de coworking (travail collaboratif), un bureau de change pour la monnaie locale, des ateliers et des événements variés chaque mois.	A
Culture Miel	Engagée dans la marque C'est qui le Patron !	Loiret (45)	VILLEMANDEUR	Alimentation	1936	EFC Entreprises : Culture Miel a pour vocation de sélectionner, conditionner et distribuer des miels du monde entier. Fondée sur la valorisation du miel, son offre est enrichie avec des produits de la ruche et des spécialités gourmandes (biscuiterie, confiserie...) à base de miel.	A
FUN	Fabrique des usages numériques	Indre-et-Loire (37)	Tours	Service	2013	La FUN a été créée en 2013 par un collectif de citoyens désireux d'animer un atelier de fabrication (FabLab) à Tours : le FunLab. Activités : atelier de fabrication, ateliers-laboratoires, pôle de ressource et de coopération, interzone de groupes de discussions et rencontres...	A
Isa Groupe	Groupement économique solidaire	Cher (18)	Aubigny-sur-Nère	Service	2016	EFC Territoire (http://www.isagroupe.fr/). ISA GROUPE est un créateur de liens et un facilitateur entre le monde des entreprises, des collectivités et des chercheurs d'emploi. C'est l'humain au cœur de chacune des missions de l'association sans en oublier l'objectif économique : «L'argent doit circuler afin de créer de l'emploi. Il faut capitaliser mais aussi redistribuer» annonce Renaud CHENON son directeur. L'objectif du chantier d'insertion est de faciliter le retour à l'emploi des bénéficiaires de minima sociaux et l'émergence d'un projet professionnel. Un accompagnement adapté et un suivi individuel sont effectués grâce à des entretiens réguliers. Les activités : - Culture de terrains pour la production maraichère - Réalisation de travaux au profit des communes, associations, particuliers (débroussaillage, entretien et balisage de chemins, bucheronnage, taille de haies ...)	A

Jardins de la Voie Romaine	Les Jardins de la Voie Romaine : Entreprise de réinsertion	Loiret (45)	Beaune la Rolande	Agriculture	2010	EFC Territoires (https://lesjardinsdelavoieromaine.com/). Un projet associatif au service du territoire pour le lien et la cohésion sociale (membre du Réseau Cocagne). Le Jardin de la Voie Romaine a créé 20 emplois localement: 15 postes de salariés en insertion et 5 permanents pour l'encadrement technique et socio-professionnel. Les salariés en contrat d'insertion (CUI-CAE) ont un double objectif: travailler en tant qu'ouvriers-maraîchers et mettre en œuvre les moyens nécessaires pour réussir leur insertion sociale et professionnelle. Dans cette démarche ils sont appuyés par notre accompagnatrice socio-professionnelle qui travaille avec eux sur leur projet. L'objectif est que chacun reparte ensuite vers le projet professionnel qui lui correspond (qui n'est pas forcément en lien avec l'agriculture). En 2013, 67 % de nos "jardiniers" ont quitté le jardin avec un emploi ou une formation.	A
Le comptoir des cocottes	Création d'une épicerie associative mettant en relation les producteurs et organisant trocs, locations et prêts	Loir-et-Cher (41)	Thoré-La-Rochette	Alimentation	2021	Création d'une épicerie associative et participative de proximité mettant en relation les producteurs et les consommateurs. Des animations sont régulièrement organisées, des trocs (jeux, jouets...) ainsi que la location et l'échange de livres, DVD, CD, etc.	A
Lib&Lou	premier site de location jeux & jouets éducatif. Facilite l'éveil des enfants et la vie des parents.	Cher (18)	Vierzon	Service	2018	1ère plateforme de location de jouets et jeux éducatifs	A
Municipalité de Dreux	CITIZ service d'autopartage	Eure-et-Loir (28)	Dreux	Mobilité	2021	Service d'autopartage lancé en 2021 (flotte de 3 véhicules)	A
SAS Lavox	Blanchisserie et location de linge qui a investi dans du matériel moderne et respectueux de l'environnement	Indre (36)	Déols	Service	1988	Mise à disposition d'un service de location de linge (plutôt que d'achat) et des services d'entretien associées. Fait partie de l'alliance industries du futur.	A
Syndicat des mobilités de Touraine	CITIZ service d'autopartage	Indre-et-Loire (37)	Tours	Mobilité	2012	Service d'autopartage basé à Tours utilisé par l'ALE 37 et lui permettant ainsi de ne pas investir dans une flotte de véhicules	A
Syndicat Mixte de Collecte, de Traitement et de Valorisation (Valdem)	Distribution de gobelets réutilisables pour les événements	Loir-et-Cher (41)	Vendôme	Service	2016	Distribution de gobelets réutilisables pour les événements	A
Syndicat Mixte de Collecte, de Traitement et de Valorisation (Valdem)	Prêt de broyeurs par le syndicat (moteur électrique ou thermique)	Loir-et-Cher (41)	Vendôme	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2015	Prêt de broyeurs par le syndicat (moteur électrique ou thermique)	A
Tekin	BE à Tours qui a une approche solution avant production de cahier des charges techniques	Indre-et-Loire (37)	JOUE-LES-TOURS	Service	2014	EFC Entreprises (https://tekin.fr/) : société d'ingénierie spécialisée dans la conception de solutions connectées. Notre mission est de simplifier l'entrée de l'IOT dans les entreprises: Nous proposons des prestations de conseil afin de clarifier le projet, et du développement technique (capteur, transport et stockage des données, application)	A
Telus	Groupement d'acteurs de la propreté avec objectif de proposer une offre développement durable/RSE	Loiret (45)	St Jean de la Ruelle	Service	2014	EFC entreprises (https://www.telus-groupe.fr/) : Groupement d'acteurs de la propreté avec objectif de proposer une offre développement durable/RSE	A
TIB	Fabricant de véhicules sanitaires qui proposent des solutions durables	Eure-et-Loir (28)	Brezolles	Mobilité	1977	EFC Entreprises (http://www.tib.fr/) : Fabricant de véhicules sanitaires qui proposent des solutions durables	A
Vergnet Hydro	Fourniture d'eau et d'énergie aux populations des zones rurales ou isolées	Loiret (45)	Ingré	Service	2001	EFC Entreprises (https://www.vergnet-hydro.com/vh/) : Portés par 50 ans d'histoire et d'expériences dans la fourniture d'eau et d'énergie, nous continuerons à relever, avec les populations des zones rurales ou isolées, les grands défis auxquels elles sont confrontées. Nous voulons garantir à chacun un avenir conjuguant bien-être et préservation des ressources. Considérer, adapter, innover.	A

6. Annexe F : Initiatives en lien avec la consommation responsable

Porteur de l'initiative	Intitulé de l'initiative	Département	Commune	Secteur/filière	Date de lancement de l'initiative	Résumé	Statut
Active Tours	Association Active Tours et les boutiques "Tissons la solidarité"	Indre-et-Loire (37)	Tours	Textile	2004	ACTIVE est une association sans but lucratif ayant pour objet de favoriser l'insertion par l'activité économique de personnes éloignées de l'emploi. Collecte, tri et valorise les textiles : réemploi, recyclage en isolant...	A
Agglo du Pays de Dreux	Lauréat territoire zéro déchet zéro gaspillage	Eure-et-Loir (28)	Dreux	Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2015	-Prévention du gaspillage alimentaire - Label Eco-défi En 2022, des ateliers sont prévus notamment pour aborder le zéro déchet et le Do It Yourself (fabrication de beewrap, de produits d'entretien maison...)	A
Association Ptite Brosse	Mis en avant des actions des commerçants de Montlouis afin de limiter leurs déchets et ceux de leurs clients	Indre-et-Loire (37)	Montlouis-sur-Loire	Tous secteurs	2020	Les membres actifs de l'association la P'tite Brosse ont lancé un jeu/défi sur Facebook pour mettre en lumière les actions des commerçants de Montlouis afin de limiter leurs déchets et ceux de leurs clients. Une vingtaine de commerçants ont été impliqués dans cette action (restaurateurs, boulangers, commerçants de bouche, pharmacie...).	A
CC Vouvrillon	animations sur le tri sélectif et à la réduction des déchets	Indre-et-Loire (37)		Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2012	De 2010 à 2014: animations sur l'ensemble du territoire dans certaines écoles, supermarchés, déchetteries et marchés sur le tri sélectif et à la réduction des déchets. 2012 : La CCV lance un concours sur le thème "la seconde vie des déchets par le compostage (Ecole et ALSH) 2015 : Création de la famille "Toutentri" collaboration être service CCV et 5 ALSH. 2016 : Création livre de recettes "anti gaspi" + cours de cuisines "anti-gaspi" parents-enfants	F
Chartres Métropole	Obligation d'utilisation des granulats recyclés locaux pour les ouvrages publics	Eure-et-Loir (28)	Chartres	BTP	2020	Obligation via le PRPGD et le volt Economie Circulaire du SRADDET d'intégrer du granulat recyclé dans bétons des ouvrages publics en s'appuyant sur le PCAET	A
CMA CVL	Acculturation des TPE/PME à l'économie circulaire et au gaspillage	Cher (18)		Tous secteurs	2014	Sensibilisation par de réunions collectives, de webinaires et rendez-vous individuels sur les enjeux et opportunités des transitions écologiques et énergétiques dans les TPE PME Artisanales. En 2021, 15 événements et plus de 320 artisans sensibilisés	A
CMA CVL	Acculturation des TPE/PME à l'économie circulaire et au gaspillage	Eure-et-Loir (28)		Tous secteurs	2014	Sensibilisation par de réunions collectives, de webinaires et rendez-vous individuels sur les enjeux et opportunités des transitions écologiques et énergétiques dans les TPE PME Artisanales. En 2021, 15 événements et plus de 320 artisans sensibilisés	A
CMA CVL	Acculturation des TPE/PME à l'économie circulaire et au gaspillage	Indre (36)		Tous secteurs	2014	Sensibilisation par de réunions collectives, de webinaires et rendez-vous individuels sur les enjeux et opportunités des transitions écologiques et énergétiques dans les TPE PME Artisanales. En 2021, 15 événements et plus de 320 artisans sensibilisés	A
CMA CVL	Acculturation des TPE/PME à l'économie circulaire et au gaspillage	Indre-et-Loire (37)		Tous secteurs	2014	Sensibilisation par de réunions collectives, de webinaires et rendez-vous individuels sur les enjeux et opportunités des transitions écologiques et énergétiques dans les TPE PME Artisanales. En 2021, 15 événements et plus de 320 artisans sensibilisés	A

CMA CVL	Acculturation des TPE/PME à l'économie circulaire et au gaspillage	Loir-et-Cher (41)		Tous secteurs	2014	Sensibilisation par de réunions collectives, de webinaires et rendez-vous individuels sur les enjeux et opportunités des transitions écologiques et énergétiques dans les TPE PME Artisanales. En 2021, 15 événements et plus de 320 artisans sensibilisés	A
CMA CVL	Acculturation des TPE/PME à l'économie circulaire et au gaspillage	Loiret (45)		Tous secteurs	2014	Sensibilisation par de réunions collectives, de webinaires et rendez-vous individuels sur les enjeux et opportunités des transitions écologiques et énergétiques dans les TPE PME Artisanales. En 2021, 15 événements et plus de 320 artisans sensibilisés	A
CMA CVL	Formation et accompagnement des chefs d'entreprise à l'économie circulaire	Cher (18)		Tous secteurs	2014	Création d'une formation économie circulaire et RSE inclus dans le parcours "créateurs entreprises", RDV individuels pour accompagner les chefs d'entreprises sur les piliers de l'économie circulaire (déchets, économie de fonctionnalité...) : 100 entretiens réalisés en 2021	A
CMA CVL	Formation et accompagnement des chefs d'entreprise à l'économie circulaire	Eure-et-Loir (28)		Tous secteurs	2014	Création d'une formation économie circulaire et RSE inclus dans le parcours "créateurs entreprises", RDV individuels pour accompagner les chefs d'entreprises sur les piliers de l'économie circulaire (déchets, économie de fonctionnalité...) : 100 entretiens réalisés en 2021	A
CMA CVL	Formation et accompagnement des chefs d'entreprise à l'économie circulaire	Indre (36)		Tous secteurs	2014	Création d'une formation économie circulaire et RSE inclus dans le parcours "créateurs entreprises", RDV individuels pour accompagner les chefs d'entreprises sur les piliers de l'économie circulaire (déchets, économie de fonctionnalité...) : 100 entretiens réalisés en 2021	A
CMA CVL	Formation et accompagnement des chefs d'entreprise à l'économie circulaire	Indre-et-Loire (37)		Tous secteurs	2014	Création d'une formation économie circulaire et RSE inclus dans le parcours "créateurs entreprises", RDV individuels pour accompagner les chefs d'entreprises sur les piliers de l'économie circulaire (déchets, économie de fonctionnalité...) : 100 entretiens réalisés en 2021	A
CMA CVL	Formation et accompagnement des chefs d'entreprise à l'économie circulaire	Loir-et-Cher (41)		Tous secteurs	2014	Création d'une formation économie circulaire et RSE inclus dans le parcours "créateurs entreprises", RDV individuels pour accompagner les chefs d'entreprises sur les piliers de l'économie circulaire (déchets, économie de fonctionnalité...) : 100 entretiens réalisés en 2021	A
CMA CVL	Formation et accompagnement des chefs d'entreprise à l'économie circulaire	Loiret (45)		Tous secteurs	2014	Création d'une formation économie circulaire et RSE inclus dans le parcours "créateurs entreprises", RDV individuels pour accompagner les chefs d'entreprises sur les piliers de l'économie circulaire (déchets, économie de fonctionnalité...) : 100 entretiens réalisés en 2021	A
CMA CVL	Imprim'vert: Le label garantit une utilisation limitée de produits toxiques et une meilleure gestion des déchets dangereux.	Cher (18)		Bois/papier/carton	1998	Pour faciliter l'achat responsable, 102 imprimeurs de la région Centre-Val de Loire sont labellisés Imprim'Vert. Le label garantit une utilisation limitée de produits toxiques et une meilleure gestion des déchets dangereux. C'est une visibilité immédiate auprès des consommateurs responsables.	A
CMA CVL	Imprim'vert: Le label garantit une utilisation limitée de produits toxiques et une meilleure gestion des déchets dangereux.	Eure-et-Loir (28)		Bois/papier/carton	1998	Pour faciliter l'achat responsable, 102 imprimeurs de la région Centre-Val de Loire sont labellisés Imprim'Vert. Le label garantit une utilisation limitée de produits toxiques et une meilleure gestion des déchets dangereux. C'est une visibilité immédiate auprès des consommateurs responsables.	A
CMA CVL	Imprim'vert: Le label garantit une utilisation limitée de produits toxiques et une meilleure gestion des déchets dangereux.	Indre (36)		Bois/papier/carton	1998	Pour faciliter l'achat responsable, 102 imprimeurs de la région Centre-Val de Loire sont labellisés Imprim'Vert. Le label garantit une utilisation limitée de produits toxiques et une meilleure gestion des déchets dangereux. C'est une visibilité immédiate auprès des consommateurs responsables.	A

CMA CVL	Imprim'vert: Le label garantit une utilisation limitée de produits toxiques et une meilleure gestion des déchets dangereux.	Indre-et-Loire (37)		Bois/papier/carton	1998	Pour faciliter l'achat responsable, 102 imprimeurs de la région Centre-Val de Loire sont labellisés Imprim'Vert. Le label garantit une utilisation limitée de produits toxiques et une meilleure gestion des déchets dangereux. C'est une visibilité immédiate auprès des consommateurs responsables.	A
CMA CVL	Imprim'vert: Le label garantit une utilisation limitée de produits toxiques et une meilleure gestion des déchets dangereux.	Loir-et-Cher (41)		Bois/papier/carton	1998	Pour faciliter l'achat responsable, 102 imprimeurs de la région Centre-Val de Loire sont labellisés Imprim'Vert. Le label garantit une utilisation limitée de produits toxiques et une meilleure gestion des déchets dangereux. C'est une visibilité immédiate auprès des consommateurs responsables.	A
CMA CVL	Imprim'vert: Le label garantit une utilisation limitée de produits toxiques et une meilleure gestion des déchets dangereux.	Loiret (45)		Bois/papier/carton	1998	Pour faciliter l'achat responsable, 102 imprimeurs de la région Centre-Val de Loire sont labellisés Imprim'Vert. Le label garantit une utilisation limitée de produits toxiques et une meilleure gestion des déchets dangereux. C'est une visibilité immédiate auprès des consommateurs responsables.	A
Collectif Cycliste 37	Structuration de la filière vélo : collecte, réparation, mise en stock de pièces détachées, ateliers de réparation, revente...	Indre-et-Loire (37)	Tours	Mobilité	1991	Association des cyclistes au quotidien en Touraine portée par 4 acteurs : FUB, Rue de l'avenir, l'Heureux Cyclage, Véloroutes & Voies Vertes.	A
Commission municipale de la jeunesse et des affaires scolaires	Challenge scolaire pour lutter contre le gaspillage alimentaire	Indre (36)	La Châtre	Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2021	Les élèves des 2 écoles élémentaires publiques de la ville : Eugène-Delacroix (CP, CE1 et Ulis) et Maurice-Rollinat (CE2, CM1, CM2 et Ulis) se sont lancés dans un challenge pour lutter contre le gaspillage alimentaire	F
Communauté de communes des Terres du Haut Berry	Mise en place d'un CODEC avec l'ADEME	Cher (18)		Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2019	Contrat d'objectif déchets et économie circulaire (CODEC) sur 3 ans avec l'ADEME (2019-2021) => Continuité de Zéro Gaspillage, Zéro déchets	A
Communauté de communes des Terres du Haut Berry	Diverses actions en lien avec la prévention des déchets (rentrant dans le cadre du CODEC)	Cher (18)		Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2020	Diverses actions en lien avec la prévention des déchets (rentrant dans le cadre du CODEC) : Opérations poules noires du Berry, vente de composteurs, partenariats avec 3 associations de réemploi (espaces dédiés en déchèterie), sensibilisation dans les écoles, éco-défis des entreprises	A
Communauté de Communes Touraine-est Vallées	Mise en place d'ateliers couture/réparation/DIY	Indre-et-Loire (37)		Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2018	2017 : le goûter zero déchets avec ALSH avec pesées des emballages (prévention déchets) 2018 : 2 ateliers couture avec CMA/« atelier de la réparation » 2019 : 2 Ateliers DIY avec agents de la TEV + Atelier DIY produit entretien écologique + 2 ateliers anti gaspi 1 ALSH (25 enfants) 2020 : action exemplarité auprès des collègues TOURAINE EST VALLEES => 2 ateliers « réemploi » 2021 : action exemplarité agents des communes au tri des déchets (6 mairies / 54 agents sensibilisés / 85 kg papiers pesés)	A
Communauté de Communes Touraine-est Vallées	Lancement opération de déploiement du compostage	Indre-et-Loire (37)		Valorisation déchets ménagers et municipaux	2021	Lancement opération de déploiement du compostage en pied d'immeuble Etude des projets / embauche apprenti Collaboration au projet de Touraine Propre	A
Communauté de Communes Touraine-est Vallées	Dispositif "Ecodéfis des Commerçants et Artisans" dans l'Est Tourangeau (Avec CMA37) Année 1	Indre-et-Loire (37)	Montlouis-sur-Loire	Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2015	En 2015, dans le cadre de son Programme Local de Prévention des Déchets "Objectif : Poids Plume", la Communauté de Communes de l'Est Tourangeau a souhaité aborder la thématique de la réduction des déchets avec les professionnels de son territoire. L'objectif principal est d'initier une démarche vertueuse des artisans en faveur de l'environnement et plus précisément en faveur de la réduction et de la bonne gestion des déchets.	F

						Il a été choisis d'accroître l'effort de prospection sur les artisans en lien avec le public pour obtenir une double sensibilisation. 80 artisans ont été référencés, principalement des boulangers, garagistes, fleuristes,... 19 artisans ont terminés l'opération.	
Conseil Départemental d'Eure et Loir	Mise en place des Eco-défis en partenariat avec la CMA28	Eure-et-Loir (28)	Chartres	Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2012	A partir de 2012, afin d'inciter et d'accompagner largement et durablement les entreprises vers une meilleure gestion de leur déchets, le Conseil départemental a souhaité soutenir la mise en œuvre de l'opération "Eco-défis" sur le territoire Eurélien. De ce fait, une convention financière entre le CD28 et la CMA28 a été élaborée pour un déploiement des éco-défis sur le territoire des EPCI déchets engagés dans un programme local de prévention des déchets. Une convention tri-partite a été signée à chaque nouvelle mise en place. Les 5 EPCI déchets engagés dans un programme local de prévention des déchets se sont lancés dans les "Eco-défis". Année 2 : 16 artisans labélisés - 1 EPCI engagé Année 3 : 46 artisans labélisés - 2 EPCI engagés Année 4 : 49 artisans labélisés - 4 EPCI engagés Année 5 : 25 artisans labélisés - 5 EPCI engagés	F
Conseil Général du Loir-et-Cher	Bourse des déchets : Conseil Général du Loir-et-Cher	Loir-et-Cher (41)		Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2014	Soutien financier de la Région au diagnostic des flux et gisement de déchets et à la mise en œuvre d'actions de réduction	F
CPIE Brenne-Berry	Projet "Mon établissement anti-gaspi, c'est permis"	Indre (36)	Ardentes, Éguzon et La Châtre	Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2021	Trois collèges de l'Indre (George-Sand à La Châtre, Stanislas-Limousin à Ardentes et Saint-Exupéry à Éguzon) se sont engagés à réduire de 30 à 50 % le gaspillage alimentaire en quatorze mois	A
Hug et Ben	Entreprise de collecte et lavage de verre pour faciliter la mise en place de consigne	Indre-et-Loire (37)	Tours	Réemploi / réutilisation	2020	Collecte, nettoyage et livraison des bouteilles et contenants en verre : https://www.hug-et-ben.fr/	A
Les Ouvrières de la Reine	Etude de faisabilité pour le développement du 1er service de location, ramassage et nettoyage de couches lavables	Indre-et-Loire (37)	Tours	Textile	2017	Projet en cours de développement (AAP 2017)	F
Lowtech Touraine	Animation d'ateliers sur le sujet de la low tech. Souhaite mettre en place une plateforme de réemploi	Indre-et-Loire (37)	Tours	Service	2020	Low-Tech Touraine se donne pour mission de rassembler sous la forme d'une communauté, les acteurs Low-Tech de Tours et ses environs. Son but est de développer et faire la promotion de la résilience locale et collective en Touraine, à travers la recherche et la diffusion des savoirs, des techniques et des technologies simples et accessibles aux citoyens, de tout âge et de tout milieu, dans le respect de la nature, des cultures et des ressources locales.	A
Lycée	Lutte contre le gaspillage alimentaire dans les Lycées	Loiret (45)	Orléans	Alimentation	2015	Depuis 2015, la Région anime avec la Ligue de l'Enseignement un projet pour la réduction du gaspillage alimentaire dans les restaurants des lycées de la Région Centre-Val de Loire (94 restaurants scolaires),	A
Orléans Métropole	Actions engagées par la Métropole pour la prévention des déchets : démarches de planification, études stratégiques, sensibilisation et communication...	Loiret (45)	Orléans	Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2021	Schéma directeur déchet (en cours) + PLPDMA (en cours) + Etudes stratégiques : étude TI (achevée, pas de mise en œuvre), biodéchets (en cours). Communication via une newsletter mensuelle « Réduisons nos déchets » et sensibilisation par des événements variés, visites UTOM	A
Phenix	Accompagnement des magasins et des grandes surfaces contre le gaspillage alimentaire et des associations bénéficiaires des dons	Indre-et-Loire (37)	Tours	Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2020	Implantation de Phenix à Tours, mise en relation des commerces et grandes surfaces pour limiter le gaspillage alimentaire en utilisant l'application anti gaspi Phenix. En 2021, 15 établissements engagés dans la démarche.	A
SICTOM Châteauneuf-sur-Loire	Lauréat territoire zéro déchet zéro gaspillage	Loiret (45)	Châteauneuf-sur-Loire	Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2015	- Prévention du gaspillage alimentaire - Label Eco-défi - Ouverture de nouveaux locaux réemplois sur les déchèteries - Plateforme d'échange pour les professionnels, notamment du BTP En 2021 : Collecte d'objets pour le réemploi à la déchèterie de Lorris dans un conteneur dédié en partenariat avec la recyclerie créative de Châtillon Coligny	A

Sictom de la Région d'Auneau	LABEL ECO DEFIS AUPRES DES ARTISANS ET COMMERCANTS	Eure-et-Loir (28)	Ouarville	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2019	L'objectif du syndicat est de proposer ce label à 100 % des entreprises affiliées à la CMA sur la durée du CODEC (fin 2019). La CMA et le SICTOM de la Région d'Auneau ont rencontré 82 entreprises la première année du CODEC. L'objectif était de 40. Depuis le début de l'opération, 22 entreprises ont été labellisées alors que l'objectif pour la première année du CODEC était de 30.	F
SICTOM de la Région d'Auneau	Lauréat territoire zéro déchet zéro gaspillage	Eure-et-Loir (28)	Ouarville	Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2015	-Prévention du gaspillage alimentaire - Label Eco-défi (fin 2019)	A
Sictom de la Région d'Auneau	Sensibilisation à l'éco-exemplarité	Eure-et-Loir (28)	Ouarville	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2014	Début 2014, le SICTOM de la région d'Auneau a consulté différentes entreprises pour réaliser des sensibilisations à l'éco-exemplarité. Une réunion avec le prestataire retenu a ensuite permis de déterminer précisément le contenu et les dates des différentes réunions. Au total 24 communes sur 64 et 2 communautés de communes sur 4 ont participé à l'une des réunions.	F
Sictom de Nogent le Rotrou	Atelier fabrication de produits ménagers	Eure-et-Loir (28)	Nogent-le-Rotrou	Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2015	Dans le cadre de la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets 2015, le SICTOM de Nogent-le-Rotrou a organisé une semaine de sensibilisation sur la réduction de la nocivité des déchets. 3 ateliers de fabrication de produits ménagers ont eu lieu dans 3 communes et un stand a été tenu en déchèterie afin de sensibiliser sur le tri et la réduction des déchets dangereux.	F
Sirtom de Courville, la Loupe, Chateaufort, Senonches	Animation gaspillage alimentaire collège - Courville sur Eure (28)	Eure-et-Loir (28)	Courville-sur-Eure	Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2013	Pour lutter contre le gaspillage alimentaire, le SIRTOM propose aux collèges de réaliser des actions de sensibilisation auprès des élèves et des adultes pour réduire le gaspillage dans leur restaurant. L'action a été réalisée sur deux années consécutives sur un même repas. La moyenne des déchets par convive est passée de 129g en 2013 à 57g en 2014.	A
Sirtom de Courville, la Loupe, Chateaufort, Senonches	Animation gaspillage alimentaire collège - Senonches (28)	Eure-et-Loir (28)	Senonches	Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2015	Pour lutter contre le gaspillage alimentaire, le SIRTOM propose aux collèges de réaliser des actions de sensibilisation auprès des élèves et des adultes pour réduire le gaspillage dans leur restaurant.	A
SMIRTOM du Saint-Amandois	Lauréat territoire zéro déchet zéro gaspillage	Cher (18)	Venesmes	Prévention au gaspillage et à la production de déchets	2015	-Prévention du gaspillage alimentaire -Test des couches lavables avec les crèches -Etude pour mettre en place une recyclerie -Déploiement des bennes éco-mobilières...	A
STYX	STYX: Site d'échange de matériels et services entre étudiants	Loiret (45)	Orléans	Service	2015	Site d'échange de matériel et services entre étudiants. Le siège social est à Orléans, mais cette entreprise est implantée partout en France	F
Syndicat Mixte de Collecte, de Traitement et de Valorisation (Valdem)	Projet artistique contre le gaspillage alimentaire	Loir-et-Cher (41)	Vendôme	Alimentation	2015	En 2015, le syndicat a mis en place un projet innovant : créer un court-métrage sur le gaspillage alimentaire. Un appel à participation a été fait à toutes les écoles de notre territoire avec une fiche détaillée du projet. Pour la partie vidéo nous avons fait appel à "Wish association", association de théâtre possédant une compétence audio-visuelle. Une personne avait en charge la réalisation vidéo et le montage, et deux intervenants ont joué les rôles de "BoB & SuSie", deux acteurs boldaves travaillant pour la Wish.	F
Syndicat Mixte de Collecte, de Traitement et de Valorisation (Valdem)	Distribution de composteurs	Loir-et-Cher (41)	Vendôme	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2016	Composteurs en bois responsables et locaux et en plastiques recyclés	A
Syndicat Mixte de Collecte, de Traitement et de Valorisation (Valdem)	Récupération des eaux de pluie dans une cuve de 50 000L pour laver les bennes.	Loir-et-Cher (41)	Vendôme	Autres	2018	Récupération des eaux de pluie dans une cuve de 50 000L pour laver les bennes.	A
VAL TOURAINE HABITAT	Former des locataires au Visa Eco-Citoyen	Indre-et-Loire (37)	Tours, Chinon, Amboise, Loches, Joué-les-Tours, St-Pierre des Corps	Tous secteurs	2011	Formation sur la gestion des énergies (eau, chauffage, électricité), actes de consommation, gestion des déchets, les déplacements	F

ZAC du Square	Chantier de déconstruction avec une volonté de valoriser sur place un maximum de ressources (terres, béton, etc.)	Eure-et-Loir (28)	Dreux	BTP	2021	La SAEDEL a sollicité en 2021 une AMO Economie Circulaire pour l'accompagner sur l'opération de réhabilitation de la friche industrielle, ainsi que l'expertise d'un spécialiste des sols pour valoriser un maximum de ressources sur place ou hors site (98,5 % de valorisation et 96 % sur place), limitant ainsi l'impact carbone et sur les ressources naturelles.	A
Zero Déchet Chartres	Association portant des projets de zéro déchet	Eure-et-Loir (28)	Chartres	Service	2020	Défendre les intérêts des citoyens, des consommateurs, des usagers et des contribuables dans le domaine de la gestion des déchets et de la préservation de l'environnement. Organiser des ateliers et des temps d'échange (compostage, fabrication de produits maison, informations sur les déchets) Mener des actions de sensibilisation. Accompagner les organisateurs d'événements éco-responsables. Apporter son soutien aux acteurs socio-économiques engagés localement pour la prévention des déchets et faire connaître leurs initiatives, notamment par le biais de son site internet.	A
Zero Déchet Orléans	Association portant des projets de zéro déchet	Loiret (45)	Orléans	Service	2015	Défendre les intérêts des citoyens, des consommateurs, des usagers et des contribuables dans le domaine de la gestion des déchets et de la préservation de l'environnement. Organiser des ateliers et des temps d'échange (compostage, fabrication de produits maison, informations sur les déchets) Mener des actions de sensibilisation. Accompagner les organisateurs d'événements éco-responsables. Apporter son soutien aux acteurs socio-économiques engagés localement pour la prévention des déchets et faire connaître leurs initiatives, notamment par le biais de son site internet.	A
Zero Déchet Touraine	Association portant des projets de zéro déchet : passplat (locations de contenants réutilisables), ateliers...	Indre-et-Loire (37)	Tours	Service	2015	Défendre les intérêts des citoyens, des consommateurs, des usagers et des contribuables dans le domaine de la gestion des déchets et de la préservation de l'environnement. Organiser des ateliers et des temps d'échange (compostage, fabrication de produits maison, informations sur les déchets) Mener des actions de sensibilisation. Accompagner les organisateurs d'événements éco-responsables. Apporter son soutien aux acteurs socio-économiques engagés localement pour la prévention des déchets et faire connaître leurs initiatives, notamment par le biais de son site internet.	A

7. Annexe G : Initiatives en lien avec allongement de la durée d'usage

Porteur de l'initiative	Intitulé de l'initiative	Département	Commune	Secteur/filière	Date de lancement de l'initiative	Résumé	Statut
1000 et 1 partages	1000 & 1 partages - Recyclerie créative	Loir-et-Cher (41)	Neung-sur-Beuvron	Réemploi / réutilisation	2016	L'association récupère des objets divers (mobilier, textile, outils, livre, audio, jeux, etc.) les rénove ou les détourne avant de les revendre	A
ADEPA RESSOURCERIE GENERALE	Création d'une ressourcerie générale sur le territoire en Val de Cher	Loir-et-Cher (41)	Blois	Réparation	2003	L'association ADEPA existe depuis 2003 et a pour objet de : - Récupérer et remettre en état du matériel informatique et le proposer aux meilleures conditions pour favoriser l'accès de tous à l'informatique et à Internet". - À cette fin l'association propose à la vente des matériels informatiques reconditionnés	A
Agglomération du Pays de Dreux	Agglomération du Pays de Dreux - Etude de faisabilité d'une recyclerie et d'une boutique intercommunale	Eure-et-Loir (28)	Dreux	Réemploi / réutilisation	2014	Etude de faisabilité d'une recyclerie et d'une boutique intercommunale attribuée à la société CAP3 SCOP SARL, les résultats du diagnostic ne sont pas connus.	F
Art en Sens	Art en Sens - Création d'une recyclerie créative	Loiret (45)	Châtillon-Coligny	Réemploi / réutilisation	2013	Soutien financier de la Région pour la création d'une recyclerie créative	A
Association 1 Terre Actions	Association 1 Terre Actions - Développement de l'activité Re'cycle solidarité 2000	Loiret (45)	Orléans	Mobilité	2006	Soutien financier de la Région pour le développement d'une filière de réemploi de vélos usagés, également candidat à l'appel à projet Innovation (ESS)	A
Association Collectif Cycliste 37	Association Collectif Cycliste 37 - Développement d'une filière de réemploi de vélos usagés	Indre-et-Loire (37)	Tours	Mobilité	2013	Soutien financier de la Région pour le développement d'une filière de réemploi de vélos usagés	A
Association la Boîte à outils	Ouverture de l'atelier de La Boîte à Outils au public	Eure-et-Loir (28)	Nogent-le-Rotrou	Réparation	2016	Accompagne et met à disposition des particuliers un espace de travail, d'outils, de machines de métallerie et de menuiserie pour réparer ou créer eux-mêmes tous types d'objets	A
Association La Ressource AAA	Association La Ressource AAA - Développement d'une recyclerie artisanale, artistique et alternative	Loiret (45)	Orléans	Réemploi / réutilisation	2014	L'association a pour but la valorisation et la gestion innovante des déchets par la collecte, le tri, la remise en état d'objets, le détournement d'usage et la transformation artisanale ou artistique.	A
Association les Ateliers Ligériens	Etude-action pour la création d'une ressourcerie	Loiret (45)	Tavers	Réemploi / réutilisation	2017	Ressourcerie: collecte, trie et vend différents objets dans sa boutique solidaire. Depuis janvier 2017	A
Association Reconstruire ensemble	Association Reconstruire ensemble - Etude de faisabilité pour la mise en place d'une recyclerie	Eure-et-Loir (28)	Mainvilliers	Réemploi / réutilisation	2019	Soutien financier de la Région pour la mise en œuvre d'une recyclerie sur l'agglomération chartraine	A
Association SOS RECUP	Création d'une Ressourcerie à Nogent-le-Rotrou	Eure-et-Loir (28)	Nogent-le-Rotrou	Réemploi / réutilisation	2014	Ressourcerie RECUP&CO, entreprise d'insertion, promeut le réemploi et la réutilisation	A
BOURGES PLUS	Etude de préfiguration pour la création d'équipement permettant de développer le réemploi	Cher (18)	Bourges	Réemploi / réutilisation	2014	Etude en cours	A
Chartres Métropole	Répertoire des acteurs du réemploi et de la réparation en Eure-et-Loir	Eure-et-Loir (28)	Chartres	Réemploi / réutilisation	2017	Chartres métropole s'est associée au Conseil Départemental d'Eure-et-Loir pour vous permettre de retrouver facilement les acteurs qui œuvrent pour le réemploi près de chez vous grâce à un annuaire en ligne.	A

CMA CVL	Sensibilisation du public sur le volet réparation Promotion des métiers de la réparation : faciliter le passage à l'acte	Cher (18)		Réparation	2014	Communication auprès des particuliers : annuaire des réparateurs Annuaire des réparateurs (artisanat.fr), labellisation des artisans Répar'acteurs et organisation de village de la réparation pour permettre valoriser les métiers de la réparation. Accompagnement des artisans réparateurs par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat locale	A
CMA CVL	Sensibilisation du public sur le volet réparation Promotion des métiers de la réparation : faciliter le passage à l'acte	Eure-et-Loir (28)		Réparation	2014	Communication auprès des particuliers : annuaire des réparateurs Annuaire des réparateurs (artisanat.fr), labellisation des artisans Répar'acteurs et organisation de village de la réparation pour permettre valoriser les métiers de la réparation. Accompagnement des artisans réparateurs par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat locale	A
CMA CVL	Sensibilisation du public sur le volet réparation Promotion des métiers de la réparation : faciliter le passage à l'acte	Indre (36)		Réparation	2014	Communication auprès des particuliers : annuaire des réparateurs Annuaire des réparateurs (artisanat.fr), labellisation des artisans Répar'acteurs et organisation de village de la réparation pour permettre valoriser les métiers de la réparation. Accompagnement des artisans réparateurs par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat locale	A
CMA CVL	Sensibilisation du public sur le volet réparation Promotion des métiers de la réparation : faciliter le passage à l'acte	Indre-et-Loire (37)		Réparation	2014	Communication auprès des particuliers : annuaire des réparateurs Annuaire des réparateurs (artisanat.fr), labellisation des artisans Répar'acteurs et organisation de village de la réparation pour permettre valoriser les métiers de la réparation. Accompagnement des artisans réparateurs par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat locale	A
CMA CVL	Sensibilisation du public sur le volet réparation Promotion des métiers de la réparation : faciliter le passage à l'acte	Loir-et-Cher (41)		Réparation	2014	Communication auprès des particuliers : annuaire des réparateurs Annuaire des réparateurs (artisanat.fr), labellisation des artisans Répar'acteurs et organisation de village de la réparation pour permettre valoriser les métiers de la réparation. Accompagnement des artisans réparateurs par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat locale	A
CMA CVL	Sensibilisation du public sur le volet réparation Promotion des métiers de la réparation : faciliter le passage à l'acte	Loiret (45)		Réparation	2014	Communication auprès des particuliers : annuaire des réparateurs Annuaire des réparateurs (artisanat.fr), labellisation des artisans Répar'acteurs et organisation de village de la réparation pour permettre valoriser les métiers de la réparation. Accompagnement des artisans réparateurs par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat locale	A
Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire	Elaboration d'un annuaire du réemploi, de la location et de la réparation	Loiret (45)	Orléans	Réparation	2010	Un annuaire (dématérialisé) a donc été créé pour recenser ces services proposés par les familles d'acteurs suivantes: - commerçants (location, achat/vente d'occasion)/artisans (réparateurs), - associations d'insertion assurant des services de collecte en vue de réemploi, - associations locales proposant des événements conviviaux autour du réemploi (brocantes, trocs), - sites internet de don, achat/vente d'objets d'occasion. Le moteur de recherche attaché à l'annuaire a été mis en fonction en février 2011.	F
Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire	Mise en place d'une filière locale de réemploi du textile	Loiret (45)	Orléans	Textile	2013	- implantation de 96 nouveaux points de collecte (de septembre 2013 à aout 2014) - collecte de 355 nouvelles tonnes de textile en 11 mois (10 % du flux collecté est réemployé) - 10 postes en insertion créés sur les activités de collecte/tri/revente - 1250 personnes sensibilisées sur des stands en déchetterie (printemps 2014)	F
Communauté de communes de Bléré-Val de Cher	Réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'une ressourcerie	Indre-et-Loire (37)		Réemploi / réutilisation	2017	« Etude de Faisabilité pour la création d'une Ressourcerie, ou équivalent, sur le territoire de la Communauté de Communes de Bléré-Val de Cher » marché attribué le 3 avril 2017 à la Société GIRUS Ingénierie.	F

Communauté de communes de Gâtine et Choisilles-Pays de Racan	Communauté de communes de Gâtine et Choisilles - Projet de ressourcerie	Indre-et-Loire (37)	Semblançay	Réemploi / réutilisation	2019	Recyclerie implantée au sein du centre de revalorisation des déchets Tri'tout	A
Communauté de Communes de La Septaine	Communauté de Communes de La Septaine - Création d'une ressourcerie	Cher (18)	Avord	Réemploi / réutilisation	2015	Etude pour la création d'une ressourcerie. Depuis 2015, aucune mention d'une ressourcerie n'a été faite : https://www.leberry.fr/avord-18520/actualites/reconversion-de-lancien-supermarche_11668073/	F
Communauté de communes des Terres du Haut Berry	Communauté de communes des Hautes Terres en Berry - Création d'une recyclerie	Cher (18)	Menetou-Salon	Réemploi / réutilisation	2018	Ce bâtiment, rue de Fontbertrange à Menetou-Salon, permettra de récupérer, remettre en état et revendre des objets. Ce sera aussi un futur lieu pour réaliser des ateliers pratiques de réparation et de récupération. Les travaux devraient commencer en milieu d'année pour une livraison en 2018.	A
Communauté de communes en Terres Vives (aujourd'hui Communauté de communes Terres du Haut Berry)	Lauréat territoire zéro déchet zéro gaspillage	Cher (18)		Réemploi / réutilisation	2014	- Modernisation de la déchèterie - Recyclerie, ressourcerie - Ateliers de détournement d'objets - Programme local de prévention	A
Communauté de Communes Touraine-est Vallées	Mise en place de borne à livres	Indre-et-Loire (37)		Réemploi / réutilisation	2017	Mise en place de borne à livres	A
Communauté de Communes Touraine-est Vallées	Village de la réparation lors de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets (SERD)	Indre-et-Loire (37)	Montlouis-sur-Loire	Réparation	2014	La Communauté de Communes de l'Est Tourangeau a mis en place un village de la réparation sur le marché de Montlouis pour la Semaine Européenne de Réduction des Déchets. Quatre artisans ont participé et font des démonstrations pour présenter leur métier et pour démontrer que la réparation est possible. Les stands sont surtout des stands d'expositions avec des appareils ouverts, démontés. La sensibilisation s'est faite sur la base de démonstration et de simples échanges oraux.	F
Compagnons Bâtisseurs du Centre-Val de Loire	Plateforme Soli'Bât	Indre-et-Loire (37)	Saint-Paterne-Racan et Saint-Pierre-des-Corps	BTP	2018	Récupérer sous forme de dons, des matériaux/matériels de construction, auprès d'entreprises locales. Ces dons permettront à des personnes ayant de faibles revenus dont l'habitat est insalubre, dégradé, mal isolé de réaliser tout ou une partie des travaux indispensables à sa remise en état mais ne pouvant aujourd'hui être	A
E-NERGIE	E-NERGIE - Boutique échange standard systèmes électroniques	Loiret (45)	Olivet	Equipements électriques et électroniques	2015	Soutien financier de la Région pour le développement d'une activité de réparation via une boutique d'échange standard pour les systèmes électroniques industriels	A
Envie Orléans	Réutilisation, réparation et recyclage des appareils électroniques abandonnés par leurs propriétaires	Loiret (45)	Ingré	Equipements électriques et électroniques	1999	Envie est un réseau national existant dans plusieurs régions françaises	A
Envie Touraine	Réutilisation, réparation et recyclage des appareils électroniques abandonnés par leurs propriétaires	Indre-et-Loire (37)	Saint-Pierre-des-Corps	Equipements électriques et électroniques	1999	Près de 730 tonnes de déchets électroménagers sont collectés chaque année par Envie Touraine qui en réemploie environ 15 %. La collecte de ces déchets s'effectue tout au long de l'année et Envie Touraine collecte quelques 60 tonnes par mois. La thématique du traitement des déchets constitue un cycle économique à part entière. En effet, la récolte de ces déchets est rémunérée aux alentours de 110€ la tonne. Envie est un réseau national existant dans plusieurs régions françaises	A
INDRE NATURE	Etude-action pour initier un travail collaboratif dans la perspective de la création d'une ressourcerie	Indre (36)	Châteauroux	Réemploi / réutilisation	2017	Projet en cours de développement (AAP 2017)	F
Le chantier d'Icare	Le chantier d'Icare - démantèlement des déchets électriques et électroniques	Loiret (45)	Corquilleroy	Equipements électriques et électroniques	2005	chantier d'insertion qui gère les déchets électriques et électroniques, récupération et vente des pièces ou réparation.	A
Le Relais d'Eure-et-Loir	Le Relais d'Eure-et-Loir - Centre de tri et réemploi des textiles	Eure-et-Loir (28)	Favières	Textile	1984	Réponse sondage Agora: Le Relais d'Eure-et-Loir - Centre de tri et réemploi des textiles - Favières : 02 37 43 63 40	A

Le Tremplin	Ateliers et boutique solidaire le Tremplin	Loiret (45)	Orléans	Réparation	1986	Collecte, tri et réparation ou valorisation/redirection vers les filières de recyclage pour les DEEE, papier/carton/textile	A
Maison des Jeux de Touraine	Maison des Jeux de Touraine - Dr Ludis : ne jetez plus vos jeux, nous pouvons les sauver !	Indre-et-Loire (37)	Tours	Réemploi / réutilisation	2016	Soutien financier de la Région pour la création de 5 bornes de récupération de jeux / communication et sensibilisation	A
Orléans Métropole	Mise en œuvre du schéma territorial du réemploi - Création d'aires de réemplois dans 4 déchèteries	Loiret (45)	Orléans	Réemploi / réutilisation	2019	Soutien financier de la Région pour la mise en place d'aires de réemploi sur 4 déchèteries et communication au grand public	A
Plateforme "Sauve un objet" Orléans Métropole	Plateforme numérique pour la vente d'occasion	Loiret (45)	Orléans	Réemploi / réutilisation	2018	site de petites annonces 100 % locales à Orléans Métropole mis en place en 2018	A
Récup'attitude	Récup'Attitude	Indre (36)	Prissac	Réemploi / réutilisation	2017	Ouverture d'une boutique en milieu rural permettant de revendre, de rénover et de redonner une seconde vie aux meubles et objets de déco	A
Ressourcerie du Châtillonnais-en-Berry	Ressourcerie du Châtillonnais-en-Berry - Berry Good	Loiret (45)	Châtillon-sur-Loire	Réparation	2014	La ressourcerie Berry Good est une association visant à récupérer et recycler des objets pour la plupart destinés à l'enfouissement. Nettoyés, réparés (s'il y a lieu) ou transformés (selon les envies créatrices des bénévoles), les objets récupérés sont remis en état à moindre coût et peuvent ainsi bénéficier d'une seconde jeunesse.	F
Ressourcerie La Charpentière	Ressourcerie La Charpentière - Développement d'une ressourcerie d'éducation populaire	Indre-et-Loire (37)	La Riche	Réparation	2014	L'association a été créée d'abord sur des constats multiples concernant les modes de consommation désastreux sur le plan de l'environnement, ensuite à partir d'interrogations sur la part de l'implication des habitant(es) dans l'Économie circulaire qui semble relativement limitée, et enfin autour du besoin de remettre les objets dans le circuit par la réparation, la valorisation ou la création.	A
Ressourcerie Les Bonnes Manières	Ressourcerie Les Bonnes Manières	Loir-et-Cher (41)	Blois	Réparation	2017	Les Bonnes Manières, association loi 1901, a ouvert en juin 2017 à Blois une recyclerie (ou ressourcerie). Cette structure économique a pour vocation de participer à la réduction des déchets sur le territoire d'Aggiopolys en étant un acteur du réemploi. Nous effectuons: la collecte, le tri, la réparation ou transformation, la redistribution des matériaux et des objets.	A
Roulement à Bill	Roulement à Bill	Indre-et-Loire (37)	Tours	Mobilité	2017	Roulement à Bill est une association cyclo-militante ayant pour but la promotion du vélo et l'autonomie des cyclistes, à travers l'apprentissage de la mécanique spécifique au vélo.	A
SEPANT	Prévention-réduction des DEEE	Indre-et-Loire (37)	Tours	Équipements électriques et électroniques	2018	La SEPANT prévoit de lancer en partenariat avec Touraine Propre un projet de prévention-réduction des DEEE pour stimuler la consommation durable, le réemploi et la durabilité des équipements électriques et électroniques	A
SICTOM Châteauneuf-sur-Loire	Collecte de livres sur les déchèteries	Loiret (45)	Châteauneuf-sur-Loire	Réemploi / réutilisation	2021	Collecte de livres sur les déchèteries de Châteauneuf-sur-Loire, Jargeau, Vitry-aux-Loges et Ouzouer-sur-Loire (dès demain) en partenariat avec la régie de quartier Respire. Les livres selon leur état sont collectés pour être revendus par Recyclivre ou envoyés dans une usine de recyclage	A
SICTOM Châteauneuf-sur-Loire	Valorisation des vélos sur une déchèterie	Loiret (45)	Châteauneuf-sur-Loire	Réparation	2016	Cette action a été lancée dans un but expérimental, avec pour objectif de valoriser un maximum de vélos sur la déchèterie de Jargeau. Le gisement avait en effet été estimé suffisant pour lancer une première phase expérimentale du projet, avant pérennisation. A ce titre, une collaboration avec l'association Terre-Actions, dont l'objet est la collecte et la réparation des vélos inutilisés ou promis à la benne. En réparant les vélos,	A

						l'association réduit les déchets et organise la revente à petit prix de ces bicyclettes. Ceci contribue également à la promotion de l'usage du vélo. Terre-Actions développe une facette sociale à ce travail par la création d'emplois, notamment pour assurer les permanences aux ateliers d'auto-réparation et la gestion des vélos	
Syndicat Mixte de Collecte, de Traitement et de Valorisation (Valdem)	Opération "sauvons les meubles"	Loir-et-Cher (41)	Vendôme	Réemploi / réutilisation	2020	Collecte de vélos et de meubles par les employés au niveau de la recyclerie et de la décharge. Stockage dans un local du syndicat et organisation de vente d'occasion trois fois par an. Cet événement permet également de réaliser une action de sensibilisation auprès des particuliers.	A
TRIaction	TRIaction: atelier de démantèlement de compteurs électriques	Loiret (45)	Pithiviers	Equipements électriques et électroniques	1991	Centre de tri faisant de l'insertion économique	F
Vélo 41	Association Vélo 41 - Réparation et revente de vélo	Loir-et-Cher (41)	Blois	Mobilité	2001	VELO 41 est une association qui rassemble et défend les usagers de la bicyclette pour favoriser la pratique paisible, efficace et sécurisée de la bicyclette en tant que moyen de transport urbain et péri urbain. Son atelier "Vélorisation" permet aux adhérents de réparer eux-mêmes leur vélo sur les conseils d'un professionnel et avec les outils mis à disposition par l'association	A

8. Annexe H : Initiatives en lien avec le recyclage et la valorisation des déchets

Porteur de l'initiative	Intitulé de l'initiative	Département	Commune	Secteur/filière	Date de lancement de l'initiative	Résumé	Statut
Aéroport Châteauroux	Plateforme européenne de déconstruction d'aéronefs	Indre (36)	Châteauroux	Mobilité	2015	Plateforme européenne de déconstruction d'aéronefs, certifiée ISO 14000. Démontage et recyclage des avions dans les meilleures conditions de protection de l'environnement	A
Association AGIR	Association AGIR - Lancement d'un centre de tri de textiles	Indre (36)	Châteauroux	Textile	2015	Centre de collecte et de tri textiles : chaque don de vêtements et d'objets sont revalorisés et trouvent une seconde vie : soit au travers de la vente ou de la couture et création, soit redirigé vers un centre de recyclage afin d'être transformé en chiffon, matelas ou isolant lorsque le textile ne peut être valorisé par la vente.	A
Association les Ateliers verts de l'autonomie	Développer le recyclage des déchets papiers et des déchets d'équipements d'ameublement sur le territoire d'Eure et loir dans un objectif d'économie circulaire	Eure-et-Loir (28)		Bois/papier/carton	1985	Développer le recyclage des déchets papiers et des déchets d'équipements d'ameublement sur le territoire d'Eure et loir dans un objectif d'économie circulaire	A
Association Ose Recyclage	Ose Recyclage - Développement de l'activité de recyclage du bois	Indre (36)	Le Blanc	Bois/papier/carton	2012	Soutien financier de la Région pour remettre en état des meubles et développer le marché existant de la recyclerie. Installée sur la commune du Blanc, l'association Ose Recyclage collecte les encombrants du centre de tri SYMCTOM qui couvre 6 cantons. Normalement voués à l'enfouissement, les déchets de bois sont récupérés par l'organisme qui en revalorise la quasi-totalité, soit près de 500 tonnes par an.	A
Base aérienne Châteaudun	Transformation de la base aérienne de Châteaudun en plateforme de déconstruction d'aéronef	Eure-et-Loir (28)	Châteaudun	Mobilité	2014	Mise en place d'une filière de déconstruction des aéronefs	F
Bio Energie	Méthanisation à la ferme	Indre-et-Loire (37)	Saint-Paterne-Racan	Agriculture	2008	projets de méthanisation portés par un ou plusieurs agriculteurs, permet la valorisation des déchets et coproduits fermentescibles agricoles et une éventuelle autonomie en chaleur	A
Brasserie Eurélienne	Création d'une bière a partir de baguettes Retrodor® recyclés	Eure-et-Loir (28)	Sours	Alimentation	2018	Depuis 2018, dans une démarche innovante, anti-gaspillage, et de circuit-court, cette bière artisanale est élaborée en additionnant de l'orge cultivée à la ferme de Chandres, et des baguettes Retrodor®	A
Burban Palette	Entreprise spécialisée dans la collecte, le tri et la réparation de palettes usagées, ainsi que les déchets bois.	Loiret (45)	Ormes	Bois/papier/carton	1991	Entreprise spécialisée dans la collecte, le tri et la réparation de palettes usagées, ainsi que les déchets bois. Le siège social est dans le Loiret, mais cette entreprise est implantée partout en France	A
CAPEB Centre	Projet sur la faisabilité d'un centre de traitement et revalorisations des déchets dans le département du Cher (18) pour les entreprises artisanales du bâtiment	Cher (18)		BTP	2017	Réalisation d'une cartographie des différents points de collecte dans le département du Cher acceptant les produits des professionnels et une cartographie des centres réalisant une économie circulaire permettant aux entreprises de se procurer des matériaux valorisés pour les chantiers.	A
CC Vouvrillon	le label QUALITRI décerné par Eco-emballages et l'ADEME pour la qualité de son service de collecte des déchets ménagers.	Indre-et-Loire (37)		Valorisation déchets ménagers et municipaux	2010	Les critères d'attribution du label sont regroupés autour de quatre axes représentatifs de la qualité : le service (satisfaire les usagers avec la communication), l'économie (maîtrise des coûts), l'environnement (améliorer les performances et limiter les impacts), le social (améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité du personnel de collecte).	F

CC Vouvrillon	2012 à 2016 : Pesées des biodéchets / expérimentations collecte PAP biodéchets (compostage)	Indre-et-Loire (37)		Valorisation déchets ménagers et municipaux	2012	le Conseil Général d'Indre-et-Loire et le Syndicat Touraine Propre, dont la CCV est adhérente, se sont engagés dans la lutte contre le gaspillage alimentaire, notamment avec la campagne de communication "Les Toqués du Self" qui s'adresse spécifiquement aux collégiens. Cette campagne d'affichage vise à sensibiliser les élèves au gaspillage alimentaire lors des repas pris au self de leur établissement. 2013 : enquête sur le dispositif de compostage individuel (questionnaire) + pesées bio-déchets au collège 2016 : état des lieux gestion des déchets dans les cantines : visite de site, Plan d'action, pesées de bio-déchets. Mise en place du jeu de jetons « j'ai faim, pas très faim, très faim » + Lancement de la campagne d'affichage « la brigade anti-gaspi - les Héros de la cantine » + Collecte expérimentale sur 1 mois des biodéchets des cantines en porte-à-porte + Défi aux écoles du territoire sur le thème de la collecte et la valorisation des briques alimentaires + animations sur le tri + collecte des briques (concours)	F
Centre INRA Val de Loire	Méthanisation à la ferme	Indre-et-Loire (37)	Nouzilly	Agriculture	2014	Méthanisation portée par un ou plusieurs agriculteurs, permet la valorisation des déchets et coproduits fermentescibles agricoles et une éventuelle autonomie en chaleur	A
Chambre régionale d'Agriculture Centre Val de Loire	Proposer des alternatives à l'utilisation des pneumatiques pour la fermeture des ensilages	Loiret (45)		Agriculture	2017	le réseau Déchets des Chambres d'Agriculture de la Région Centre a décidé de répondre en deux étapes : · enquête de gisement + promotion des alternatives aux pneus, collecte de pneus usagés + communication pour modifier les comportements d'achat	A
Châteauroux Métropole	Augmentation de la valorisation matière grâce au démantèlement sur site et optimisation de la gestion des bennes par compactage	Indre (36)	Châteauroux	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2009	L'atelier de démantèlement permet de récupérer environ 2 tonnes de métaux précieux par mois (ce qui représente une économie de 1 600 € en février 2016). Le compactage des bennes permet de réduire considérablement le nombre de transports effectués (double les quantités transportées). L'atelier de démantèlement sert également de zone de stockage, à l'abri et en toute sécurité, des DEEE (PAM, écrans) et pour gérer les micro-filières (piles, cartouches d'impression, bouchons de liège et plastiques, papiers).	F
Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire	Cartographie des performances de collecte séparée pour cibler les actions des coachs déchets	Loiret (45)	Orléans	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2010	Objectifs fixés pour 2010-2013 : 1. Augmenter la performance de tri à l'habitant : objectif fixé à 45 kg/an/habitant. 2. Améliorer la qualité du tri : taux de refus fixé à 13 % 3. Accentuer les opérations de communication terrain « coup de poing » 4. Gérer la qualité du tri tout au long de l'année. 5. Améliorer la connaissance des zones géographiques performantes mais surtout sous-performantes tant en quantité qu'en qualité de tri. 6. Améliorer la connaissance du contenu des poubelles. 7. Gérer de manière spécifique et attentive l'implantation et le maintien du tri en habitat collectif.	F
Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire	Développement d'une filière de recyclage du pain	Loiret (45)	Orléans	Alimentation	2015	Etude de faisabilité du recyclage du pain, les résultats ne sont pas connus.	F
Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire	Initier une action locale en faveur de la lutte contre le gaspillage alimentaire	Loiret (45)	Orléans	Alimentation	2009	Sensibiliser le grand public à la lutte contre le gaspillage alimentaire : amélioration du tri à la source, conception d'outils d'animations sur le gaspillage alimentaire et formation des animateurs internes à la collectivité, présentation des alternatives Sensibiliser les producteurs de bio-déchets à la lutte contre le gaspillage alimentaire : mobiliser les professionnels des métiers de bouche, la restauration collective d'entreprise et les commerçants sur les marchés.	A
Communauté d'Agglomération Tours Plus	Lombricompostage	Indre-et-Loire (37)	Tours	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2012	Nous avons donc décidé de lancer une expérimentation sur le lombricompostage au sein l'agglomération, en dotant une centaine de foyers chaque année pour répondre à cette demande. Grâce aux foyers pilotes nous avons pu déterminer un poids moyen de déchets détournés, il est de 1,48 kg/semaine/foyer soit environ 77kg/an/foyer. A ce jour	F

						nous avons 250 foyers équipés, soit une baisse de tonnages d'environ 19 tonnes.	
Communauté de Communes Touraine-est Vallées	Lancement opération de déploiement du compostage	Indre-et-Loire (37)		Valorisation déchets ménagers et municipaux	2021	Lancement opération de déploiement du compostage en pied d'immeuble Etude des projets / embauche apprenti Collaboration au projet de Touraine Propre	A
Communauté de Communes Touraine-est Vallées	Actions de sensibilisation en milieu scolaire : tri, recyclage, prévention des déchets	Indre-et-Loire (37)		Valorisation déchets ménagers et municipaux	2017	Depuis 2017, sensibilisation en milieu scolaire au tri, recyclage, prévention des déchets, gaspillage... Défi « déchet d'œuvre » ou l'art du recyclage. Collectes de DEEE + atelier trico-art avec ALSH (recyclage textiles)	A
Communauté de Communes Touraine-est Vallées	collecte des masques	Indre-et-Loire (37)		Valorisation déchets ménagers et municipaux	2021	collecte des masques : 40 points de collecte	A
Communauté de Communes Touraine-est Vallées	Animations scolaires sur la prévention et la gestion des déchets dans les écoles primaires de la CCET	Indre-et-Loire (37)	Montlouis-sur-Loire	Alimentation	2013	Dans le cadre de son programme Local de Prévention des Déchets "Objectif Poids Plume", la CCET effectue depuis 2013 des animations scolaires. Ces animations se font directement en classes au sein des écoles élémentaires. Un ensemble de 4 animations est proposé : 1 / Le monde des Déchets 2 / Limiter nos déchets : Recyclage & Prévention 3 / Zoom sur le Compostage 4 / Atelier Prévention : Transformer nos déchets	A
Coopérative laitière de la région Lochoise	Méthanisation des déchets et Production de l'électricité et de la chaleur qu'elle utilise dans son process de transformation de lait en fromage.	Indre-et-Loire (37)	Verneuil-sur-Indre	Agriculture	2015	Méthanise ses déchets, produit de l'électricité et de la chaleur qu'elle utilise dans son process de transformation de lait en fromage.	A
Covali	Ouverture d'une plateforme de transit, de négoce et de recyclage (sols, béton et déchets verts)	Indre-et-Loire (37)	Truyes	BTP	2020	Ouverture en 2020 de la plateforme de revalorisation de matériaux issus de travaux du BTP et des travaux paysagers. Objectif 30 000 tonnes de matériaux et à l'horizon 2023, 100 000 tonnes/an	A
CYCLIA	entreprises récupérant de vieilles cuves plastiques sur le grand ouest pour les broyer. La matière récupérée est vendue et réutilisée pour en faire de nouveaux contenants	Indre-et-Loire (37)	Truyes	Industrie chimique	2006	entreprises récupérant de vieilles cuves plastiques sur le grand ouest pour les broyer. La matière récupérée est vendue et réutilisée pour en faire de nouveaux contenants	A
EMBIPACK	entreprises récupérant de vieilles cuves plastiques sur le grand ouest pour les broyer. La matière récupérée est vendue et réutilisée pour en faire de nouveaux contenants	Indre-et-Loire (37)	Ambillou	Industrie chimique	2008	entreprises récupérant de vieilles cuves plastiques sur le grand ouest pour les broyer. La matière récupérée est vendue et réutilisée pour en faire de nouveaux contenants	A
Energie Plus	Méthanisation à la ferme	Loir-et-Cher (41)	épuisay	Agriculture	2011	projets de méthanisation portés par un ou plusieurs agriculteurs, permet la valorisation des déchets et coproduits fermentescibles agricoles et une éventuelle autonomie en chaleur	A
Eurovia	Plateforme de transit, de négoce et de recyclage	Indre-et-Loire (37)	La Ville-aux-Dames	BTP	2020	Activité de recyclage de matériaux de démolition (TP) permettant une logique de circuit court. Commercialise entre 30.000 et 50.000 tonnes de granulats éruptifs, calcaires et alluvionnaires sous la marque Granulat +	A
Gaec Auguste	Méthanisation à la ferme	Eure-et-Loir (28)	Dampierre-sous-Brou	Agriculture	2019	Projets de méthanisation portés par un ou plusieurs agriculteurs, permet la valorisation des déchets et coproduits fermentescibles agricoles et une éventuelle autonomie en chaleur	A
GAEC Beets	Méthanisation à la ferme	Loiret (45)	Saint-Germain-des-Prés	Agriculture	2008	projets de méthanisation portés par un ou plusieurs agriculteurs, permet la valorisation des déchets et coproduits fermentescibles agricoles et une éventuelle autonomie en chaleur	A

Gaec de Vautournon	Méthanisation à la ferme	Indre (36)	Fléré-la-Rivière	Agriculture	2012	projets de méthanisation portés par un ou plusieurs agriculteurs, permet la valorisation des déchets et coproduits fermentescibles agricoles et une éventuelle autonomie en chaleur	A
Gaec Gueret	Méthanisation à la ferme	Eure-et-Loir (28)	La Bazoche-Gouet	Agriculture	2014	Projets de méthanisation portés par un ou plusieurs agriculteurs, permet la valorisation des déchets et coproduits fermentescibles agricoles et une éventuelle autonomie en chaleur	A
Gaec la Bourgetière	Méthanisation à la ferme	Eure-et-Loir (28)	Authon-du-Perche	Agriculture	2015	Projets de méthanisation portés par un ou plusieurs agriculteurs, permet la valorisation des déchets et coproduits fermentescibles agricoles et une éventuelle autonomie en chaleur	A
Gâtinais Biogaz AC	Méthanisation centralisée	Loiret (45)	Château-Renard	Agriculture	2009	projets de méthanisation portés par un ou plusieurs agriculteurs, permet la valorisation des déchets et coproduits fermentescibles agricoles et une éventuelle autonomie en chaleur	A
Groupe Chavigny	CAP RECYCLAGE 41 : Prise en charge et recyclage des déchets de chantier	Loir-et-Cher (41)	Saint-Amand-Longpré	BTP	2017	La plateforme de CAP RECYCLAGE collecte, trie, valorise les déchets du bâtiment et en recycle une partie. (AAP 2017)	A
Indena	Méthanisation industrielle	Indre-et-Loire (37)	Tours	Industrie chimique	2014	Le groupe Indena est un leader sur le marché de l'extraction de principes actifs de matières premières d'origine végétale, utilisés dans les secteurs pharmaceutique, cosmétique et alimentaire. L'unité de traitement des effluents de Tours utilise la méthanisation.	A
Indra Automobile Recycling	Indra Automobile Recycling	Loir-et-Cher (41)	Pruniers-en-Sologne	Mobilité	2009	Déconstruction, tri, réemploi et recyclage des véhicules hors d'usage (VHU) - 13 centres de déconstruction et de réemploi en Région Centre	A
Les Ateliers de la Brenne + Kaleidoscope	Sensibilisation sur le phénomène de mondialisation de la filière, les enjeux de recyclage et la réutilisation ; expérimentation d'une manière de revaloriser les textiles usagés ; réflexion collective sur les potentielles activités à développer	Indre (36)	Le Blanc	Textile	2014	- Sensibilisation des habitants aux enjeux liés au textile et participation à des actions sur l'espace public : ateliers « Déshabillons nos habitudes », DEFI-FRIP (défilé de mode intergénérationnel valorisant des vêtements de récupération), projection-débat, exposition « De fil en aiguille », mise en place de bornes pour la collecte de tissus et vêtements usagés - Expérimenter concrètement la création textile à partir de tissu recyclé : ateliers « upcycling », création d'une collection - Animer une réflexion collective sur les potentielles activités à développer sur le territoire autour du recyclage des déchets textiles : groupes de travail, visites d'expériences, études de faisabilité	A
Les Vers de Tours	Les Vers de Tours	Indre-et-Loire (37)	Tours	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2020	L'équipe des Vers de Tours propose de collecter les biodéchets auprès des professionnels pour revaloriser grâce aux lombrics cette matière en un compost haute efficacité, parfait pour booster vos plantations !	A
Marnay Environnement SAS	Méthanisation centralisée Marnay Energie	Cher (18)	Feux	Agriculture	2014	Initialement le projet porté par un agriculteur pour limiter la fertilisation minérale de ses cultures, l'unité de méthanisation Marnay Energie traite aujourd'hui les déchets organiques agricoles et agroalimentaires locaux sur un rayon de 30 km	A
Norip	Norip, l'informatique se recycle	Loiret (45)	La Chapelle-Saint-Mesmin	Equipements électriques et électroniques	2015	Entreprise spécialisée dans la reprise de matériel informatique usagé et engagé dans le développement durable.	A
Orléans Métropole	Gestion de proximité des biodéchets	Loiret (45)	Orléans	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2020	soutien et développement du compostage domestique (individuel, partagé en pied d'immeuble, de quartier), ouverture sur la question de la gestion alternative des végétaux (projet 2022)	A
Palm (anciennement Seyfert)	Méthanisation industrielle	Indre-et-Loire (37)	Descartes	Agriculture	2018	La forte charge en DCO des effluents cette usine de fabrication de papier carton à partir de papiers récupérés a orienté vers une valorisation par méthanisation.	A
Plateforme GRANUDEM	Mise en place d'une plateforme de recyclage de béton pour produire des granulats pour le béton de construction	Eure-et-Loir (28)	Lèves	BTP	2016	Production de 40 000 tonnes de granulats recyclés pour le béton avec un procédé breveté unique en France. Matériaux certifié CE2+ élaborés avec le CERIB.	A
Precious Kitchen	Plateforme de Design Matières par la valorisation des chutes et déchets des entreprises.	Indre-et-Loire (37)	Tours	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2020	Visé à identifier, cartographier et qualifier des ressources disponibles sur le territoire de Tours. Precious Kitchen met à disposition des ressources pédagogiques à la découverte du design matière, ainsi que des tutoriels	A

						pour tester soi-même la création de bio-matières ou des matériaux de réemploi. Conférences, ateliers, installations et expositions animent également la vie du projet. Souhait mettre en place une chuthèque	
Precious Plastic Touraine	Association visant à développer une solution concrète contre la pollution plastique et de créer des passerelles avec l'ensemble de la communauté Precious Plastic	Indre-et-Loire (37)	Metray	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2020	Né en 2020, l'objectif de Precious Plastic Touraine Val de Loire est d'animer sur notre territoire une dynamique autour de la valorisation du plastique pour faciliter le développement d'un écosystème avec plusieurs activités économiques possibles : fabrication d'objets design, collecte, tri, broyage, animations pédagogiques, artisanat... Nous travaillons à la création d'un atelier qui sera à la fois un espace de production et de pédagogie	A
Régie de quartier RESPIRE	Régie de quartier RESPIRE - Acquisition d'une presse à balle de carton	Loiret (45)	Saint-Jean-de-la-Ruelle	Valorisation déchets ménagers et municipaux	1993	Soutien financier de la Région pour l'achat d'une presse à balle permettant la compaction du carton et la vente directe au papetier	A
SARL Garcia Frères	Création d'une plateforme de recyclage des matériaux inertes mélangés de démolition	Indre-et-Loire (37)	La Ville-aux-Dames	BTP	2017	Projet en cours de développement (AAP 2017). Partenariat passé avec Lafarge pour produire du granulats recyclés pour le béton	A
SATRI	Entreprise d'espace vert qui récupère les coupes, copeaux de bois lors d'abattage pour en faire du compost pour la revente	Eure-et-Loir (28)	Vernouillet	Bois/papier/carton	2008	Initiative obtenue via le sondage Agora	A
Saveur et Talents	Compost de déchets organiques	Loiret (45)	Saint-Jean-de-Braye	Alimentation	2012	L'entreprise met en compost ses déchets organiques qui sont ensuite repris par un chantier d'insertion qui l'utilise pour son jardin bio.	A
SCEA DE BISSEAU	Valorisation territoriale des déchets organiques	Eure-et-Loir (28)	Éole-en-Beauce	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2017	Projet en cours de développement (AAP 2017)	A
SCEA de la Bondonnière	Méthanisation à la ferme	Indre-et-Loire (37)	Pernay	Agriculture	2014	projets de méthanisation portés par un ou plusieurs agriculteurs, permet la valorisation des déchets et coproduits fermentescibles agricoles et une éventuelle autonomie en chaleur	A
Sictom de la Région d'Auneau	Animation Scolaire concernant le compostage des déchets	Eure-et-Loir (28)	Ouarville	Alimentation	2011	En 2011 et 2014, le syndicat a réalisé des caractérisations : près de 40 % des OMr sont des déchets pouvant être compostés. De plus, le syndicat propose aux écoles primaires depuis de nombreuses années des animations concernant le tri des déchets. Les élus ont donc décidé, dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets, de sensibiliser les enfants au compostage. En 2015, ce sont 14 classes (environ 350 enfants) qui ont été sensibilisés à la thématique du compostage.	F
Sirtom de Courville, la Loupe, Chateaufort, Senonches	Compostage partagé dans une Gendarmerie	Eure-et-Loir (28)	Courville-sur-Eure	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2015	En 2015, 2 composteurs ont été installés dans une gendarmerie qui comportent 7 foyers. L'ensemble des déchets organiques des foyers sont détournés des OMr.	F
SITCOM de la Région d'Auneau	Lauréat territoire zéro déchet zéro gaspillage	Eure-et-Loir (28)	Ouarville	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2016	- valoriser plus de 90 % des déchets (valorisation matière via le recyclage ou valorisation énergétique via l'incinération) - Inciter 50 % des collectivités adhérentes à s'engager à réduire leurs déchets	A
SMICTOM de Sologne	Méthanisation de résidus de tonte	Loir-et-Cher (41)	Nouan-le-Fuzelier	Agriculture	2014	Récupère les déchets qui sont essentiellement constitués de tontes de gazon, feuilles ou de produits d'élagage collectés en déchèterie, pour faire de la méthanisation	A
Sologne Biogaz	Méthanisation centralisée	Loiret (45)	La Ferté-Saint-Aubin	Agriculture	2011	projets de méthanisation centralisés pour les agriculteurs de la région, permet la valorisation des déchets et coproduits fermentescibles agricoles	A
Symctom Ouest	Lutte contre le gaspillage alimentaire sur les 17 cantines de la Communauté de Communes Brenne Val de Creuse	Indre (36)	Le Blanc	Alimentation	2016	Le SYMCTOM a répondu à l'AAP Gaspillage Alimentaire 2016 porté par la DRAAF et l'ADEME dans le but de poursuivre le travail de prévention des déchets initié avec les 17 cantines de la CDC Brenne Val de Creuse durant le PLPD. L'objectif de ce projet est de lutter contre le gaspillage alimentaire en réalisant un diagnostic pour déterminer son origine (retours assiettes, gestion des stocks, surplus de préparation...) et de proposer des solutions pour y remédier ainsi que de sensibiliser les adultes et les enfants à cet enjeu majeur.	F

Ter'Biogaz	Méthanisation à la ferme	Loir-et-Cher (41)	Renay	Agriculture	2012	projets de méthanisation portés par un ou plusieurs agriculteurs, permet la valorisation des déchets et coproduits fermentescibles agricoles et une éventuelle autonomie en chaleur	A
TEREOS	Construction d'un méthaniseur de vinasses	Loiret (45)	Artenay	Agriculture	2014	Le site d'Artenay produit environ 300 000 tonnes de vinasses par an. L'engrais et les matières organiques qu'elles contiennent sont donc désormais valorisés. Le gaz naturel récupéré et nettoyé est ensuite réutilisé. 50 % des besoins en gaz de la distillerie seront ainsi réduits d'ici 2015.	A
TRADIB	Des briques alimentaires recyclées à 100 %	Cher (18)	La Guerche-sur-l'Aubois	Valorisation déchets ménagers et municipaux	1998	Des briques alimentaires transformées en piquets, tuteurs, bancs, salons de jardin, c'est innovant, écolo et génial !	A
Up&Cycle	Prestation de gestion des déchets des entreprises - mise en relation avec les structures de recyclage existant	Loiret (45)	Orléans	Valorisation déchets ménagers et municipaux	2016	Prestation de gestion des déchets des entreprises - mise en relation avec les structures de recyclage existant. les services d'Up&Cycle sont uniquement destinés à la filière industrielle. Le secteur de la métallerie - dont la valorisation de ses déchets représente un fort potentiel - équivaut à 35 % de son portefeuille clients.	A
Zéro Déchet Touraine	COMPOSTOU	Indre-et-Loire (37)		Valorisation déchets ménagers et municipaux	2017	Projet en cours de développement (AAP 2017)	A
Zooparc de Beauval	Méthanisation à la ferme	Loir-et-Cher (41)	Saint-Aignan	Agriculture	2011	projets de méthanisation portés par un ou plusieurs agriculteurs, permet la valorisation des déchets et coproduits fermentescibles agricoles et une éventuelle autonomie en chaleur	A

9. Annexe I : Compte rendu de l'enquête auprès des entreprises

Objectif

L'enquête « entreprises » visait à renseigner certains indicateurs d'économie circulaire qui alimenteront l'observatoire d'économie circulaire de la région Centre-Val de Loire. L'activité des entreprises enquêtées est sélectionnée en fonction de la nature des indicateurs.

Les indicateurs **à renseigner à partir de l'enquête** auprès des entreprises représentatives sont les suivants :

- Nombre d'entreprises intégrant des matières premières secondaires dans le processus de fabrication (pilier : [approvisionnement durable](#))
- Nombre d'entreprises qui utilisent des matières premières ou secondaires locales et qui les transforment localement (pilier : [approvisionnement durable](#))
- Nombre d'entreprises qui ont mis en place une analyse du cycle de vie pour au moins un de leurs produits. (pilier : [éco-conception](#))
- Nombre d'entreprises fabricant des biens ou des services éco-conçus. (pilier : [éco-conception](#))
- Bénéfices engendrés par les démarches d'écologie industrielle et territoriale. (pilier : [écologie industrielle et territoriale](#))
- Nombre d'emplois créés sous l'impulsion de nouveaux contrats de services (entretien, réparation, maintenance). (pilier : [économie de la fonctionnalité](#))
- Nombre d'entreprises qui intègrent une prestation de réparation des biens vendus dans leur offre (hors garantie) ou de pièces détachées disponibles au-delà de la durée de 10 ans. (pilier : [allongement de la durée d'usage](#))
- % ou nombre d'entreprises ayant mis en œuvre une ou plusieurs démarches d'économie circulaire. (pilier : [tous](#))

Plan de sondage

Le nombre d'établissements enquêtés est d'environ 1400.

Tableau 22. **Résumé du plan de sondage : nombre d'établissements de l'échantillon**

Activité	Nombre d'établissements
Industrie	775
Commerce et réparation automobile	147
Commerce de détail	485
TOTAL	1406

Les activités enquêtées sont :

- Les industries, qui sont les seules concernées par quatre premiers indicateurs
- Certains commerces où l'on espérait rencontrer des services de l'économie de la fonctionnalité.

Tableau 23. **Plan de sondage pour les établissements de l'industrie**

	Etablissements employeurs dans l'industrie					Echantillon			
	<10 ou inconnu	10 à 49	50 à 99	100 et plus	Total	10 à 49	50 à 99	100 et plus	Total
IAA	1538	219	17	37	1811	110	13	37	159
Habillement, cuir, bois, PC	221	85	32	22	360	43	24	22	89
Imprimerie	150	47	5	3	205	24	5	3	32
Chimie, pharmacie	79	33	13	37	162	17	10	37	63
Produits non métalliques	562	172	39	46	819	86	29	46	161
Produits métalliques	695	421	78	91	1285	84	47	91	222
Automobile et autres transports	46	35	15	20	116	18	11	20	49
Total	3291	1012	199	256	4758	380	139	256	775

Le taux de sondage est de 1 pour les établissements de 100 salariés et plus, 0,75 pour les 50 à 99 salariés, 0,5 pour les 10 à 49 salariés.

Tableau 24. **Plan de sondage pour les établissements de commerce de détail**

	Nombre d'établissements dans la région						Nombre d'établissements dans l'échantillon				
	Sans salarié	1 à 5 salariés	6 à 9 salariés	10 à 49	50 et plus	Total région	1 à 5 salariés	6 à 9 salariés	10 à 49	50 et plus	Total
Commerce et réparation véhicules automobiles légers et cycles	4519	1319	256	227	26	6347	0	64	57	26	147
Supermarchés et hypermarchés	171	26	51	246	131	625	0	13	62	131	205
Commerce de détail d'équipements télécom	304	109	26	30	2	471	36	7	8	2	52
Commerce de détail d'autres équipements du foyer	686	363	81	126	27	1283	0	20	32	27	79
Sport et loisir	1379	759	157	122	7	2424	0	39	31	7	77
Pharmacie	162	439	221	67	0	889	0	55	17	0	72
Ensemble	7221	3015	792	818	193	12039	36	198	205	193	632

Le taux de sondage est de 1 pour les établissements de commerce de plus de 50 salariés, 0,25 pour les 10 à 49 salariés et 6 à 9 salariés, et 0 pour les moins de 5 salariés (hormis pour le commerce d'équipement télécom où les établissements entre 6 et 9 salariés sont trop rares).

Remarque : l'activité est l'activité de l'établissement, pas de l'unité légale.

Mode d'administration de l'enquête

Le format de l'enquête est un questionnaire à remplir en ligne, en autonomie. Le thème de l'enquête nécessite d'employer un vocabulaire parfois peu connu des répondants (économie circulaire, économie de la fonctionnalité, etc.), plusieurs définitions ont donc été fournies au long du questionnaire afin que tout le monde puisse répondre.

Les entreprises ont été contactées par email entre le 04/03/2022 et le 30/05/2022, avec des relances régulières en cas de non-réponse (10 relances au total). Les adresses mail ont été achetées à la CCI.

De plus des appels téléphoniques ont été réalisés à 3 périodes :

- Entre le 11/03/2022 et le 16/03/2022 : auprès des plus gros établissements (industries de plus de 100 salariés et commerces de plus de 50 salariés), dans le

but de solliciter leur participation et de collecter une adresse mail. 118 entreprises ont été contactées, dont 63 pour lesquelles une nouvelle adresse email a été obtenue.

- Du 17/03 au 18/03 : les gros établissements (industries de plus de 100 salariés et commerces de plus de 50 salariés) avec une adresse email injoignable ont été contactés par téléphone. 53 entreprises contactées et 32 adresses email obtenues.
- Du 29/03 au 31/03 : Appels auprès des gros établissements pour solliciter leur participation et éventuellement obtenir de nouvelles coordonnées. 86 entreprises contactées et 45 nouveaux contacts obtenus.

Taux de réponses

428 entreprises ont répondu à l'enquête (432 établissements). Les taux de réponse des différents secteurs d'activité et tailles d'établissement sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 25. **Taux de réponse pour les établissements de l'industrie**

	Nombre de répondants				Taux de réponse			
	10 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 et plus	Total	10 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 et plus	Total
Agroalimentaire	28	3	13	44	25 %	23 %	35 %	28 %
Habillement, cuir, bois, PC	20	3	9	32	47 %	13 %	41 %	36 %
Imprimerie	12	0	2	14	50 %	0 %	67 %	44 %
Chimie, pharmacie	3	0	10	13	18 %	0 %	27 %	21 %
Produits non métalliques	43	4	12	59	50 %	14 %	26 %	37 %
Produits métalliques	60	17	38	115	71 %	36 %	42 %	52 %
Automobile et autres transports	7	2	9	18	39 %	18 %	45 %	37 %
Ensemble	173	29	93	295	46 %	21 %	36 %	38 %

Tableau 26. **Taux de réponse pour les établissements de commerce**

	Nombre de répondants				Taux de réponse			
	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 et plus	Total	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 et plus	Total
Commerce et réparation véhicules automobiles légers et cycles	33	16	0	49	52 %	28 %	0 %	33 %
Supermarchés et hypermarchés	4	21	21	46	31 %	34 %	16 %	22 %
Commerce de détail d'équipements télécom	1	0	0	1	2 %	0 %	0 %	2 %
Commerce de détail d'autres équipements du foyer	12	11	2	25	60 %	34 %	7 %	32 %
Sport et loisir	4	3	0	7	10 %	10 %	0 %	9 %
Pharmacie	8	1	0	9	15 %	6 %		13 %
Ensemble	62	52	23	137	31 %	25 %	12 %	22 %

Pondération

Les résultats ont été pondérés afin qu'ils soient représentatifs, dans la mesure du possible, des industries et des commerces enquêtés du Centre Val de Loire. La pondération tient donc en compte à la fois du secteur d'activité et de la taille. Elle est calculée comme le nombre d'établissements de la région divisé par le nombre de répondants.

Lorsque le nombre de répondants est trop faible, les entreprises concernées n'ont pas été pondérées (poids = 1), pour ne pas influencer excessivement les résultats. C'est le cas pour les commerces d'équipement de télécom, de sport, et les pharmacies. Les résultats de l'enquête ne sont donc pas représentatifs pour ces secteurs d'activités.

Tableau 27. **Pondérations pour les établissements de l'industrie**

Secteur	Taille de l'établissement	Nombre de répondants	Nombre d'établissements dans la région	Poids
Agroalimentaire	10 à 49 salariés	28	219	8,11
	Plus de 50	16	54	3,38
Habillement, cuir, bois, PC	10 à 49 salariés	20	85	4,25
	Plus de 50	12	54	4,50
Imprimerie	Toutes	14	55	3,93
Chimie, pharmacie	Toutes	13	83	6,38
Produits non métalliques	10 à 49 salariés	43	172	4,10
	Plus de 50	16	85	5,31
Produits métalliques	10 à 49 salariés	60	421	7,02
	Plus de 50	55	169	3,07
Automobile et autres transports	Toutes	18	70	3,89
Ensemble	Toutes	295	1467	-

Tableau 28. **Pondérations pour les établissements de commerce**

Secteur	Taille de l'établissement	Nombre de répondants	Nombre d'établissements dans la région	Poids
Commerce et réparation véhicules automobiles légers et cycles	Moins de 10 salariés	33	1575	47,73
	Plus de 10 salariés	16	253	15,81
Supermarchés et hypermarchés	Moins de 50 salariés	25	323	12,92
	Plus de 50 salariés	21	131	6,24
Commerce de détail d'équipements télécom	Toutes	1	167	1
Commerce de détail d'autres équipements du foyer	Moins de 10 salariés	12	444	37
	Plus de 10 salariés	13	153	11,77
Sport et loisirs	Toutes	7	1045	1
Pharmacie	Toutes	9	727	1
Ensemble	Toutes	137	4818	-

Intervalles de confiance

Tableau 29. **Intervalles de confiance pour des proportions d'entreprise**

	Intervalles de confiances à 95%		
Proportion	150 répondants	300 répondants	450 répondants
10%	[5% ; 15%]	[7% ; 13%]	[7% ; 13%]
25%	[18% ; 32%]	[20% ; 30%]	[21% ; 29%]
50%	[42% ; 58%]	[44% ; 56%]	[45% ; 55%]
75%	[68% ; 82%]	[70% ; 80%]	[71% ; 79%]
90%	[85% ; 95%]	[87% ; 93%]	[87% ; 93%]

10. Annexe J : Compte-rendu de l'enquête auprès des collectivités territoriales

Objectif

Les indicateurs à renseigner à partir de l'enquête EPCI sont les suivants :

- Nombre d'EPCI ayant mis en place une stratégie d'achat responsable (pilier : [approvisionnement durable](#))
- Nombre d'EPCI qui développent une offre de location de vélo/trottinette (pilier : [économie de la fonctionnalité](#))
- Nombre d'EPCI ayant mis en œuvre une ou plusieurs démarches d'économie circulaire (pilier : tous)
- Taux de couverture de la population par un programme d'économie circulaire (pilier : tous)

Plan de sondage

L'enquête EPCI a été adressée à 112 communes et collectivités territoriales de la région :

- 76 EPCI (établissement public de coopération intercommunale) : communautés d'agglomération (CA), communautés de communes (CC) et métropoles.
- 6 PETR (pôle d'équilibre territorial et rural) : association d'EPCI situés en dehors des métropoles
- 34 Communes de plus de 10 000 habitants.

Tous les EPCI, PETR et communes de plus de 10 000 habitants font partie de l'échantillon.

Mode d'administration de l'enquête

Le questionnaire est à remplir en ligne, en autonomie. Les définitions des piliers de l'économie circulaire sont indiquées tout au long du questionnaire pour aider les répondants.

Les collectivités ont été contactées par email entre le 14/02/2022 et le 08/06/2022, avec des relances régulières en cas de non-réponse : 16 relances au total.

De plus, des appels téléphoniques ont été réalisés pour fiabiliser les mails de contact et effectuer des relances.

Taux de réponses

L'enquête a permis d'obtenir 73 réponses. Les taux de réponse selon le type de collectivité sont décrits dans le tableau ci-dessous.

Tableau 30. **Taux de réponses de l'enquête auprès des EPCI**

Catégorie	Echantillon	Répondants	Taux de réponse	Habitants desservis par les répondants
PETR	6	5	83 %	564 494
EPCI	76	55	72 %	2 064 392 Dont 1580921 hors PETR répondants
COMMUNES DE PLUS DE 10 000 HAB	34	13	38 %	196 534 Dont 53788 hors EPCI et PETR répondants
Ensemble	116	73	63 %	2 199 203

Les collectivités répondantes desservent environ 2 200 000 habitants de la région (sources [banatic](#) et [recensement de la population](#)), soit 85 % de la population totale.

Les principales collectivités répondantes sont les Métropoles de Tours et d'Orléans, la communauté d'agglomération du pays de Dreux, Agglopolys, et les PETR. Les résultats de l'enquête ne sont pas pondérés.

11. Annexe K : Tableaux de l'enquête entreprise

Tableau 31. *Intégration de matières premières secondaires dans le processus de fabrication, selon le secteur d'activité*

Secteur d'activité	Ne sait pas	Non	Oui	Total	Répondants
Agroalimentaire	10 %	59 %	31 %	100 %	37
Habillement, PC	3 %	56 %	41 %	100 %	30
Imprimerie	7 %	14 %	79 %	100 %	14
Chimie, pharmacie	8 %	42 %	50 %	100 %	12
Produits non métalliques	16 %	45 %	39 %	100 %	57
Produits métalliques	15 %	48 %	37 %	100 %	110
Automobile et transport	41 %	35 %	24 %	100 %	19
Ensemble	14 %	48 %	38 %	100 %	278

Tableau 32. *Intégration de matières premières secondaires dans le processus de fabrication, selon la tranche d'effectif*

Tranche d'effectif	Ne sait pas	Non	Oui	Total	Répondants
10 à 49 salariés	11 %	57 %	33 %	100 %	157
50 à 99 salariés	15 %	21 %	64 %	100 %	29
100 et plus	22 %	34 %	45 %	100 %	92
Ensemble	14 %	48 %	38 %	100 %	278

Tableau 33. *Intégration de matières premières secondaires dans le processus de fabrication, selon la catégorie d'entreprise*

Catégorie d'entreprise	Ne sait pas	Non	Oui	Total	Répondants
GE	20 %	32 %	48 %	100 %	17
ETI	22 %	35 %	43 %	100 %	73
PME	11 %	53 %	36 %	100 %	188
Ensemble	14 %	48 %	38 %	100 %	278

Tableau 34. *Intégration de matières premières secondaires dans le processus de fabrication, selon l'appartenance à un groupe*

Appartient à un groupe	Ne sait pas	Non	Oui	Total	Répondants
Non	11 %	56 %	34 %	100 %	142
Oui	18 %	38 %	44 %	100 %	132
Ensemble	14 %	48 %	38 %	100 %	274

Tableau 35. **Utilisation de matières premières ou secondaires locales, selon le secteur d'activité**

Secteur d'activité	Ne sait pas	Non	Oui	Total	Répondants
Agroalimentaire	11 %	21 %	69 %	100 %	37
Habillement, PC	7 %	53 %	40 %	100 %	30
Imprimerie	%	93 %	7 %	100 %	14
Chimie, pharmacie	8 %	33 %	58 %	100 %	12
Produits non métalliques	5 %	47 %	48 %	100 %	57
Produits métalliques	11 %	48 %	41 %	100 %	110
Automobile et transport	12 %	65 %	24 %	100 %	19
Ensemble	9 %	46 %	45 %	100 %	278

Tableau 36. **Utilisation de matières premières ou secondaires locales, selon la tranche d'effectif**

Tranche d'effectif	Ne sait pas	Non	Oui	Total	Répondants
10 à 49 salariés	6 %	44 %	49 %	100 %	157
50 à 99 salariés	6 %	53 %	41 %	100 %	29
100 et plus	15 %	49 %	36 %	100 %	92
Ensemble	9 %	46 %	45 %	100 %	278

Tableau 37. **Utilisation de matières premières ou secondaires locales, selon la catégorie d'entreprise**

Catégorie d'entreprise	Ne sait pas	Non	Oui	Total	Répondants
GE	22 %	34 %	45 %	100 %	17
ETI	12 %	55 %	33 %	100 %	73
PME	7 %	44 %	49 %	100 %	188
Ensemble	9 %	46 %	45 %	100 %	278

Tableau 38. **Utilisation de matières premières ou secondaires locales, selon l'appartenance à un groupe**

Votre entreprise appartient-elle à un groupe ?	Ne sait pas	Non	Oui	Total	Répondants
Non	7 %	44 %	49 %	100 %	142
Oui	11 %	50 %	39 %	100 %	132
Ensemble	9 %	46 %	45 %	100 %	274

Tableau 39. **Entreprises qui ont mis en place une analyse de cycle de vie pour au moins un de leurs produits, selon la catégorie d'entreprise**

Catégorie d'entreprise	Ne sait pas	Non	Oui	Total	Répondants
GE	34 %	17 %	49 %	100 %	16
ETI	12 %	47 %	41 %	100 %	70
PME	11 %	76 %	13 %	100 %	180
Ensemble	12 %	67 %	21 %	100 %	266

Tableau 40. **Démarches d'écologie industrielle et territoriale des entreprises**

Démarches d'EIT
Mutualisation des locaux : don du sang avec la Comptabilité Renault, prêt de parking avec Renault, salle de réunions échangées avec Renault.
Mutualisation sources Energie "green" nationalement Programme de réduction des émissions de GHG Recyclage
Utilisation partagée d'une station d'épuration.
Nos palettes perdues (de réception de fûts ou de matières premières) sont reprises par une société locale pour refaire des palettes
Persee 3C
Démarche initiée par la CCI 28 en 2019 malheureusement mis en stand by Achat en commun de fourniture
Conformément au programme SIG de MARS Inc. (SIG = Sustainable in one generation) Un type de déchet viande est une source de matière première pour une entreprise dans la même ZAC
Demande de mutualisation de collectes des déchets avec nos voisins immédiats Evacuation et valorisation de nos déchets bois, travail avec les entreprises locales ou de la zone d'activité (stockage, fabrication d'équipements, chauffagerie - climatisation ...)
Renforcement de notre politique de logique d'achat proche de notre lieu de production en local.
Groupe initié par la CCI du Loir et Cher EIT DE TERRITOIRES VENDOMOIS Diagnostic ECOFLUX BPI
Nous sommes membres du GEIDA (Groupement des entreprises du bassin économique et d'emploi du val d'Amboise et de Bléré val de Cher)
Récupérations de pots horticoles ou conteneurs chez les horticulteurs ou pépiniéristes pour les recycler
Diagnostic réalisé début mai 2022 via la CCI, le PETR Gâtinais Montargois et la 3CFG Réutilisation de palettes bois si elles sont reçues en bon état, réutilisation de cartons

12. Annexe L : Tableaux de l'enquête collectivités territoriales

Tableau 41. **Démarches d'écologie industrielle et territoriale des collectivités**

Démarche favorisant l'EIT	Nouvelle activité créée ?
Lancement d'une expérimentation EIT à l'échelle du PETR le 7 février 2022 pour 24 mois avec comme objectif la mise en place de 2 synergies structurantes et 20 de substitution	Ne sait pas
Une convention partenariale entre le PETR et les chambres consulaires vient d'être signée et le lancement de l'opération vient d'être réalisé. Des premiers diagnostics en entreprises sont en cours, et des réunions collectives sont planifiées début avril.	Oui
Développement d'un réseau des entreprises permettant de favoriser les échanges entre elles et permettre de faire éventuellement émerger des projets communs. Plusieurs thématiques sont abordées et les déchets l'ont déjà été.	Ne sait pas
EIT dans le cadre d'une démarche expérimentale mise en place par la CCI Touraine	Non
Réseau de chaleur issu de l'eau chaude de la centrale nucléaire de Chinon désert de nombreuses entreprises de maraichage à proximité. D'autres réseaux de chaleur avec des chaufferies bois sont créés et envisagés sur le territoire.	Ne sait pas
Un contrat avec Initiative Indre (BGE) a permis de mettre en place un club affaire en vu du rapprochement et du développement des entreprises locales.	Non
Portage de l'action EIT avec les 4 EPCI du territoire (AME, CCFG, 3CBO, CC4V) et la CCI	Ne sait pas
La Direction du Développement Economique a répondu à un Appel à Candidature de l'ADEME sur la démarche d'EIT sur un parc d'activité à La Chaussée Saint-Victor. La CCI anime cette démarche d'EIT. L'opération a débuté en novembre-décembre.	Ne sait pas
Groupement entreprise par service eco, café des entreprises, afterwork, coworking	Ne sait pas
Une action sur le sujet figure au PCAET Sur le territoire, la CMA et la CCI ont fait un état des lieux de ce qui peut être mutualisé (rh, énergie, déchets, etc.). Certaines entreprises se sont emparées du sujet mais pour le moment, la Communauté de Communes ne joue pas de rôle particulier dans cette dynamique.	Ne sait pas
Etude sur le Parc d'activité du Val Drouette (zone pilote : Favoriser les échanges inter-entreprises pour dynamiser le territoire)	Non
Partage de personnel Partage de matériel	Non

EIT sur la zone dite de l'échangeur autoroutier. Les résultats de me sont pas facilement accessibles dans le cadre de réponse rapide à ce questionnaire mais possibilité de les trouver après une petite recherche si besoin	Ne sait pas
--	-------------